

L'après-guerre est fini

La frontière interallemande n'existe plus. L'union monétaire laisse à la RDA une souveraineté éphémère équivalente à celle de Monaco ou du Liechtenstein, sans même que l'effigie d'un prince local ne figure sur les billets de banque distribués dimanche. L'unité étatique formelle de l'Allemagne n'est plus maintenant qu'une affaire de régularisation, comme un mariage en bonne et due forme met un terme à une cohabitation dont les voisins ont pris, bon gré, mal gré, leur part.

Ce qui dépendait des seuls Allemands a été réglé moins de trois mois après que les premières élections libres en RDA eurent traduit sans équivoque la volonté des Allemands de l'Est de congédier un régime et un Etat qui les avaient opprimés pendant quarante ans. La croyance quasi mystique dans les vertus de l'économie de marché, fondée sur l'indéniable succès d'une République fédérale qui a su allier démocratie et expansion économique, a eu raison des grandes peurs post-révolutionnaires : chômage et hausse des prix. A la différence des autres pays d'Europe centrale et orientale entrés dans l'ère incertaine du post-communisme, la RDA n'avait pas le droit à la patience : la raison nationale ne pouvait que l'emporter sur la raison tout court.

L'ALLEMAGNE nouvelle est née le 1^{er} juillet 1990, dans les frontières issues de la seconde guerre mondiale. Après beaucoup d'hésitations, le réalisme l'a emporté et la ligne Oder-Neisse marque pour une durée indéterminée les limites de l'extension territoriale germanique en Europe. L'après-guerre est donc, de ce point de vue, bien fini. L'idée, carassée par certains irréductibles, que l'on pourrait profiter de la faiblesse économique de la Pologne pour réinvestir, sous le couvert de la liberté d'établissement, les anciens territoires suscités, si elle persiste, de nouvelles inquiétudes.

En cette matière, la vigilance des voisins et partenaires de l'Allemagne ne doit pas être prise en défaut : les derniers mois ont prouvé qu'on savait entendre à Bonn un langage clairement tenu.

Que manque-t-il aujourd'hui aux Allemands pour être complètement heureux ? Une victoire en Coupe du monde de football serait, bien sûr, le couronnement d'une année placée sous le signe des divines surprises. La félicité serait à son comble si le chancelier Kohl pouvait ramener de Moscou, dans deux semaines, l'assurance que l'Union soviétique ne met plus aucun obstacle au recouvrement de la souveraineté pleine et entière de son pays, y compris le droit de participer à l'alliance de son choix.

Là encore, le deuschemark devrait jouer un rôle déterminant : à Bonn, on est persuadé qu'une aide économique massive à l'URSS est seule susceptible de maintenir au pouvoir la « guest star » de l'unité allemande, Mikhaïl Gorbatchev. Le ministre des finances Thunberg accompagnera le chancelier Kohl au Kremlin le 14 juillet prochain. On peut être certain qu'il aura dans ses bagages une somme beaucoup plus considérable que celle qui servit jadis aux Etats-Unis à acquiescer l'Alaska.

Lire page 3 les articles de HENRI DE BRESSON et de SOPHIE GHERARDI

M 0147 - 703 0 - 5,00 F



L'ouverture du 28^e congrès du Parti communiste soviétique

M. Mikhaïl Gorbatchev renvoie dos à dos les conservateurs et les ultra-réformateurs

Le congrès du Parti communiste soviétique s'est ouvert lundi matin 2 juillet. Après différents incidents de procédure, M. Gorbatchev a prononcé un long rapport introductif dans lequel il a renvoyé dos à dos les conservateurs et ceux qui veulent entraîner l'URSS sur « les rails du capitalisme ». « Il ne faut pas, a-t-il dit, fermer les yeux sur le fait que sont apparues des forces qui nous poussent vers un régime

bourgeois, liant la sortie de la situation complexe actuelle à la mise du pays sur les rails du capitalisme ».

M. Gorbatchev a également critiqué le gouvernement de M. Ryjkov qui n'a proposé « qu'une hausse des prix » pour passer à l'économie de marché. (Lire page 4 les articles de BERNARD GUETTA et de MICHEL TATU et nos informations page 38.)

L'homme malade de l'Europe

par Daniel Vernet

La sécurité de l'Europe est mieux garantie par l'unification de l'Allemagne, placée dans le contexte d'un règlement paneuropéen, que par sa division. Rien ne montre sans doute mieux le bouleversement que l'Europe est en train de vivre que cette récente déclaration du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui tirait ainsi un trait sur quarante-cinq ans de diplomatie. Car, si à quelques reprises Moscou avait laissé miroiter la possibilité d'une réunification allemande, c'était sous la forme d'une Allemagne neutre, voire socialiste. Maintenant, l'URSS de M. Gorbatchev est prête à accepter une Allemagne réunifiée membre à part entière de la communauté des nations démocratiques occidentales, et même de leur organisation militaire.

Economique et monétaire depuis le 1^{er} juillet, l'unification politique de l'Allemagne sera achevée avant la fin de l'année. Le Kremlin a essayé de freiner le mouvement en utilisant toutes les « ficelles » dont disposent les diplomates, mais a dû se rendre à l'évidence : sous peine de mettre en cause l'objectif fondamental de sa nouvelle politique étrangère, il ne pouvait pas arrêter un processus commencé dès l'été dernier avec l'exode massif des Allemands de l'Est.

M. Gorbatchev et ses conseillers avaient compris depuis longtemps que la division contre nature de l'Allemagne et l'existence artificielle de la RDA ne pourraient plus être maintenues très longtemps alors que l'URSS cherchait désespérément à se rapprocher de l'Europe occidentale pour mettre fin à un

isolement économique et technologique qui la menait à la ruine. C'est encore M. Chevardnadze qui avait montré le bout de l'oreille en déclarant, il y a plusieurs mois déjà, à l'issue de la première réunion « 2+4 » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande : « Il faut utiliser à fond le potentiel de développement de la coopération économique germano-soviétique ». Autrement dit, l'URSS attend de l'Allemagne (lire de la République fédérale) une aide économique lui permettant de sortir de son marasme. Le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, ont si bien compris le message qu'ils ont été à la pointe de la croisade pour que la Communauté européenne accorde un soutien sans précédent à la

Le marché unique des objets d'art

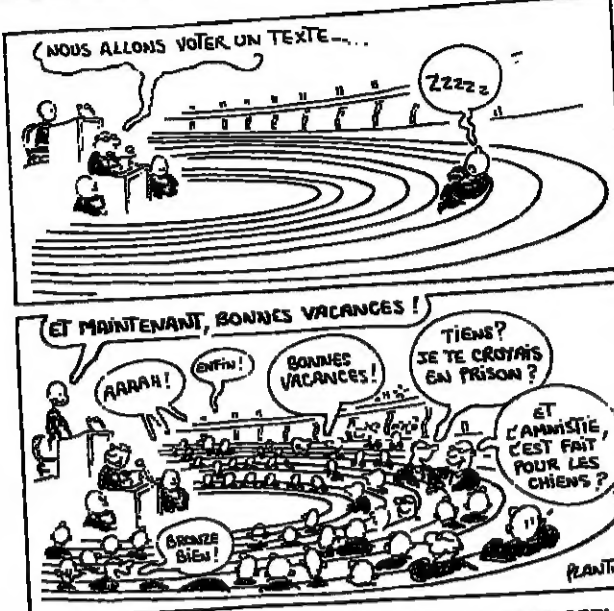
L'ouverture du marché unique en 1993 devrait permettre à tous les biens de circuler librement en Europe. Logiquement, les objets d'art, qui sont aujourd'hui au centre d'une spéculation effrénée, bénéficieront de cette mesure. Cette perspective inquiète ceux qui sont chargés de la protection du patrimoine national : celui-ci ne risque-t-il pas de se retrouver bradé sur quelques places à fort pouvoir d'achat ? Un colloque organisé à Amsterdam par la Chambre de commerce internationale réunissait le 15 juin

dernier un certain nombre de professionnels pour débattre de ces problèmes. Le futur statut « européen » des commissaires-priseurs a également été abordé. Pour les Français, il se résume à l'arrivée dans l'Hexagone des poids lourds anglo-saxons, Sotheby's et Christie's. Drouot affecte la sérénité alors que le marché international, en dépit de quelques « records », semble se tasser.

Lire page 11 l'article d'EMMANUEL DE ROUX et ALICE SEDAR

Les élus désemparés

La session parlementaire de printemps a été riche en travail législatif mais aussi en mises en cause du rôle des élus, sur fond d'amnistie



Lire page 7 l'article de PIERRE SERVENT

Philips : effectifs à la baisse

La société néerlandaise envisage de supprimer dix mille emplois en Europe

page 38 - section C

Emploi et temps de travail

• Selon les comptes de la nation, il y a eu en 1989 davantage d'emplois stables
• La réduction de la durée du travail : une idée qui refait surface

pages 19 et 21 - section C

Islamisme au Soudan

Le premier anniversaire du coup d'Etat a été célébré par une grande manifestation en faveur de la charia

page 6

Les divisions de Solidarité

Le premier ministre polonais, M. Mazowiecki, se dit prêt à rencontrer M. Walesa

page 38 - section C

Relations commerciales nippo-américaines

Les milieux d'affaires des Etats-Unis sceptiques sur les effets de l'amnistie

page 19 - section C

Mondiale : les Camerounais la tête haute

Angleterre-RFA et Argentine-Italie en demi-finales de la Coupe du monde de football. L'équipe de Milla aura été l'héroïne malchanceuse des quarts de finale.

page 14 - section C

Le sommaire complet se trouve page 38 - section C

Les pondeuses de mort

Une mouche, venue d'Amérique, virulente en Libye, menace d'infester toute l'Afrique. Un vaste programme international est à l'étude pour combattre ce fléau

Pour éradiquer la lucilie bouchère - mouche américaine dont les larves se nourrissent de sang chaud, dépeçée en Libye à la mi-1988 - et l'empêcher d'infester toute l'Afrique, les responsables de l'agriculture libyenne demandent aux pays développés de financer le programme mis en place par le Fonds international de développement agricole (FIDA). Un projet de 85 millions de dollars.

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

La plainte est déchirante, presque humaine. Trois hommes en combinaison bleue maintiennent un jeune chameau agenouillé. Un quatrième lui tord la tête. L'œil droit de la bête apparaît : c'est un cratère sanguinolent. Au-dessus, la paupière infectée

est gonflée comme une orange. Le vétérinaire en blouse blanche plonge dans la plaie béante un tampon de coton fixé sur une pince. Il en ressort une bouillie infectée dans laquelle grouillent des asticots blancs d'un bon centimètre qu'il recueille dans une éprouvette pleine d'une solution au formol.

La scène se passe à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, aux environs de Zawia, dans le corral d'un riche négociant en chameaux, ces « vaisseaux du désert ». Au cours de la même matinée, on la revivra chez un producteur d'agrumes dont un jeune veau a la gorge comme tranchée par un coup de rasoir, et chez un éleveur de mouton dont une brebis a, sur le flanc, un trou suppurant gros comme le poing.

Au cours du seul mois de mai, les équipes vétérinaires opérant dans cette zone d'une centaine de kilomètres carrés ont ainsi traité deux cent soixante-dix-huit bêtes victimes de la lucilie bouchère, cette mouche aux yeux rouges qui semble tout

droit sortie d'un film d'horreur : elle pond dans la moindre plaie d'un animal à sang chaud - ou d'un homme - des œufs dont les larves (!) croîtront en se nourrissant des chairs de la bête.

ALAIN GIRAUDO

Lire la suite page 13 - section B

(1) Le nom anglais de la lucilie bouchère est screw-worm, littéralement « le ver qui se visse ».

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La Nouvelle-Calédonie à l'abri de l'Europe. Le territoire d'outre-mer n'a pas de raison de craindre les retombées du marché unique de 1993.

La contribution sociale de solidarité. Les revenus des personnes âgées sont particulièrement visés au moment où il faut entamer une réforme de l'assurance-vieillesse.

La chronique de Paul Fabre. L'avenir des échanges internationaux selon Percy Barnevik.

Pages 23 à 26 - section C

سكنا من الامم

DÉBATS

Immigration

La mythologie des « clandestins »

par André Legouy

Le débat parlementaire et médiatique sur l'immigration, dominé par l'épouvantail Le Pen, n'est qu'un simulacre, nourri de fantasmes, d'idées reçues et de prises de position théoriques dont le seul effet, pour l'heure, est de donner libre cours aux pratiques administratives arbitraires et aux comportements xénophobes. Quand un gouvernement n'a pas de réelle volonté politique, chacun peut en faire à sa tête. On vient de voir, par exemple, comment, dans un État de droit, des maires peuvent proclamer impunément qu'ils refusent et refuseront les visiteurs étrangers sur leur territoire municipal, au mépris des règles légales et du droit des gens le plus élémentaire.

Il est plus que temps de sortir de ce marécage. Et, pour commencer, cesser de tendre à tout propos l'oreille aux aboiements de Le Pen et de ses supporters. Ce ne sont pas eux, Dieu merci, qui ont jusqu'à présent reçu mandat de gouverner la France. Si le gouvernement savait vraiment ce qu'il veut, il saurait aussi ne pas se laisser intimider par les réactions de cette minorité électorale.

On ne pourra parler vrai et passer aux actes que si l'on accepte de regarder les choses en face.

On osera dire, une bonne fois pour toutes, comme l'a fait naguère l'abbé Pierre au cours de l'émission « Sept sur sept », que la migration du sud vers le nord est un phénomène inéluctable et que la prétention à faire de l'Europe un bunker est un rêve dangereux. Il ne s'agit donc pas de faire croire qu'on empêchera cette migration, mais de l'organiser, de la tempérer, pour éviter, précisément, qu'un jour elle n'explose en « invasion ».

On osera aussi affirmer contre vents et marées, comme vient de le faire opportunément François Mitterrand, que le vote des étrangers aux élections locales « serait une mesure de justice, à l'image des

cinq autres pays européens qui l'ont adoptée ».

Puis, on en finira avec la mythologie des « clandestins ». Qui sont, en effet, ces « clandestins », ces pelés, ces galeux d'où nous vient tout le mal ?

Des membres de famille (beaucoup de femmes, notamment maghrébines, dont certaines sont mères d'enfants français) venus rejoindre le chef de famille travaillant en France depuis plusieurs années et dont l'administration refuse la régularisation, sous prétexte que le logement est trop petit ou que la procédure réglementaire n'a pas été respectée. Ici, le comble de l'absurdité est atteint quand on prétend, par exemple, renvoyer au pays d'origine (même s'il se trouve aux antipodes) la femme et les enfants, pour y passer une visite médicale formelle qui pourrait avoir lieu en France dans n'importe quel centre hospitalier.

Des demandeurs d'asile, Sri-lankais, Haïtiens, Zairiens, Kurdes... en France depuis trois, quatre, sept, huit ans, professionnellement insérés, ayant reconstitué ou fondé une famille, mais finalement « déboutés » de leur demande d'asile, et qu'il est humainement impossible de rejeter à la mer.

Des travailleurs « au noir », dans la confection, l'hôtellerie, le bâtiment, qu'on prétend pourchasser, mais dont, comme chacun sait, l'économie française n'entend pas se passer.

Quant aux terroristes, trafiquants de drogue et autres criminels, auxquels on veut assimiler les « clandestins », il est fort probable que la plupart d'entre eux possèdent leurs papiers en règle et que les autres, comme les Français du même acabit, se moquent pas mal des mesures de police.

Alors, si le projet d'« intégration » est aujourd'hui autre chose qu'un nouveau trompe-l'œil, on prendra enfin au mot les solennelles déclarations d'intention du président de la République affir-

mant notamment que les étrangers qui ont leurs seules attaches en France ne doivent pas être expulsés, mais traités « comme s'ils étaient des citoyens français ».

Une modification législative

Il conviendrait donc de mettre en œuvre sans tarder la normalisation de la situation de tous les pseudo-clandestins fabriqués par l'administration, car ils ont effectivement, pour la plupart, leurs seules attaches en France. Il conviendrait même d'aller plus loin, comme le fait François Mitterrand, qui a précisé que ces étrangers-là, s'ils commettaient un acte de délinquance, « devraient subir la loi que subissent tous les Français dans la même situation » et non pas une « exclusion supplémentaire ». Ce qui implique une modification législative pour retirer aux tribunaux le pouvoir d'assortir leur sanction, en matière de stupéfiants, d'une interdiction – souvent définitive – du territoire français à l'encontre des étrangers que le législateur a, par ailleurs, jugé nécessaire de protéger de l'expulsion et de la reconduite à la frontière, du fait précisément qu'ils ont toutes leurs attaches en France et aucune dans un pays d'origine dont souvent ils ne parlent pas la langue et où ils n'ont peut-être jamais mis les pieds. Pour ceux-là, l'interdiction du territoire constitue un véritable « bannissement », mesure qui a complètement disparu du code des pays démocratiques.

Il conviendra, en outre, de sortir la procédure du regroupement familial de l'impasse où l'a engagée le décret du 4 décembre 1984. Car, contrairement à ce que laissent entendre la plupart des déclarations publiques, le regroupement en France des familles d'étrangers en situation régulière ne connaît pas un développement excessif. Tout au contraire, les conditions draconiennes imposées à sa mise en œuvre sont telles (notamment en matière de logement) qu'elles

l'interdisent en fait dans bon nombre de cas. Et pourtant, le droit pour les immigrés de « mener une vie familiale normale », c'est-à-dire en particulier de « faire venir auprès d'eux leur conjoint et leurs enfants mineurs », est un droit imprescriptible, confirmé non seulement par la jurisprudence du Conseil d'Etat, mais par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Qui admettrait que l'administration refuse à un Cortzien ou à un Breton de s'installer avec sa famille à Paris ou à Lyon sous prétexte qu'il manque quelques mètres carrés à son logement ? C'est pourtant ce qu'on refuse à un Maghrébin. Pourquoi ?

Marriages surveillés

Il importe également de mettre immédiatement un terme aux pratiques abusives qui tendent à se développer dans les procédures de

mariage : toute demande de mariage entre étrangers ou entre Français et étrangers se trouve actuellement frappée a priori de suspicion et se heurte à des refus arbitraires de la part des officiers d'état civil ou à des renvois devant les parquets qui, eux-mêmes, n'hésitent pas à poser des exigences illégales et à imposer des décisions qui ne relèvent pas de leur compétence. Ils ont, par ailleurs, reçu des instructions en ce sens. De qui ? En tout cas, sous prétexte, probablement, de dépister d'éventuels mariages de complaisance – que l'arsenal judiciaire, pourtant, permet déjà de sanctionner – on met tout le monde sous haute surveillance, et on fait naître des comportements odieux : tactique malsaine et dangereuse.

Mais, évidemment, à quoi bon le droit de se marier et de vivre en famille si l'est impossible de se loger ? Là réside une des tares mortelles de la politique sociale, dont sont victimes non seulement les étrangers mais les Français « bronzés » (beurs, harkis, Antillais...) et tous les autres exclus de notre société à deux vitesses. C'est essentiellement sur ce terrain que se jouera l'intégration. Faute d'une transformation rigoureuse des pratiques actuelles de construction et de distribution du logement social, les projets gouvernementaux resteront une fois de plus lettre morte.

La question est donc de savoir si le gouvernement est prêt à mettre le prix : prix très lourd, vu le retard accumulé par des décennies de politique à la petite semaine. On peut malheureusement en douter, quand on voit comment Michel Rocard traîne les pieds à mettre en acte les orientations présidentielles.

► André Legouy, jésuite, est membre du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI).

TRAIT LIBRE



Economie

Une droite protectionniste

par Jean Bénard

N la droite ni la gauche n'ont de programme économique explicite. Mais l'orientation économique et sociale naturelle de la gauche est mieux reçue dans l'opinion française actuelle que celle de la droite.

Pour la gauche, cette orientation naturelle est la recherche prioritaire non de l'efficacité (c'est-à-dire de l'efficacité économique), mais de la sécurité économique et sociale, notamment de la sécurité de l'emploi ou, à défaut, de celle du revenu minimum. M. Michel Rocard parle, certes, de l'Europe, de la compétitivité et des nécessaires disciplines qu'elle exige, mais y met bien vite un bémol dès qu'il est confronté à de sérieuses revendications.

La droite aurait pu jouer la carte de l'orientation vers plus d'efficacité, nécessaire par l'Europe de 1993 et seule garante de redistributions ultérieures. Or, à la présidentielle de 1988, seul M. Raymond Barre s'y est essayé, assez maladroitement d'ailleurs, et, depuis, RPR et UDF n'en parlent plus qu'avec gêne et précautions. Pourquoi ? Parce que la lutte pour l'efficacité économique, notamment par le biais de la concurrence interne et externe, suppose des restructurations pénibles, des ascensions, mais aussi des chutes, des gains, mais aussi des pertes que nul ne veut risquer.

Socialisme caméléon

Il se confirme ainsi que le terreau sociologique de la droite et même du centre est, en France, beaucoup plus protectionniste que libéral-échangiste. Elle n'est donc pas disposée à soutenir sérieusement une politique mettant ses protections en péril. Les partis de droite et du centre le sentent bien, qui, à l'exception peut-être du RPR, n'adhèrent pas en première ligne des convictions ni des programmes de libéralisme économique.

La pression du Front national sur l'électorat de ces partis est amplifiée par le problème de l'immigration. Mais le Front national, comme le Parti communiste d'ailleurs, est, en matière économique, anti-européen, protectionniste et peu libéral. Il y retrouve les penchants profonds de l'électeur conservateur français. Tant et si bien que, par un nouveau paradoxe, le socialisme caméléon, où M. Rocard retrouve M. Mitterrand de façon inattendue mais logique, tout en prêchant

la solidarité, la sécurité et la redistribution des revenus, parvient à faire passer sans trop de difficultés sociales et politiques des mesures de demi-libéralisme économique (privatisations partielles, camouflées, freinage des revendications salariales).

Quant à l'opposition, elle se rabat – en désordre – sur des faux-fuyants, demi-privatisations, demi-réforme de la fiscalité, réajustement des cadres et, bien sûr, l'Europe, mais « sociale ». C'est que la droite française (sauf le centre du type CDS) est une droite autoritaire et protectionniste beaucoup plus qu'une droite libre-échangiste de type orléaniste ou même Second

Empire. Comme l'autoritarisme n'est plus de mise (le péril et la crainte de l'immigration envahissante n'ayant pas encore remplacé ceux de la révolution prolétarienne, qui ont disparu) et que le protectionnisme social justifie le protectionnisme économique, seule l'expérience vécue des méfaits de ces protectionnismes, via, peut-être, le grand marché unique européen, remettra au premier plan le souci de l'efficacité économique et la nécessité de la concurrence. Si la droite a le courage d'en défendre dès maintenant les valeurs, elle pourra alors récolter les fruits. Sinon, elle n'aura plus qu'à se partager entre l'extrémisme du Front

national et l'aile droite d'un Parti socialiste accueillant.

D'ici là, elle végètera, et la gauche, purgée de son extrémisme communiste grâce aux effets conjugués du sectarisme du PCF et de l'éroulement du « socialisme réel » à la soviétique, s'installera dans un centrisme à phrasologie progressiste et à politique économique conservatrice. De quoi faire passer la France au rang de sous-traitant des leaders du monde occidental triomphant.

► Jean Bénard est professeur d'économie à l'université Paris-I et à l'École des hautes études en sciences sociales.

Consommation

Gabegie informatique

par Bernard Vaudour-Faguet

CHAQUE jour de l'année, le facteur nous rend un aimable service : il distribue une pile impressionnante de courrier... qui plonge directement à la poubelle ! Ce courrier, on le connaît bien : il s'agit des lettres concernant la publicité ou le démarchage en tout genre. Un matin on vous propose de gagner (sans risque) 10 000 francs, le lendemain on vous invite à un séjour (pour deux personnes) aux Antilles, la semaine suivante vos

missives (personnalisées) contiennent, pêle-mêle, des propositions pour une cuisine intégrée, pour des jeux électroniques, pour une encyclopédie, pour une échelle plante, pour du champagne, etc.

Ces documents – sans être déclassés ou même regardés – finissent tout droit au panier. Pourtant, ils sont souvent rédigés à votre nom et à votre adresse... Miracle de l'informatique actuelle : elle permet d'envoyer à des milliers de gens (en même temps) une multitude d'informations indi-

vidualisées. Ainsi, votre voisin de palier ramasse – lui aussi – cette littérature de pointe et la glisse – lui aussi – dans la poubelle à ordures de l'immeuble. Un gâchis monumental.

Nous avons atteint, sur ce sujet, un degré maximal d'insensibilité, puisque le réflexe de destruction n'engendre aucune émotion particulière et s'exécute dans une indifférence collective absolue.

Les entreprises disposent d'un parc de mémoires (micros) qui facilite le remplissage automatique des enveloppes. Rapidité, efficacité, performance. Le déchet commercial d'une pareille opération est-il bien évalué ? Pour une hypothétique promotion de ventes on oublie les pertes colossales engendrées sur le plan énergétique, naturel, biologique et humain. Combien de tonnes de pâte à papier partent ainsi en poussière ? Combien de gens transportent – de nuit – des milliers de lettres qui terminent leur course

au dépôt sans être lues ? Combien de salariés dégradent leur vue sur des écrans afin d'imprimer des textes qui asphyxient les décharges municipales ?

En somme, on maîtrise parfaitement les technologies de l'informatique qui visent à « noier » du papier ; on ne maîtrise nullement les applications de cette découverte qui s'étendent au marché. C'est le règne de l'anarchie et de la gabegie. Quelle interprétation donner à une stratégie commerciale qui fabrique de l'absurde afin de dégrader une parcelle éventuelle de profit ou de pouvoir ?

La « machine à gaspiller » continue imperturbablement son œuvre. Les imprimeries qui rédigent ces jolis mots en « communication » sont-elles commandées par des robots ou par des êtres qui pensent ? Et vont-elles longtemps encore répéter sur le mode hystérique du non-sens ?

► Bernard Vaudour-Faguet est professeur d'histoire.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75011 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme
- des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, V. GARENBURG
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN 0395-3077

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS PP. Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN Accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Je soussigné, j'atteste avoir l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTRANGER

La journée historique de l'union économique et monétaire en Allemagne de l'Est L'enterrement sans regret d'une RDA inutile

BERLIN

de notre envoyé spécial

Il y a huit mois, la chute du mur avait vu des centaines de milliers de Berlinois de l'Est envahir la partie occidentale de la ville. Cette fois-ci, ce fut l'inverse, et c'est par milliers que les Berlinois de l'Ouest se sont précipités à l'Est pour fêter dignement ce nouveau moment d'émotion, qualifié encore une fois d'« historique », dimanche 1^{er} juillet, par le chancelier Kohl et le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière.

Pour tous les Allemands de l'Est, l'ouverture du mur le 9 novembre avait été un grand moment de stupeur, un brusque saut dans un inconnu dont personne ne mesurait alors ce qu'il apportait. Huit mois plus tard, on enterrait sans regret cette RDA inutile. L'union monétaire entre les deux Allemagnes n'est pas encore la vraie réunification, mais celle-ci devrait survenir avant l'année prochaine, et tout le monde sait bien que les dés sont jetés. Dès dimanche, tous les contrôles ont été officiellement abolis entre les deux pays par un accord signé par les ministres de l'intérieur.

On était allé dépenser samedi ses derniers marks à l'épicerie, au bistro du coin. Plus une seule place dans les restaurants. Samedi soir, une immense fête avait été organisée dans la banlieue de Berlin-Est pour célébrer la fin du mark-Est dans l'ancienne caserne du régiment de la garde Dzerjinski, le régiment d'élite de l'Est. Il y avait quant même un brin de nostalgie dans toutes ces cérémonies mortuaires car on n'efface pas d'un coup quarante ans de vie commune, même contrainte.

Dans la magnifique cinéa Babylone, redevint l'un des temples de la culture berlinoise, on vendait aux enchères les oripeaux du régime communiste. Le portrait officiel de Honecker et le blason d'Erich Honecker s'est arraché pour 100 marks dans des hurlements d'enthousiasme. La chemise bleue des jeunes communistes, que tout le monde dans l'assistance avait sans doute une fois portée, est partie dans les rires pour 30 marks.

Quelques « Deutschland Deutschland » fusaient ça et là, sans parvenir à troubler la bonne

humeur. Le défillement de nationalisme qu'avaient fait craindre les premières grandes manifestations de l'hiver dernier pour la réunification à Leipzig ou à Dresde ne s'est pourtant jamais déambulé samedi soir dans les rues des villes pour ne pas rater le dernier grand moment de cette « révolution tranquille ». L'avènement du deutschmark est avant tout l'accomplissement d'un vieux rêve, quand on venait lécher les vitrines des Intershops, pour voir les produits de l'Ouest disponibles seulement contre les précieuses devises.

Les ministres se promènent dans les banques

Tout le reste semblait secondaire ce dimanche. Même la qualification de l'équipe de la RFA pour les demi-finales de la Coupe de monde de football. Quelques centaines de personnes étaient venues assister au match sur l'écran géant installé au Lustgarten, l'une des places centrales de

Berlin-Est. On s'est séparé dès le coup de sifflet final dans une quasi-indifférence. Toute la journée, les responsables politiques des deux Allemagnes se sont relayés pour expliquer une dernière fois la signification de ce moment historique, appeler les populations à ne pas se laisser impressionner par les premières difficultés. Le premier ministre, M. de Maizière, et le ministre fédéral des finances, M. Theo Waigel, se sont rendus dimanche dans des centres de change constater que tout se passait bien. Tous ont souhaité que les Allemands trouvent en eux cet « esprit de débiteur », comme l'a dit M. de Maizière, pour réussir le décollage de l'économie est-allemande.

Au coin de la Kastanienallee et la rue Oderberger, dans le quartier berlinois de Prenzlauerberg, le propriétaire de la parfumerie droguerie repénitait soigneusement sa façade. Cela n'avait pas été fait depuis des années, et le coin de rue prend déjà un aspect plus guilleret.

L'hôte des lieux n'est pas un nouveau venu, pourtant. Il gère son magasin comme il le pouvait depuis 1974. Aujourd'hui, il a pu racheter le fonds à la société de gestion communale qui l'administrait pour le compte de l'Etat. L'étal flamboyant ne ressemble à celui de n'importe quel magasin identique de l'Ouest.

De la Foire de Cologne à la Foire de Dresde

Josef Lange, lui, a eu du flair. Organisateur de foires dans la région de Cologne en RFA, il était venu au début de l'année examiner les possibilités de travailler dans la nouvelle RDA et avait pu nouer des contacts dans la région de Dresde. D'une rencontre avec le maire de Bannitz, à quelques kilomètres de la capitale saxonne, était née l'idée d'une « foire de la consommation », qui n'aurait pu être au départ qu'une banale foire aux affaires. Avec l'accord sur l'union monétaire, les choses ont pris une tout autre tournure. On a retardé

d'un mois les échéances, pour ouvrir précisément le 1^{er} juillet et devenir ainsi le premier test du nouveau marché est-allemand. Dans les immenses chapiteaux dressés en plein champs, quatre cents exposants proposaient dimanche en avant-première leurs produits en marks de l'Ouest. La foire doit durer toute la semaine, voire deux si les affaires marchent. On y trouve de tout. Les grandes marques d'électroménager, de meubles, de vêtements, de bijoux, on expose des meubles, des voitures d'occasion, des cuisines tout aménagées, de l'informatique, de bureau. De toute la région, on est venu voir, se renseigner, comparer les prix. Les affaires marchent, mais les gens restent prudents. « Ils sont là pour voir avant d'acheter », constate une vendeuse de produits de beauté.

Certains profitent quand même de l'occasion. Juergen et Simona Bergmann s'achètent cash, pour 1 000 deutschmarks, l'antenne parabolique de leurs rêves. La région de Dresde a toujours été sous-équipée en matière de possi-

bilités de réception. Le couple travaille dans une entreprise de machines agricoles qui connaît des difficultés. « On risque d'être au chômage d'ici à la fin de l'année. On verra bien. Nous sommes jeunes », affirme avec optimisme Juergen Bergmann. « L'achat de la voiture attendra cependant l'année prochaine, quand on y verra plus clair », avoue-t-il quand même.

La plupart des exposants sont venus d'Allemagne fédérale, mais il y a aussi les représentants de marques occidentales qui se sont installés à leur compte ces dernières semaines dans la région. M. Gordzielik, qui tenait jusque-là avec deux employés un petit atelier de réparation de machines de jardinage, présente sa gamme flamboyante de tous les modèles possibles de tondeuses à gazon et binettes à moteur. Pas un seul modèle ne vient de la RDA.

Mettre de l'argent de côté avant que les choses ne se gâtent...

BERLIN

de notre envoyé spécial

C'est dans la bonne humeur que les Allemands de l'Est sont allés prendre possession de leurs premiers deutschmarks dimanche 1^{er} juillet. Avec un air consommé de la mise en scène, la Deutsche Bank avait ouvert la fête à minuit pile sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est. La foule se pressait si fort, certains pour voir, d'autres pour obtenir les premières billets, que plusieurs personnes ont été victimes de malaises.

Au matin, dans tout le pays, une trentaine d'institutions financières ouvraient à leur tour leurs guichets pour une journée de douze heures acceptée sans rechigner par les employés, tous volontaires. Dans les locaux repolés de frais, sous les enseignes toutes neuves des filiales de banques ouest-allemandes, on accueillait les clients

avec le sourire, parfois avec des cadeaux de bienvenue.

Le personnel était presque exclusivement originaire de l'Ouest (les banquiers est-allemands sont en RFA pour apprendre le métier). Les quelques banques qui s'étaient formées le matin étaient déjà résorbées dans l'après-midi, une prouva dans la rue que les Allemands de l'Est ne se sont pas précipités pour retirer leur argent le premier jour. L'essentiel, c'était d'avoir fait le nécessaire pour ouvrir des comptes spéciaux permettant la conversion et chaque citoyen est-allemand était pour cela passé à la banque les semaines précédentes.

Sur les seize millions d'opérations enregistrées - pas un nourrisson qui n'ait désormais son compte en banque - un tiers seulement ont été assorties d'une demande de retrait d'argent liquide. En moyenne, les Allemands de l'Est ont retiré

dimanche, ou le feront dans la semaine, 833 deutschmarks moyenne sur les 2 000 qui leur étaient alloués pour démarrer.

Si seulement 10 % des gens réclamaient leurs 2 000 marks cash, nombreux étaient ceux qui s'intéressaient déjà aux produits bancaires et se faisaient expliquer le « b à ba » du placement. Apparemment, dans cette nouvelle terre de mission pour la velle terre de la reconstruction ne se battrait pas la RDA, on ne se jetterait pas bille en tête dans la spéculation à risque, il faut avant tout la sécurité, expliquait une éparpignée de Dresde.

Le ministre des finances est-allemand, M. Walter Romberg, a formulé à sa façon dimanche l'angoisse du lendemain qui tenaille ses compatriotes : « Ils semblent avoir une très forte propension à épargner. » Et son collègue ouest-allemand, M. Theo Waigel, de renchérir en espérant que les citoyens de

RDA sauraient accueillir le deutschmark avec sagesse, comme l'avaient fait en 1948 leurs cousins de l'Ouest. La différence c'est qu'en 1948 les vitrines de la reconstruction ne s'étaient pas remplies en une seule nuit de produits de consommation rutilants comme ce week-end en RDA.

« Mais non, nous n'allons pas nous précipiter pour acheter », s'exclame en riant une Berlinoise, nous allons devenir radins comme les gens de RFA. Avant nous ne comptons pas. Quand nous nous trouvons quelque chose de bien on le prend. Maintenant, un sou sera un sou. D'ailleurs, mon mari et moi, avec nos 1 000 marks chacun de salaire et notre loyer à 110 marks nous avons le temps de mettre de l'argent de côté d'ici la fin de l'année pour quand les choses vont vraiment se gâter. »

SOPHIE GHERARDI

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE : selon M. Petre Roman Les mineurs sont venus « spontanément » à Bucarest

BERNE

de notre correspondant

Participant samedi 30 juin et dimanche 1^{er} juillet à Crans-Montana à un forum consacré aux mutations en Europe de l'Est, le premier ministre roumain, M. Petre Roman, s'est présenté comme « Européen, généralement et par éducation ».

Contrairement aux Occidentaux qui « portent la démocratie dans leur sang », en Roumanie, a-t-il expliqué, « seuls quelques milliers d'enfants nés depuis la révolution de décembre portent en eux les premiers grains de conscience de la dimension démocratique de la civilisation ».

Se faisant l'apôtre de l'économie de marché, il a souhaité associer des investisseurs étrangers au programme de privatisations annoncé

par son gouvernement. Interrogé sur les récents événements qui ont agité son pays, M. Roman s'est efforcé de minimiser les atteintes aux droits de l'homme commises à la mi-juin dans la capitale roumaine.

Il a tenu à répéter que les mineurs n'avaient pas été amenés à Bucarest, ni appelés par le président Iliescu mais qu'ils étaient venus « spontanément ».

□ Rassemblement d'étudiants pour la libération de Marian Munteanu. - Plusieurs centaines d'étudiants ont organisé samedi 30 juin une manifestation à l'université de Bucarest pour réclamer la libération de leur dirigeant, Marian Munteanu, arrêté le

18 juin et accusé d'incitation à l'émeute. « Il est détenu depuis treize jours sans que sa famille ou un avocat puisse le rencontrer. De tels abus sont analogues à ceux commis par les communistes », a déclaré le vice-président de la Ligue des étudiants.

J.-C. B.

□ PAYS-BAS : mystérieux attentat à la bombe à Amsterdam. - L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a démenti, dimanche 1^{er} juillet, toute participation à l'attentat à la bombe commis la veille contre un immeuble de bureaux du centre d'Amsterdam. La British Airways et l'Office britannique du tourisme - mais aussi la compagnie sud-ibérienne et l'Office du tourisme africain - ont des locaux dans le bâtiment dont la façade a été en partie détruite par la déflagration. (Corresp.)

□ SUÈDE : le pirate de l'air soviétique ne voulait pas faire son service militaire. - Le pirate de l'air qui a détourné dans la nuit du samedi 30 juin au dimanche 1^{er} juillet un appareil de l'aéroport vers l'aéroport de Stockholm-Arlanda en menaçant l'équipage avec une fausse grenade, ne voulait pas faire son service militaire, a annoncé la police de Stockholm. Le pirate de l'air, âgé de dix-neuf ans et dont l'identité n'a pas été révélée, s'est rendu sans résistance à la police locale.

BULGARIE Manifestation de soutien à la grève des étudiants

Environ dix mille personnes se sont rassemblées dimanche 1^{er} juillet à Sofia pour soutenir les étudiants, qui sont en grève depuis trois semaines afin d'exiger la publication des manuels de chimie et de physique, la tenue d'élections locales. Les étudiants demandent aussi la démission du président de la télévision, M. Pavel Pissarev, membre du Parti socialiste (ex-communiste).

Ce parti a d'autre part reconduit dans ses fonctions l'actuel premier ministre, M. Andreï Loukanov. Celui-ci a soutenu la formation d'un gouvernement de coalition composé de techniciens. Le principal rassemblement d'opposition, l'Union des forces démocratiques, refuse toutefois toujours de participer à cette coalition. L'Union agrarienne, qui dispose de 16 sièges au nouveau Parlement, s'est déclarée prête pour sa part à entrer dans le nouveau gouvernement. (AFP, Reuters, AP.)

YUGOSLAVIE

Les organisations de l'opposition ont fondé un Forum démocratique au Kosovo

Les organisations de l'opposition albanaise ont fondé dimanche 30 juin un Forum démocratique au Kosovo (province autonome rattachée à la Serbie) où leur appel au boycott du référendum, le même jour, sur un nouveau projet de Constitution de Serbie, réduisant l'autonomie de la province, a été largement suivi.

Le Forum a adopté une déclaration dans laquelle il proclame le « droit inhérent des citoyens et peuples qui vivent au Kosovo de décider souverainement des questions vitales de l'organisation intérieure du Kosovo ».

Sans jamais employer le terme de « république », la déclaration souligne que le Kosovo doit être « une unité constitutive de la communauté yougoslave, égale aux autres », dotée du « droit souverain à l'autodétermination » et « respectant les décisions de la majorité tout en protégeant institutionnellement les minorités ».

Les Albanais de souche forment près de 90 % de la population du Kosovo, à côté de deux cent mille Serbes et Monténégrins. Réclamant des élections libres et une nouvelle Constitution du Kosovo, le Forum démocratique estime « caduques » les amendements adoptés l'an dernier par la Serbie - au prix d'émeutes ayant fait une trentaine de morts - qui réduisaient les pouvoirs de la province.

□ Nomination de premier nonce en Tchecoslovaquie depuis quarante ans. - Jean-Paul II a nommé samedi 30 juin Mgr Giovanni Coppa nonce apostolique à Prague. Le diplomate italien, âgé de soixante-quatre ans, est le premier ambassadeur du pape en Tchecoslovaquie depuis quarante ans. Le Vatican avait déjà renoué des liens diplomatiques avec la Pologne et la Hongrie et annoncé le rétablissement des relations avec la Roumanie en mai dernier.

Newstation, Birmanie, 1947. Le Prince attaque la ville à la tête de ses guerriers Katchens.

Jean-François Deniau est là.

سكزا من الامم

صكنا من الاحل

EUROPE

URSS : l'ouverture du XXVIII^e congrès du Parti communiste

Face à l'offensive des conservateurs, M. Gorbatchev devrait choisir la temporisation

MOSCOU

de notre correspondant

Juste avant que ne s'ouvre, lundi 2 juillet, le congrès du Parti communiste soviétique, l'un des meilleurs politologues d'URSS, M. Andrianik Mignanian, a donné un conseil à M. Gorbatchev. Utilisez cette tribune, lui a-t-il dit dans le dernier numéro des *Nouvelles de Moscou*, pour «proclamer ouvertement et sans équivoque que la perestroïka était destinée à détruire le monstrueux système créé par le passé», qu'il faut maintenant «dissoudre le Parti», sceller une «vaste coalition des forces du centre gauche», organiser de nouvelles élections parlementaires et s'atteler, la «vieille doctrine enterrée», à la construction du pays.

Qu'il ait ou non le M. Mignanian, ce conseil-là, M. Gorbatchev le connaît bien. Vingt de ses proches lui martèlent nuit et jour, mais il est, pourtant, très peu probable qu'il le suive. Sauf si les conservateurs se décident à jouer leur va-tout, sauf s'ils transforment leur actuelle offensive en guerre sans merci.

Une fois de plus, il préfère aux retentissantes proclamations, le non-dit et le fait accompli. Les fois encore, il opposera les motions nées de la peur à la volonté de rupture et c'est très consciemment qu'il s'apprête ainsi à décevoir à peu près tous les partisans du changement.

Restes du leninisme

Pour un homme politique que les partisans de la restauration rêvent, quant à eux, de voir pendre au bout d'une corde, ce choix peut sembler d'autant plus paradoxal que le temps est révolu où M. Gorbatchev pouvait gouverner sans base organisée. Hier, il avait l'appareil qui, bon an mal an, lui obéissait pour la simple raison qu'il était le secrétaire général. Aujourd'hui, il a tant cassé les dents aux bureaucrates qu'il se sent rebelle. La situation s'est profondément modifiée et, parallèlement, les forces démocratiques qu'a mises en mouvement la perestroïka, exigent de M. Gorbatchev qu'il ne se contente plus d'agir mais parle aussi.

Pour reconnaître en leur père leur chef, elles veulent l'entendre trinquer à la mort du communisme, abjurer la foi à laquelle il a été parjure, et de moins en moins de gens comprennent en URSS qu'il s'y refuse. Car, après tout, s'il suivait, lundi, le conseil de M. Mignanian, qui pourrait contester que, au bout de cinq années de perestroïka, l'URSS n'est déjà plus un pays communiste ? Et qui pourrait sérieusement soutenir que M. Gorbatchev chercherait maintenant à y restaurer un système qu'il a lui-même mis à bas ?

Si l'URSS était encore un pays communiste, on n'y verrait en effet pas pousser deux nouveaux partis politiques par semaine, Moscou et Vilnius s'apprêtent à négocier la sécession de la Lituanie et moins encore le secrétaire général du Parti prôner le passage au marché et le développement d'institutions parlementaires et présidentielles.

Le «monstrueux système»...

Un fait résume tout : le peu d'idéologie qu'on brandisse encore dans ce pays, ce qu'il y reste de leninisme, est que Lénine avait découvert, sur la fin de ses jours, les vertus du pragmatisme, de la démocratie et des libertés économiques. Or si la profondeur de cette conversion est sujette à débat, le fait est qu'il définissait ainsi le leninisme, on pourrait y convertir M. Thatcher très logiquement devenue, depuis cinq ans, champion mondial, toutes catégories, de la cause gorbatchévienne.

L'Histoire, pourrait-on cependant objecter, a déjà vu plus d'une fois le communisme ne faire des concessions obligées que pour mieux sauver l'essentiel. Cela ne se discute pas en effet, mais outre que ni l'acceptation des schismes yougoslave et chinois ni la dénonciation, par Khrouchchev, des crimes staliniens n'ont renforcé, et bien au contraire, la cohésion de ce système - outre donc qu'aucune concession de taille n'est, en ce sens, gratuite, où serait cet «essentiel» que sauverait M. Gorbatchev ? Augment il tenterait, seulement, de s'accrocher ?

En URSS, comme dans le reste du monde, on a, durant ces cinq

dernières années, successivement considéré que l'essence du système était l'idéologie, le rôle dirigeant du parti, l'étanchéité du mur de Berlin, le refus de la propriété privée, la censure de la presse puis le seul contrôle de la presse par le monopole de l'agence Tass, la défense de l'empire puis la seule défense de l'Union elle-même.

Qu'en est-il aujourd'hui de ces limites que M. Gorbatchev était censé «ne pas pouvoir» franchir ? C'est y répondre que pose la question à l'heure où même le monopole de Tass est battu en brèche. Force est de constater aujourd'hui qu'il ne reste vraiment pas grand-chose de cet «essentiel» et que si c'était vraiment le communisme que M. Gorbatchev avait entrepris de sauver, il lui aurait fallu être particulièrement maladroit pour s'y prendre ainsi.

Il ne l'est pas. Son entourage ne l'est pas non plus, et pouvait-on, d'ailleurs, sauver le communisme ? Comment aurait-on pu en préserver l'ordre et l'immuable oppression tout en s'acharnant à réveiller ce pays comateux - éviter la faillite sans sortir de la stagnation ? Il y a trente-cinq ans, depuis la mort de Staline, qu'on réfléchissait à l'Est aux possibilités de mettre un terme au désordre économique sans toucher à l'ordre politique. Toutes les tentatives avaient échoué, et personne ne l'ignorait dans le petit groupe des réformateurs du comité central soviétique.

L'équipe Gorbatchev est si peu faite d'apprentis-communistes dépassés par les événements que n'est, par exemple, pas au moment où s'écroule le mur de Berlin qu'elle a lancé l'idée de «maison commune européenne». Si confus qu'il ait été et si encore, ce fut au contraire l'un des tout premiers slogans de la perestroïka, car dès lors qu'on s'apprêtait à relâcher l'emprise sur les satellites, il fallait pouvoir le faire sans que cela induise leur basculement direct dans le camp adverse.

Si l'on voulait décoloniser, si l'on savait que cela était inéluctable, il fallait que l'adversaire devienne, dans le même temps, «partenaire». Dangereusement plus rapide que prévu dans certains domaines, tragiquement plus lente dans d'autres, et souvent mal

pensée, l'entreprise de démantèlement lancée par M. Gorbatchev visait bel et bien à «détruire le monstrueux système». Quelles sont alors, objectif atteint, les raisons de ne pas le «proclamer» ?

Les vertus de l'«évolution»

C'est, avant toute chose, que la caractéristique politique première du président soviétique est d'être un anti-révolutionnaire. Non seulement il croit aux vertus de l'évolution et déteste les révolutions considérées comme intrinsèquement mauvaises, mais il pense aussi que rien ne sert de vouloir forcer l'histoire et que manœuvres et patience sont les seules vraies armes du changement.

Doublée d'un génie de la tactique qui a toujours assuré, jusqu'à présent, le succès de sa prudence, c'est cette conviction qui l'a conduit à ne jamais affronter de sur de la victoire ; à faire avec tous les adversaires imaginables tous les bords possibles de chemin commun ; à lancer, ou faire lancer, les idées bien avant de les appliquer et à ne jamais accepter une épreuve de force qu'il y avait moyen d'éviter.

Or, aujourd'hui, non seulement il y a beaucoup de moyens d'éviter à ce congrès l'épreuve de force avec l'appareil conservateur, mais il y aurait tout intérêt, aussi, à le faire. Répudier publiquement le communisme, prendre la tête d'une scission et aller fonder ce grand parti du progrès dont l'URSS a besoin et auquel elle aspire, ce serait en effet oublier que l'appareil conservateur jouit encore d'une considérable capacité de nuire.

Ce serait non seulement lui permettre de tenter une aventure appuyée par des régiments de l'armée et du KGB, mais le pousser à le faire alors même qu'il n'en a aucune envie véritable. Dans sa masse, cet appareil veut avant tout obtenir des garanties sur son avenir, négocier un nouveau rôle social - ne pas purement et simplement passer à la trappe comme plusieurs des appareils communistes d'Europe centrale.

L'ambition des bureaucrates est d'ailleurs d'autant plus limitée

qu'ils savent bien n'être pas de taille à gouverner l'URSS de 1990 après avoir éliminé M. Gorbatchev. Le problème est beaucoup moins idéologique que social, et pourquoi le secrétaire général irait-il alors précipiter une rupture qui ne serait vraiment profitable à personne ? Les conservateurs sont, de toute manière, de plus en plus isolés dans le pays. Pour une bonne part, le vrai pouvoir leur a déjà échappé au profit des assemblées élues, parlements des Républiques et conseils municipaux des grandes villes. Il y a d'autant moins d'inconvénients à laisser jouer le temps que le nouvel appareil d'Etat n'est pas encore assez solide pour remplacer celui du Parti et qu'un tiers valant mieux, pour un anti-révolutionnaire, que deux tu l'auras, tout pousse, décidément, à l'habituelle routine.

Est-ce à dire, pour autant, que M. Mignanian - et avec lui toute la fine fleur de l'establishment réformateur - ait tort ? Non, ils ont tout autant raison que M. Gorbatchev et c'est justement là le problème. Car si, durant ce congrès, le secrétaire général n'opère pas, avec les conservateurs et le communisme, cette rupture verbale tant désirée par la masse des réformateurs, ce n'est pas seulement sa position personnelle qui risque d'en pâtir mais tout le processus de réformes également.

La nécessité d'un marché libre

Inductuellement, d'autres hommes - comme déjà M. Eltsine à la présidence du Parlement de Russie - s'imposent sur le devant de la scène politique soviétique. Petit à petit, très vite peut-être, le président ne sera plus qu'un dirigeant du pays parmi d'autres, à la fois garant de la Constitution et super-ministre des affaires étrangères. En démocratie, cet équilibre serait parfait, mais l'URSS n'est précisément pas une démocratie.

C'est un pays qui tente de construire la démocratie sur les ruines du communisme et cela dans tant d'insolubles problèmes que les Soviétiques et le monde peuvent, chaque deux jours, se persuader que, cette fois-ci, c'est la

fin. Un seul fait, celui qui va peser dès après le congrès : grâce à cinq années de débats et projets de réforme avortés, la majorité de la population est aujourd'hui convaincue de la nécessité de laisser se reconstruire un marché libre.

Maintenir une cohésion

Il est donc probable que le pas sera franchi, mais s'il l'est vraiment, cela signifiera, pour des dizaines de millions de personnes, le plongeon dans la misère absolue. Les chocs des premières années de la perestroïka apparaîtront alors pour ce qu'ils ont été - dérisoires -, et s'il n'y a pas un homme pour conduire le pays dans l'épreuve, pour donner le sens d'une direction et maintenir, malgré tout, une cohésion, les tensions seront telles que le remède pourrait bien s'avérer pire encore que le mal.

L'Union soviétique - il n'est que de voir la popularité de M. Eltsine - a envie de pouvoir s'y retrouver et qu'un peu de bonnes paroles remplacent le vide de son assiette. Il lui faut, en bref, un passé et un avenir, et comment mieux tracer la frontière entre les deux qu'en se résolvant, comme l'écrit toujours M. Mignanian, à «accuser les vieilles structures du Parti et de l'Etat de tous les crimes et erreurs» d'avant la perestroïka ?

La crise, dont M. Gorbatchev fait faire l'économie aux Soviétiques en voulant esquiver l'épreuve de force au congrès, en cache une autre, bien plus grave encore - le morcellement politique auquel cèdera le pays s'il ne peut très vite s'identifier à un homme et à un projet. Pour parer à ce danger, le président soviétique devrait, dès la fin du congrès, surprendre tout le monde - former, par exemple, un gouvernement d'union nationale, s'écarter du parti et, si le faut, utiliser contre lui ses possibilités de gouverner par décrets.

Serait-ce la révolution - tout ce que déteste ce Machiavel de la démocratie ? Même pas, car, en fait, la révolution est déjà faite. Il s'agit désormais de gouverner, et pour M. Gorbatchev, de montrer qu'il en est aussi capable que de démanteler le communisme.

BERNARD GUETTA

Parmi les 4 683 délégués

L'appareil du parti est encore plus fortement représenté que lors des derniers congrès du PC

La Plate-forme démocratique estime pouvoir compter sur deux millions et demi de sympathisants dans le PC soviétique, soit sur 15 % environ de ses membres. Le chiffre est invérifiable, mais de toute manière, le nombre de délégués au XXVIII^e congrès se réclamant de ce mouvement «radical-réformateur» est loin de correspondre à son audience : ils ne sont guère qu'un centaine sur les 4 683 délégués élus pour ce congrès, soit 2 %. Autre anomalie : parmi les quelque 300 délégués de la ville de Moscou, on dénombre 48 % de permanents du parti et un autre fort contingent (20 %) de fonctionnaires de divers grades.

Autrement dit, si les intellectuels, écrivains, journalistes qui forment la fine fleur du progressisme moscovite étaient déjà sous-représentés au congrès du PC russe, ils le sont encore plus au congrès fédéral, où les délégations d'Ukraine, de Biélorussie et d'Asie centrale ajoutent de nouveaux bataillons d'appareichiks à ce contingent russe. C'est là qu'il faut rechercher, pour l'essentiel, l'explication de la vague de conservatisme qui submerge les instances délibératives du parti, et l'une des raisons des difficultés actuelles de M. Gorbatchev.

Ce dernier avait pourtant pressenti le danger. Proposant au comité central, le 5 février dernier, d'avancer au début de juillet la date du congrès, il demandait que les délégués soient élus au cours d'«authentiques élections», des élections dans lesquelles «le rôle décisif reviendrait aux communistes [par opposition aux appareils] et aux organisations de base».

Mais dès le plénum suivant, le 11 mars, le ton avait changé. Relatant les discussions qui se déroulaient entre les cellules de base et les organisations régionales, le secrétaire général donnait raison, au nom du bureau politique, à ces dernières, qui «décideraient elles-mêmes du mode d'élection des délégués». La résolution votée à la fin de ce plénum précisait que les listes des délégués seraient «constituées et présentées par les conférences de régions ou de territoires, ainsi que par les comités des Républiques».

80 % des voix pour M. Ligatchev

Il y a pourtant quelques différences. En premier lieu, les appareichiks ont tellement senti cette fois le vent du boulet qu'ils ont abandonné la «cosmétique profétarienne» qui leur servait de paravent nageur. La proportion d'ouvriers de choc, de kolkhoziens et autres «simples citoyens» est tombée en chute libre, d'autant que le «centre» avait renoncé cette fois à imposer des quotas dans ce domaine. Les ouvriers composent 11,6 % du corps des délégués contre 42 % il y a quatre ans, les paysans 4,8 % contre 9 %, et il n'y a plus que 344 femmes (9,3 %) contre 1 258 (25 %) en 1986. Pour compenser cette entorse au mythe du parti «ouvrier», quelques centaines de prolétaires ont été invités. Mais si l'on en juge par le précédent du congrès russe, leur crédibilité «de classe» est douteuse : un délégué de Leningrad avait découvert dans leurs rangs plusieurs professeurs d'université - réactionnaires - battus aux élections et que l'on avait ainsi «repêchés».

Autre différence : les élections ont tout de même été contradictoires en plusieurs endroits et certaines élections ont été difficiles, mais pas pour ceux que l'on pourrait croire. Ainsi M. Ligatchev, le chef de file conservateur, a été élu délégué par 80 % des voix contre deux autres candidats à Belgorod. M. Gorbatchev, lui, n'a recueilli que 61 % des suffrages dans un arrondissement de Moscou, plus du tiers des électeurs lui ayant préféré l'ouvrier Valeri Baranov

Quant aux militaires, qui ne sont pas moins de 269 au congrès, ils sont représentés par tous leurs grands chefs : pas seulement le maréchal Lazov et le général Moïseïev, ministre de la défense et chef de l'Etat-major général, mais aussi le général Rodionov, l'homme qui dirigea la répression à Tiblisi (vingt morts en avril 1989) et que l'on a recasé de manière plus qu'honorable à la tête de la principale académie militaire du pays. Sans parler du général Makachov, commandant de la région militaire Volga-Oural, qui a fait sensation au congrès russe en attaquant bille en tête la poli-

tière intérieure et extérieure de Gorbatchev. Ajoutons que tous ces délégués ne remplissent qu'une fonction momentané : à la différence des députés du Soviet suprême par exemple, qui n'ont pas tardé, malgré un point de départ plutôt à droite, à prendre conscience de leur fonction de parlementaires professionnels et à marquer leur indépendance, les délégués du PC ne quittent pas leurs attaches dans les appareils régionaux, qu'ils rejoindront aussitôt le congrès terminé. Une raison de plus pour eux de défendre leur pouvoir et leurs privilèges d'appareichiks, du moins ce qu'il en reste.

MICHEL TATU

OMM. Medvedev, Ziaioviev et Maximov retrouvent leur citoyenneté. -

Trois anciens dissidents qui avaient été déçus de leur citoyenneté soviétique sous le régime Brejnev ont été rétablis dans leurs droits par un décret du président Gorbatchev, a annoncé samedi 30 juin l'agence Tass. Il s'agit du biologiste et généticien Jaures Medvedev, qui vit en Grande-Bretagne, ainsi que des écrivains Alexandre Zinoviev, résidant actuellement en RFA, et Vladimir Maximov, établi en France. Les trois hommes avaient obtenu l'autorisation de quitter l'URSS dans les années 70. - (AFP, Reuters)

Le général Oleg Kalouguine a été dégradé. - Même pas ces temps de grand laxisme en Union soviétique, on ne critique pas impunément le KGB : le général de réserve Oleg Kalouguine, qui a publiquement déclaré ces deux dernières semaines que le Comité de sécurité d'Etat n'avait pas changé, vient d'en faire l'expérience. A la demande du KGB, un décret signé du président Mikhaïl Gorbatchev et rendu public samedi 30 juin par l'agence Tass prive Oleg Kalouguine, ancien officier du KGB, de son rang de général en retraite de

ses insignes et de ses décorations. - (UPI, AFP, Reuters)

Les Baltes et Moscou. - Les trois Républiques baltes ont réclamé l'ouverture avec Moscou de négociations communes sur leurs revendications d'indépendance, a déclaré dimanche 1^{er} juillet à Tallinn un responsable estonien. Le parlement lituanien avait accepté vendredi la condition posée par Moscou à l'ouverture de pourparlers en suspendant sa proclamation d'indépendance pendant la durée des discussions. En réponse, Moscou a levé, samedi après-midi l'embargo sur les livraisons de pétrole imposé à la Lituanie depuis la mi-avril. - (Reuters, AFP)

Détachement : les propositions de l'OTAN. - Les dirigeants de l'OTAN pourraient proposer le retrait de tous les obus nucléaires stockés en Europe occidentale, lors du sommet de l'organisation, à Londres, les 5 et 6 juillet, a-t-on appris de source diplomatique dimanche à Bruxelles. Ces armes sont vivement critiquées depuis deux ans par la République fédérale, où la plus grande partie d'entre elles est stockée, ainsi que par d'autres pays européens.

L'homme malade de l'Europe

Suite de la première page

Chaque fois que les maîtres de la Russie se sont mis en tête de moderniser leur pays, ils se sont tournés vers l'Europe, y cherchant des hommes, des idées, des capitaux, des techniques. Ce fut vrai de Pierre le Grand quand le tsar décida en 1703, avec la construction de Saint-Petersbourg, d'ouvrir une fenêtre sur l'Europe ; Pierre I^{er} que les gorbatchéviens citent maintenant en exemple à tel point que Leningrad pourrait retrouver bientôt son nom d'origine. Ou quand Alexandre II abolit le servage en 1861.

La «nouvelle pensée» gorbatchévienne a relancé le débat entre occidentaux et slavophiles, traditionnel des que l'intelligentsia russe prend la parole. Les appels constants du Grand tsar soviétique et de ses héritiers aux «valeurs communes à l'humanité toute entière», remplaçant du plus en plus dans les discours les références à la lutte des classes et aux idéaux du socialisme, montrent que l'actuelle direction s'est placée résolument du côté des occidentaux. Ceux-ci ne sont pas toujours des admirateurs béats de l'Occident, mais ils y trouvent les modèles de démocratie, de développement économique et social, permettant à la Russie de sortir de son arriération, que celle-ci se nomme selon les époques, servage, hétéroclite du peuple, bureaucratie, autoritarisme ou totalitarisme, voire «stagnation» comme on désigne aujourd'hui officiellement la période Brejnev.

Une face asiatique

Mais tous les historiens de la Russie ont noté que le pays des tsars appartient à l'Europe sans en faire partie. Sa face européenne ne suffit pas à le définir dans sa totalité. Il a aussi une face asiatique qu'il ne saurait oublier ou renier. Qui le marque plus naturellement, plus spontanément que l'autre, l'euro-péenne, pour laquelle il doit toujours lutter. Héritière du despotisme oriental, la composante asiatique de la tradition russe emporte avec elle l'obscurantisme, la violence, l'absence d'Etat et de société civile, la prééminence du chef.

Fort d'un message messianique, la Russie veut alors trouver en elle-même les ressources de son développement, à l'abri de la contagion d'une société occidentale dont elle rejette les valeurs, et les forces nécessaires pour transmettre au monde le salut dont elle se croit seule dépositaire.

narisme communiste et l'impérialisme lénino-stalino-brejnevien se sont parfaitement coulés dans ce moule asiatique de la tradition russe.

La bataille politique qui fait rage actuellement à Moscou entre les conservateurs et les réformistes dans le Parti communiste, plus généralement entre les «russes» et les démocrates, est un nouvel épisode de la lutte entre les slavophiles et les occidentalistes. Les Européens ne peuvent rester indifférents à l'issue de cette bataille ; mais ils auraient tort de croire qu'elle peut être tranchée une fois pour toutes dans un sens ou dans l'autre, comme ils auraient tort de penser qu'il suffit d'accorder à M. Gorbatchev des crédits pour que la Russie bascule du côté de l'Europe.

M. Gorbatchev voit dans l'encerclement de la Russie à l'Europe la seule chance de régler ses problèmes, mais l'Europe doit se demander si l'intégration de la Russie avec sa crise polymorphe ne constitue pas un danger, alors que l'écroulement des vieilles structures au centre du continent oblige déjà à inventer un nouvel ordre européen.

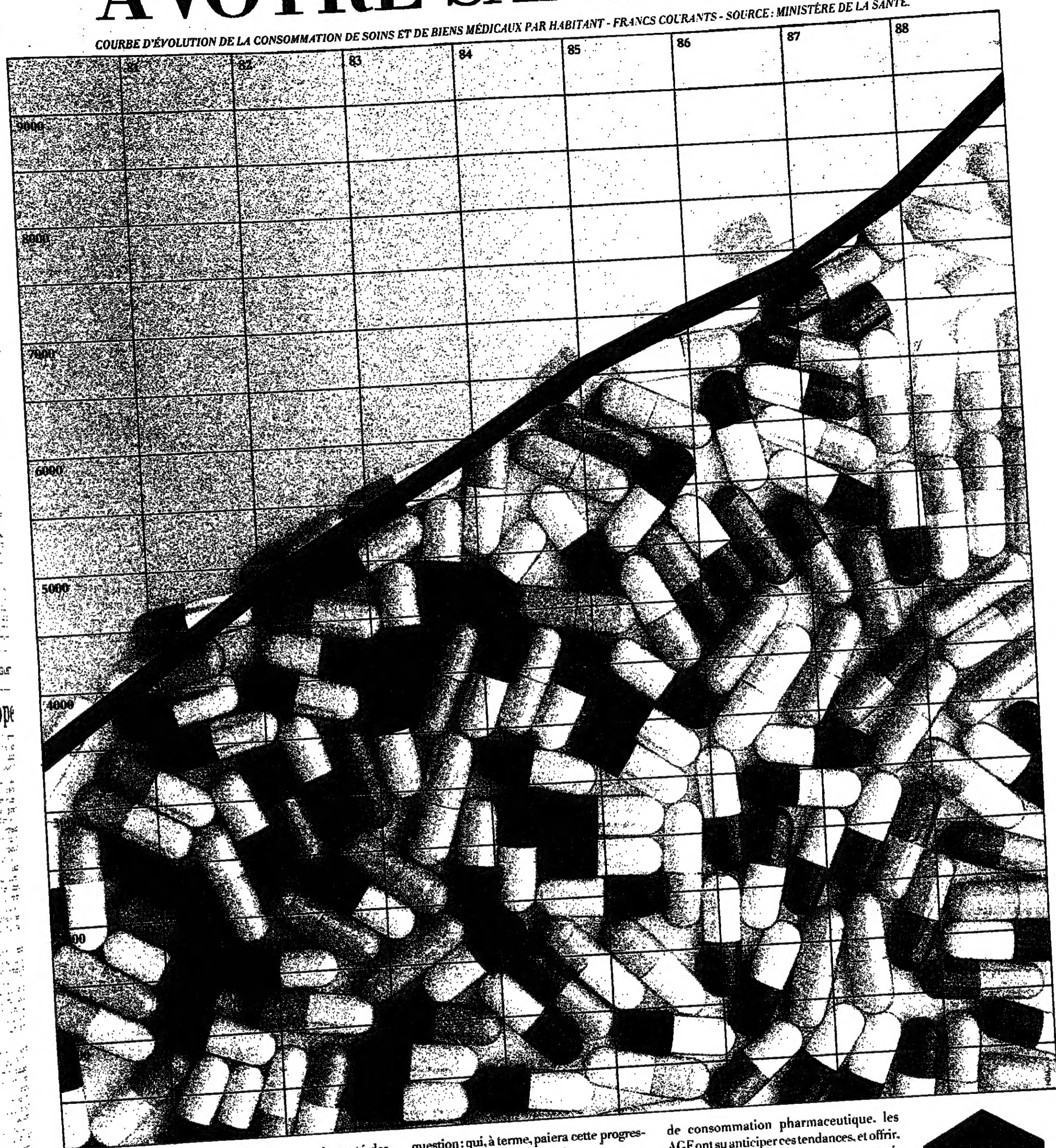
Car, à l'instar de l'empire ottoman dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'URSS est «l'homme malade de l'Europe». L'empire est en voie de décomposition accélérée, à l'intérieur comme à l'extérieur. Toutes les traces du despotisme oriental que le totalitarisme communiste avait facilement appropris, n'ont pas disparu, alors que les institutions nouvelles inspirées des démocraties occidentales tournent à vide, sans prise sur le réel. Le système politique ancien est déconsidéré, mais aucun autre ne l'a remplacé. Le tissu social se délite, la criminalité augmente. La société civile, inexistant sous le régime communiste, se cherche ; l'union des républiques s'effrite, laissant libre cours aux haines ethniques ; l'économie est en faillite et nul ne sait si l'indispensable réforme verra le jour.

Pyromane-pompier, M. Gorbatchev est dépassé par les incendies qu'il a contribué à allumer. Aussi tout en comprenant l'empressement des Allemands, les Occidentaux seraient-ils bien inspirés de se poser la question : l'euro-péanisation - pour autant qu'elle soit synonyme de démocratisation - passe-t-elle toujours et uniquement par M. Gorbatchev ? Etant donné le très large crédit du PC soviétique, il ne faut pas attendre du 28^e congrès une réponse décisive.

DANIEL VEDMET

A VOTRE SANTÉ.

COURBE D'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX PAR HABITANT - FRANCS COURANTS - SOURCE: MINISTÈRE DE LA SANTÉ.



La courbe des dépenses de santé des Français s'accroît chaque année à un rythme rapide et régulier. La Sécurité Sociale ne peut assumer seule la prise en charge de cet accroissement des dépenses, posant ainsi une vraie

question: qui, à terme, paiera cette progression des dépenses de santé? La réponse appartient aux compagnies d'assurance, en tout cas à celles qui, comme les AGF, ont fait de l'avenir leur métier. Car en étudiant les courbes de santé et

de consommation pharmaceutique, les AGF ont su anticiper ces tendances, et offrir, grâce à un réseau de conseillers compétents, un service personnalisé et une large gamme d'assurances complémentaires maladie.

AGF
avec vous

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI

هكذا من الاجل

AFRIQUE

ZAMBIE : après la tentative de putsch

Le président Kaunda révoque le commandant en chef de l'armée

Au lendemain de la tentative de « putsch » fomentée par un lieutenant-colonel, la télévision zambienne a annoncé, dimanche 1^{er} juillet, la révocation du commandant en chef de l'armée, le général Garry Kalenge, et son remplacement par le général Francis Sibanda. Après plusieurs heures d'effervescence, le calme est revenu à Lusaka et dans le reste du pays.

LUSAKA

de notre correspondant

Ceux qui exultaient, samedi à l'aube, à l'annonce d'un putsch qui, selon la radio nationale, avait renversé le président Kenneth Kaunda ont rapidement déchanté. Un premier communiqué « rabot-joie » et anonyme avait déjà semé le doute dans les esprits avant qu'une déclaration du secrétaire général du parti unique, M. Grey Zulu, confirme que tout était rentré dans l'ordre. Le temps que la nouvelle fasse le tour

de Lusaka, les milliers de jeunes accourus vers le centre-ville mettaient une sourdine à leurs démonstrations d'enthousiasme. « Ils nous demandent de ne pas paniquer alors que c'est de joie que nous manifestons ce matin », lâchait, résigné, Costa, jeune adolescent dégingandé, résumant un sentiment largement répandu.

Dans la Copperbelt, la « ceinture de cuivre », au nord du pays, région traditionnellement contestataire, où le président Kaunda se trouvait alors pour inaugurer la foire internationale de Ndola, la population, là aussi, avait laissé éclater sa joie. La presse dominicale a rapporté que les habitants de Chimwenwe et de Kwacha, deux cités aux alentours de Kitwe, ont « célébré frénétiquement le supposé coup d'Etat militaire ». Elle a annoncé aussi qu'un ancien détenu politique, M. Peter Chiko Bwalya, avait été arrêté par la police à Chibubu, où des groupes de jeunes avaient été mobilisés pour chanter des slogans antigouvernementaux juste après l'annonce du coup d'Etat. La liesse spontanée des

Zambiens ne traduit rien d'autre que la situation précaire dans laquelle est plongée la majorité de la population, frappée de plein fouet par la crise structurelle d'une économie trop dépendante du cuivre.

Cette fois encore, le président Kaunda a besoin du secours du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale avec lesquels il avait coupé les ponts en 1987.

Il s'est tourné vers ces deux institutions financières. Sur les 450 millions de dollars qu'il compte obtenir du FMI, 350 sont conditionnés par les décisions du Club de Paris qui se réunira dans les prochaines semaines. C'est pour être en phase avec la politique de « vérité des prix » prônée par le FMI que le président Kaunda avait annoncé, la semaine dernière, l'augmentation du prix de la farine de maïs à l'origine des émeutes qui ont secoué le régime.

La marge de manœuvre du président Kaunda est des plus réduites. Il ne peut revenir sur les augmenta-

tions avant d'avoir obtenu gain de cause auprès du FMI. Mais la pression sociale s'accroît. Les Zambiens aspirent à un double mieux-vivre, économique et politique.

Quarante-huit heures plus tard, la tentative de putsch paraissait bien dérisoire. Selon des sources concordantes, c'est après avoir « laqué la bouteille » que le lieutenant-colonel Luchembe et deux comparses ont réussi à faire diffuser un communiqué. « J'ai voulu renverser le gouvernement, mais les paniers de Kaunda m'en ont empêché », aurait déclaré, au moment de son arrestation, l'officier qui ne se doutait peut-être pas de la portée de son geste.

A Ndola, le président Kaunda a remercié « Dieu » et « les forces de sécurité qui ont réussi à stopper les putschistes ». Juste avant d'entourer Dieu est mon berger, en bombe, l'un des principaux dialectes de Zambie. Auparavant, au cours d'un déjeuner, il avait regretté que la loi soit trop douce pour les comploteurs, laissant ainsi entendre qu'elle allait être modifiée.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

SOUDAN : un an après le coup d'Etat

La junte organise une vaste manifestation en faveur de la « charia »

Les militaires au pouvoir à Khartoum ont célébré à leur manière le premier anniversaire du coup d'Etat de 1989 en organisant, samedi 30 juin, dans la capitale, une grande manifestation à la gloire de la charia (loi islamique). Une foule estimée par la junte à plusieurs centaines de milliers de personnes, venues de toutes les régions du pays, a défilé aux cris de « Charia, charia maintenant », « Charia ou la martyrie ».

Le premier souci des militaires qui prirent le pouvoir à Khartoum le 30 juin 1989 avait été de masquer la nature de leur mouvement, qu'ils qualifiaient de révolution de « salut public ». Pour mieux brouiller les pistes, les nouveaux maîtres du Soudan avaient poussé la mystification jusqu'à interdire le Front national islamique (FNI) et à incarcérer son chef, M. Tourabi. Le subterfuge a pris fin. Il est maintenant clair que ce sont les thèses du fondateur du FNI qui ont triomphé.

Officiellement, M. Tourabi se trouve toujours en « résidence surveillée ». En fait, il est entièrement libre de ses mouvements. Il est l'idéologue du régime, ainsi que son « ambassadeur itinérant » à l'étranger, où il effectue de fréquentes visites. La charia, dont il a été le principal promoteur sous le règne de Némery, n'a pas encore été institutionnalisée, mais est en train de devenir un fait accompli, ce qui paraît vouer à l'échec toutes les velléités de régler par la négociation la guerre dans le Sud (chrétien ou animiste) qui ruine le pays.

Boycottage des pays voisins

Désormais les militaires islamistes opèrent à visage découvert pour faire du Soudan la première république islamique pure et dure de l'Afrique. Le pouvoir réel se trouve entre les mains du « comité des quarante » qui a organisé le coup d'Etat et qui contrôle dans les plus petits détails le processus d'islamisation du pays. Le chef de la junte, le général Béchir, fait bien partie de ce comité, mais ses pouvoirs sont limités et ses décisions souvent contrecarrées par un noyau dur comprenant quatre militaires et trois civils qui représentent la fraction islamiste jusqu'au-boutiste du FNI.

Dans ce groupe, qui fait de plus en plus figure de véritable gouvernement à Khartoum, le commandant Ibrahim Chamseddine semble être le plus influent, surtout depuis qu'il a déjoué en avril une tentative de putsch, organisée par des officiers basistes (proches de l'Irak) et mighranistes (traditionnellement tournés vers l'Égypte). Vingt-huit officiers, accusés d'avoir participé à cette tentative ont été exécutés, malgré l'intervention du général Béchir qui avait promis à leurs parents qu'ils seraient équitablement jugés.

Le commandant Chamseddine a profité de l'occasion pour mettre à la retraite cinq généraux (une trentaine avaient déjà été démis au lendemain du coup d'Etat), une dizaine de lieutenants-colonels, ainsi qu'un nombre indéterminé d'officiers supérieurs, considérés

comme « peu sûrs ». Echaudés, les militaires islamistes ont depuis multiplié les mesures de sécurité et aggravé la répression. Tout d'abord, en accélérant la formation des unités des Forces de défense populaire (FDP) – composées essentiellement de militants ou sympathisants du FNI – destinées à devenir la garde prétorienne du régime.

La répression est organisée par le colonel Bakri Hassan Saleh, numéro deux du « comité des quarante », qui a procédé à l'unification des différents organismes de sécurité, neutralisant pratiquement la police régulière trop attachée, selon lui, au respect de certaines garanties juridiques. Plus rien ne protège désormais les démunis politiques, livrés à la vindicte des militants du FNI qui opèrent en toute liberté dans différents centres de détention où la torture est de règle (le Monde du 29 juin).

Le processus d'islamisation – toutes les institutions du pays ont été noyautées par les militants du FNI – a peu à peu contribué à détériorer les relations du Soudan avec ses voisins arabes qui ont boycotté l'anniversaire du coup d'Etat. L'Égypte qui avait eu, au cours des premiers mois de la révo-

lution, une indulgence imprudente à l'égard des nouveaux dirigeants de Khartoum avec le vain espoir de les ramener sur le bon chemin, a perdu ses illusions, surtout depuis qu'elle a appris que des Frères musulmans égyptiens étaient entrés au Soudan et que l'un des chefs du Jihad qui a organisé l'assassinat du président Sadate s'était installé à Khartoum, dans une villa mise à sa disposition par le FNI. De même, Bagdad qui avait vu dans le nouveau régime soudanais une barrière contre l'influence khéméiste a changé d'avis après l'exécution des officiers basistes en avril dernier et surtout après l'arrivée à Khartoum de spécialistes iraniens de la « sécurité ». Même l'Arabie Saoudite et la Libye ont pris leurs distances à l'égard des militaires de Khartoum, récemment qualifiés par le colonel Kadafi de « fanatiques musulmans ». Les relations avec les pays occidentaux ne sont pas meilleures et l'un des membres influents du « comité des quarante », M. Ahmed Souleyman, un ancien communiste converti à l'islamisme, a menacé de « couper les mains et la langue » de diplomates occidentaux critiquant le régime.

JEAN GUEYRAS

ZAIRE

Le président Mobutu refuse qu'une commission internationale enquête sur le massacre de Lubumbashi



Le président Mobutu a annoncé, à l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance, que les trois partis qui seront admis dans le cadre du pluralisme politique seront soumis au suffrage universel, lors d'élections primaires prévues en janvier prochain. Il a expliqué, dans un message radio-diffusé à la nation, que cette formule a été décidée pour faire « jouer pleinement la démocratie ». Entre-temps, tous les partis auront droit à une « existence reconnue jusqu'au 31 décembre 1990 », a précisé le maréchal Mobutu, qui présidait un défilé militaire à Lubumbashi, capitale de la province du Shaba.

Évoquant la répression dont ont été l'objet les étudiants de l'université de Lubumbashi, en mai dernier, le chef de l'Etat s'est déclaré opposé à l'envoi d'une commission d'enquête internationale, car il ressort de l'enquête parlementaire

qu'aucun étranger n'a été blessé ni tué. « C'est pour ces raisons d'ordre juridique et conformes au droit international », a expliqué M. Mobutu, que le Zaïre a rejeté toute tentative d'internationaliser cette affaire, qui est aux mains des institutions judiciaires nationales. Lubumbashi, deuxième ville du Zaïre et chef-lieu de la riche région du cuivre, avait été le théâtre de très violents incidents sur le campus universitaire qui auraient fait un mort et treize blessés, selon le bilan officiel, mais plusieurs dizaines de morts (la plupart tués à l'arme blanche), selon la presse belge et Amnesty international. Des témoignages concordants recueillis sur place avaient mis en cause, dans le massacre des étudiants, des éléments de la garde présidentielle alors que la commission d'enquête parlementaire concluait à l'implication des seules autorités régionales. – (AFP)

TUNISIE

Des islamistes condamnés d'autres libérés

TUNIS

de notre correspondant

Les quatre-vingt-quatorze étudiants islamistes qui restaient encore incarcérés dans l'armée depuis l'agitation universitaire du printemps dernier ont été libérés, dimanche 1^{er} juillet, sur instructions du président, M. Ben Ali, à l'occasion de la fête de l'Aïd El Idha. Samedi, cependant, le tribunal correctionnel de Tunis a condamné une quinzaine de militants islamistes à des peines allant de deux mois à un an de prison.

Ces condamnations font suite à des incidents qui s'étaient produits au mois de mai dans une mosquée d'une cité populaire de la périphérie de Tunis lorsque un membre du mouvement islamiste Ennahdha, M. Mabrouk Zran (condamné à un an de prison par contumace), avait tenté de prononcer un prêche sans l'autorisation que prévoit la loi. La police, après des affrontements souvent violents, avait procédé à des arrestations dans les rangs des amis de M. Zran, qui réussissait à prendre la fuite et est encore recherché.

M. D.

○ Démantèlement d'un réseau de trafic de devises. – La police tunisienne a annoncé, samedi 30 juin, qu'elle venait de démanteler un réseau de trafic de devises, d'or et de bijoux, portant sur quelque 10 millions de francs. Vingt-neuf Tunisiens, pour la plupart bijoutiers, dont cinq de confession israélite et cinq douaniers, ont été arrêtés.

AFRIQUE DU SUD

Le patronat français souhaite la levée des sanctions

Une mission du conseil national du patronat français (CNPF), qui vient de passer six jours en Namibie et en Afrique du Sud, a dressé, samedi 30 juin, lors d'une conférence de presse à Johannesburg, le bilan de sa « mission d'information ». Elle a appelé au renforcement « urgent et nécessaire » de la présence du secteur privé français en Afrique australe.

M. Jean-Pierre Prouteau, ancien ministre, qui conduisait cette délégation, a déclaré, à propos des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, pays où la France est largement dépassée par la plupart de ses concurrents européens : « nous sommes gênés par le blocage provoqué par les sanctions et nous souhaitons une évolution de ce problème en 1991. Il n'est pas bon que l'économie soit tenue en otage par la politique ». Le CNPF fera donc campagne, a-t-il assuré, pour que ces sanctions soient levées dès que possible.

De son côté, avant de quitter les Etats-Unis pour l'Irlande, M. Nelson Mandela a estimé que son voyage outre-Atlantique avait été « une réussite au-delà de nos rêves les plus fous ». Il a promis de revenir en octobre pour se pencher sur la condition des indiens, à la demande des chefs de cette communauté. – (AFP)

DIPLOMATIE

Après vingt-trois ans de gel

La Chine et l'Indonésie vont reprendre leurs relations

Après vingt-trois années de gel, la Chine et l'Indonésie vont reprendre leurs relations diplomatiques. Cette décision devrait, en effet, intervenir à l'occasion d'une visite officielle de trois jours en Chine de M. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, arrivé à Pékin dimanche 1^{er} juillet.

Jakarta avait, en 1967, pris l'initiative du gel des relations en accusant Pékin d'avoir soutenu, deux ans plus tôt, la tentative de coup d'Etat pro-communiste qui devait marquer la fin de l'ère Sukarno et se terminer dans un bain de sang. Pendant de longues années, la communauté chinoise d'Indonésie avait même fortement souffert de la répression anti-communiste sous Suharto, au pouvoir depuis cette date. Mais, depuis cinq ans, les Indonésiens ont repris, très prudemment, le dialogue et les échanges commerciaux avec la Chine, en indiquant toutefois qu'une normalisation des relations diplomatiques ne se ferait pas, quoi qu'il arrive, au détriment des liens économiques privilégiés avec Taiwan, sixième investisseur étranger dans l'archipel.

Tout en demeurant viscéralement anti-communiste, le régime indonésien ne pouvait plus, après avoir redressé son économie, continuer d'ignorer la Chine, d'autant que Jakarta brigue la présidence du mouvement des non-alignés et joue un rôle dans la difficile recherche d'un règlement cambodgien. Les Chinois, de leur côté, sont aussi plus demandeurs. L'Asie du Sud-Est, avec ses nombreuses et très dynamiques diasporas chinoises,

est un peu le « pré carré » de l'ancien Empire du Milieu. En outre, une initiative de ce genre vient à point nommé pour un régime en quête d'interlocuteurs. Enfin, Pékin espère ainsi renforcer un peu sa main dans le bras de fer qui l'oppose, à propos du Cambodge, au Vietnam avec lequel l'Indonésie entretient des relations serrées.

Jakarta n'en continue pas moins, en effet, à considérer le Vietnam comme le plus solide rempart à l'influence de la Chine dans la région. L'anti-communisme des Indonésiens ne se dément pas, comme l'ont encore récemment souligné des exécutions d'anciens membres du parti communiste local, près de vingt ans après leurs condamnations à mort.

Pays le plus peuplé d'Asie du Sud-Est, avec près de 180 millions d'habitants, l'Indonésie a, certes, des ambitions régionales mais sa méfiance à l'égard de la Chine demeure entière. Les deux pays semblent avoir réglé leur contentieux financier une dette indonésienne de 84 millions de dollars, antérieure à 1967 – et c'est à l'occasion d'une visite à Jakarta en septembre de M. Li Peng, le premier ministre chinois, que la normalisation des relations pourrait être officiellement annoncée, contribuant à la stabilisation de la région. Mais, même après cette date, dans les files de la Sonde islamisée, le soupçon continuera de peser sur une Chine qui, après avoir entretenu des insurrections communistes, maintient son objectif de « construire » un socialisme fort peu apprécié tout en réaffirmant son ambition de puissance régionale.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Séminaire franco-espagnol à Mérida

Madrid et Paris veulent donner une impulsion à la coopération euro-méditerranéenne

MÉRIDA

de notre envoyée spéciale

N'était l'éternel contentieux en matière d'extradition, on pourrait presque parler d'un « axe » franco-espagnol. C'est un tableau idyllique des relations entre les deux pays que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Ordoñez, et son homologue français, M. Roland Dumas, ont dressé à Mérida, à l'issue du séminaire interministériel des samedi 30 juin et 1^{er} juillet.

Le temps est loin où il fallait mettre sur la table les dossiers qui freinaient l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne. Créé dans cette optique en 1983, le séminaire annuel franco-espagnol est devenu réunion routinière de ministres qui, les relations bilatérales étant en harmonie (du moins en l'absence des ministères de la justice et de l'intérieur, comme c'était le cas), cherchent à mettre au diapason les relations extérieures.

Un projet de conférence

Aussi fut-il question de la coopération entre l'Europe et les pays méditerranéens, et de la création d'une enceinte au sein de laquelle seraient traitées, selon M. Dumas, des questions telles que « la démographie, des problèmes de sécurité et des problèmes politiques évidents ». Madrid, qui a pris l'initiative, parle volontiers d'une Conférence pour la sécurité et la coopération en Méditerranée qui réunirait tous les pays du bassin méditerranéen. Côté français, on préférerait, dans un premier

temps, que la structure ne regroupe que neuf pays, ceux de l'Union du Maghreb arabe (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) et les quatre pays les plus au sud de la CEE (Espagne, France, Italie et Portugal).

« Dans un délai assez court, nous pourrions convoquer une conférence de la Méditerranée occidentale », a indiqué M. Dumas. Il est vrai que l'Italie, très intéressée par ce projet auquel l'Espagne tient beaucoup, saura certainement profiter de sa présence à la tête de la Communauté européenne pour lui donner corps.

Par ailleurs, la partie espagnole s'est déclarée intéressée par la convention de Schengen, et il est probable que Madrid demande à adhérer au groupe dans les mois à venir.

A propos de la répartition des sièges des institutions communautaires – bloquée par Paris – M. Dumas a estimé que « l'Espagne peut légitimement prétendre à l'attribution d'un de ces sièges » (Madrid aurait obtenu l'Agence européenne pour l'environnement). Enfin, M. Ordoñez a annoncé que les polices espagnole et française devaient échanger des représentants, lundi, à Pau, afin de coordonner la lutte antiterroriste.

MARIE-PIERRE SUBTIL

BREF

Une petite enquête sur les religions et les croyances

L'affaire Rushdie

RAFAEL AUBERT

Chronique de la condamnation des Versets sataniques et de son retentissement mondial. Analyse des enjeux politiques et religieux de l'affaire.

POLITIQUE

Le bilan de la session parlementaire

Les députés en proie au doute existentiel

La session de printemps du Parlement s'est achevée, samedi 30 juin en fin de matinée, par l'adoption définitive, à l'Assemblée nationale, de la proposition de loi d'origine communiste tendant à renforcer la répression des actes ou des propos racistes, antisémites ou xénophobes. Les sénateurs ayant renoncé à examiner cette proposition, on votait systématiquement une question préalable (selon laquelle il n'y a pas lieu de débattre), les députés ont adopté définitivement le texte dans sa version issue de la seconde lecture, jeudi 28 juin. M. Jean Popere, ministre chargé des relations avec le Parlement, a indiqué que ce texte est «*apportant et nécessaire*». Les groupes PS et PC ont voté pour; l'UDF n'était pas représentée en séance. Les députés ont aussi adopté une proposition de loi déposée par M. Henry Jean-Baptiste (UDC, Mayotte), fixant à neuf (au lieu de huit actuellement) le nombre des représentants des départements et territoires d'outre-mer au Conseil économique et social et élargissant cette représentation aux membres des collectivités territoriales à statut particulier, afin d'y inclure Mayotte. La fin de cette session rend à leur circonscription des députés souvent démoralisés par le déphasage entre leur action et la façon dont elle est perçue par les citoyens.

A l'image de l'ensemble de la classe politique, les députés n'ont pas le moral. Il était déjà perceptible lors de la dernière session budgétaire (le Monde du 23 décembre 1989). Pourtant, il a pris au cours de la session de printemps qui vient de s'achever un tour plus criant. Comme le soulignait le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, dans ces colonnes (le Monde du 9 juin), les hommes politiques semblent avoir perdu «*leurs balises*», c'est-à-dire la capacité à répondre à des questions élémentaires : qui suis-je ? Qui je sers ? A quel je sers ?

Il n'était pas rare, ces derniers mois, et quel que soit le groupe politique, d'entendre tel député de base ou tel président de groupe avouer sa lassitude, sa fatigue, sa difficulté à s'opposer ou à soutenir sans état d'âme le gouvernement dans cette période de confusion généralisée. La mutation politique amorcée au début des années 80 n'est pas encore absorbée. Se retrouvent dans les mêmes formations des personnes qui semblent de plus en plus étrangères les unes aux autres. Le groupe socialiste, comme le parti, s'est organisé en courants et sous-courants.

Comme dans les bonnes familles, l'opposition s'épuise à camoufler les effets d'un divorce invisible. Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, résume la situation en expliquant que, aujourd'hui, «*il y a moins de différence entre le centre gauche et le centre droit, qu'entre, d'une part, la droite et le centre droit et, d'autre part, la gauche et le centre gauche*». Résumé incomplet, car les lignes de clivage passent souvent à l'intérieur même des groupes et des partis (l'affaire du «*bulletin islamique*» l'avait montré).

Signes d'essoufflement

Le fonctionnement du Parlement donne également des signes de plus en plus évidents d'essoufflement, même si le travail législatif, le plus souvent en comité restreint, reste de qualité. Il faudra bien qu'un jour ses pouvoirs, grippés par les hauts (les directives européennes) et par le bas (les pouvoirs conférés par la décentralisation), soient réexaminés et son fonctionnement repensé. Un effort à toutefois être fait, au cours de cette session, pour l'inscription de propositions de loi (origines parlementaires) à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale (ainsi la proposition socialiste sur le conseil ou le salarié dans les entreprises dépourvues d'institutions représentatives du personnel).

En outre, plusieurs «*grands débats*» (notamment sur l'Europe, les orientations budgétaires pour 1991, sur l'immigration - rapport de la mission Marchand - sur l'égalité sociale dans les départements d'outre-mer) ont animé la session. Un autre est prévu à l'automne sur les institutions. Ces débats restent toutefois assez décevants, car l'organisation de la discussion (succession d'orateurs à la tribune) leur donne le rythme assoupissant d'une liturgie sans surprise.

L'armistice - et ses effets dévastateurs à retardement - a porté, d'autre part, coup fatal au moral des députés. Car ceux qui l'ont voté ou qui se sont abstenus l'avaient fait en étant persuadés qu'ils bénéficieraient aux chefs d'entreprises inculpés dans des affaires de fausses factures et non aux politiques. Le discrédit de la classe politique en général, et des parlementaires en particulier, a crû tout au long de la session un climat délétère. Personne n'a été épargné.

Au plus fort de la vague anti-amnistie, les députés revenaient, le mardi, au Palais-Bourbon, épuisés par les heures de discussions passées durant le week-end, dans leurs circonscriptions, devant leurs militants ou leurs électeurs, à se défendre, à expliquer que l'immense majorité des hommes politiques français n'était pas «*pourri*», «*Ma section s'est transformée en tribunal*...», expliquait le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Boekel. L'antiparlementarisme s'est développé. Des députés ont préféré cacher la corde tricolore de leur vote pour éviter des incidents : «*Voilà, amnistie !*» s'est entendu dire un

jour un élu par un automobiliste inassouvi. Dans la même période, le député Bernard Tapie se retrouvait à la une des journaux, mais pas vraiment pour son ardente activité parlementaire. Un symbole difficile à «*avaliser*» pour nombre de députés, quel que soit le jugement qu'ils portent sur cet homme.

Le symbole de la suprématie actuelle de l'économie et du médiatique sur le politique, celui de leur propre impuissance à apparaître en phase avec les événements de cette fin du vingtième siècle, l'impuissance de l'opposition, toujours en phase de décomposition, malgré le voile pudique de l'Union pour la France (UPF). Trouble d'une majorité socialiste toujours sous le coup du congrès de Rennes. Le groupe communiste a pour suivi, quant à lui, sa route hors du temps et des événements de l'Etat.

Pour sortir de l'impasse de l'armistice et rassembler les morceaux épars de l'opposition, M. Jacques Chirac a, au mois de mai, pris de vitesse ses amis de l'UDF en proposant de censurer le gouvernement. La manœuvre s'est retournée contre son auteur, non seulement parce que l'intervention du président du RPR a été occultée par la qualité de celles de MM. Charles Millon, président du groupe UDF, et Pierre Mauroy, premier secrétaire du groupe PS (le Monde du 11 mai), mais également parce que les communistes ont finalement reculé devant l'obstacle.

L'«*équation personnelle*» de M. Rocard

Ce débat de censure a été particulièrement instructif car s'était mis en place, préventivement, le dispositif anticensure du premier ministre. M. Michel Rocard dispose, en effet, d'un volant d'une dizaine de députés, répartis sur les trois groupes de l'opposition, qui feront défection le jour où les élus communistes décideront de mêler leurs voix à celles de la droite pour le vote d'une motion de censure. Preuve de l'efficacité du dispositif, lors du vote de censure anti-amnistie du 9 mai, un élu communiste a attendu l'ultime moment pour voter. Il voulait être certain que les élus communistes (réunis alors place du Colonel-Fabien pour arrêter leur attitude) ne viendraient pas censurer M. Rocard in extremis. M. Lajoie et ses amis ayant préféré rentrer chez eux, c'est rassuré sur le sort du gouvernement que cet élu UDC est allé déposer son bulletin dans l'urne.

Le gouvernement de M. Rocard semble donc, pour l'instant, indestructible à l'Assemblée nationale. Et c'est sur son «*équation personnelle*» que le premier ministre parvient, par des majorités alternatives, à faire passer ses textes sans trop de difficulté. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des atouts de son jeu, face à un président de la République qui pourrait avoir envie de se passer de ses services.

Au cours de cette session, vingt-neuf projets de loi et une demi-douzaine de propositions d'origine parlementaire ont été définitivement adoptés, en plus

de la ratification d'une vingtaine de conventions internationales. Parmi les textes les plus importants votés définitivement figurent la réforme des Postes et Télécommunications (Quilès), la modification du statut de la Régie Renault (Fauroux), la loi sur le crédit-formation (Laignel), le projet limitant le recours aux contrats à durée déterminée (Soisson), le texte sur le surcroissement des consommateurs (Néretz), le projet Besson sur le logement des plus démunis, le dispositif de lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue (Bérégovoy), la réforme de la taxe d'habitation (prise en compte du revenu dans le calcul de la part départementale), la création des instituts universitaires de formation des maîtres (Jospin), le projet sur le travail précaire (Soisson). Dans l'ensemble, les débats se sont déroulés dans un climat plutôt serein.

Fin des incantations

Les tentatives de guérilla parlementaire du PCF ont même pris un tour presque folklorique. Le cœur n'y était pas vraiment car l'incantation a perdu droit de cité au Palais-Bourbon. M^{me} Marie-France Stirbois (non-inscrite FN) a tenté de le ressusciter lors de la discussion de la proposition de loi anticensure déposée par le groupe communiste.

Deux ministres se sont distingués : M. Paul Quilès, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'espace, et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail. Le premier a pu faire passer sa réforme des PTT au terme d'un processus efficace de concertation; le second, avec un art parlementaire consommé, a su faire fonctionner la majorité «*France union*» (1) quand il le fallait, y compris quand il s'agissait de dépanner son secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M. André Laignel (texte sur le crédit-formation).

En revanche, malgré un vote large à l'Assemblée nationale (306 contre 246), le Sénat a été en mesure de bloquer la réforme constitutionnelle visant à élargir le droit de saisine du Conseil constitutionnel. La majorité sénatoriale s'est montrée papaverne; refus de voter la proposition de loi communiste anticensure; vote surprise, en première lecture, de la proposition de loi de M. Charles Pasqua sur le code de la nationalité. Le gouvernement, qui, durant la session budgétaire d'automne, avait dû utiliser plusieurs fois l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour faire passer plusieurs textes (dont le budget), n'y a eu recours, au printemps, qu'une seule fois, pour faire passer la loi «*flibustier*» parlementaire communiste sur le projet de réforme de Renault.

Un faux pas est toutefois venu rappeler au gouvernement l'étroitesse de sa majorité : le projet de réforme des professions juridiques a manqué son passage en première lecture à l'Assemblée. Il s'en est fallu de trois voix. Mais l'opposition, consciente de la nécessité de cette réforme dans la perspective de 1993, a eu l'air plus embarrassée que ravie de cette «*bavure*», qui faisait suite à une impressionnante mobilisation de lobbies.

Une nouvelle fois, le premier ministre a eu plus à faire avec le groupe socialiste qu'avec l'opposition. La tension entre M. Rocard et le président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, a atteint son degré maximum avec la petite déclaration de ce dernier expliquant en fin d'année que le groupe socialiste ne voterait le prochain budget que s'il contenait des «*avances sociales significatives*». Un ultimatum jugé inacceptable à l'Hôtel Matignon, où l'on estime que «*le jeu personnel de M. Mermaz a atteint un degré de nocivité inacceptable*». Bref, M. Mermaz est mûr pour entrer au gouvernement.

Matignon apprécie d'autant moins «*les facilités*» de M. Mermaz que le cabinet du premier ministre a eu le sentiment de le sauver du naufrage en négociant avec le groupe communiste l'adoption fort compromise de son amendement sur la taxe d'habitation.

Le groupe socialiste, actuellement plus déboussolé que jamais remonté contre le gouvernement Rocard, a poussé, quant à lui, les feux sur la fiscalité : réforme de la taxe d'habitation, rapport du député François Hollande sur la fiscalité du patrimoine, discussions anticipées sur les orientations du budget 1991 (une réunion importante du groupe PS est prévue le 11 juillet, avant la nouvelle rencontre Matignon-groupe PS de la mi-juillet), proposition de loi contre la spéculation foncière, etc. Il vient à nouveau de jouer les chevaliers en déposant, vendredi 29 juin, une proposition de loi de nationalisation de Framatome (le Monde du 1^{er} juillet). Une entrée à la règle présidentielle du «*ni-ni*» (ni nationalisation ni privatisation), même si les intéressés affirment haut et fort qu'ils agissent pour protéger le «*noyau*» de l'offensive de la COE sur Framatome.

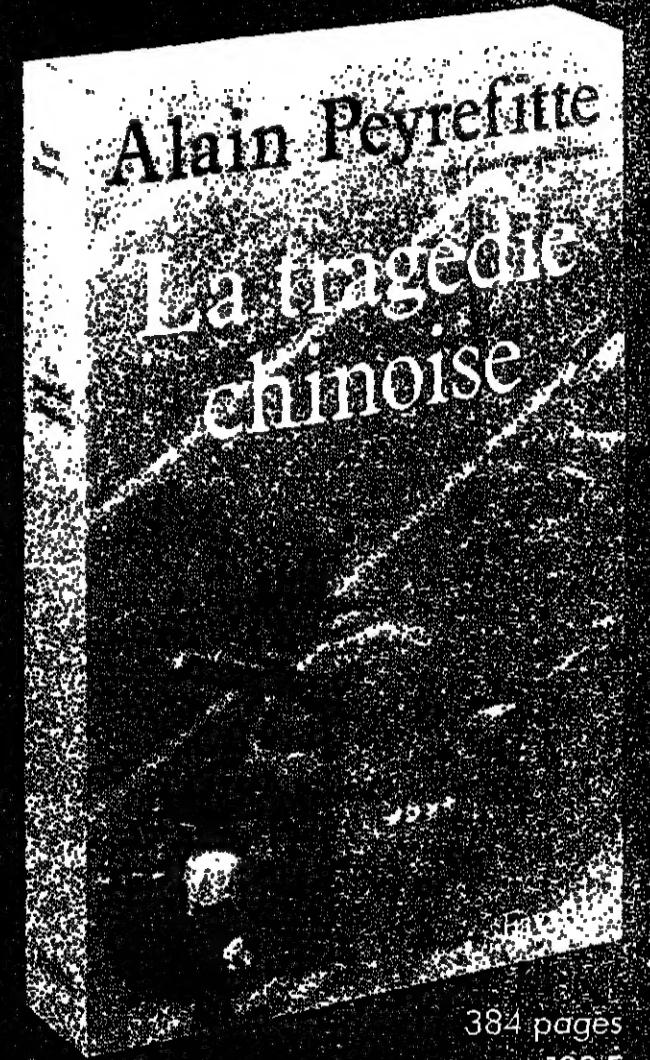
PIERRE SERVANT

(1) Deux députés de l'opposition ont rejoint la «*Force union*» : MM. Jean-Marie Dailliet (UDC) et Jean Charbonnel (RPR).

Alain PEYREFITTE

de l'Académie française

Pour comprendre ce qui s'est passé et ce qui va se passer en Chine



«*Effectivement, quand Peyrefitte a dit : «*Attention, vous allez voir, il va les reprendre en mains*», il était tout seul, j'étais de ceux qui disaient : «*Il a une conception un peu XIX^e siècle de la Chine*»*»

Alain Genestier, Europe 1 (10-6-89)

FAYARD

LATIE

ans de glo

le vont reprendre lions

Il n'est pas rare, ces derniers mois, et quel que soit le groupe politique, d'entendre tel député de base ou tel président de groupe avouer sa lassitude, sa fatigue, sa difficulté à s'opposer ou à soutenir sans état d'âme le gouvernement dans cette période de confusion généralisée. La mutation politique amorcée au début des années 80 n'est pas encore absorbée. Se retrouvent dans les mêmes formations des personnes qui semblent de plus en plus étrangères les unes aux autres. Le groupe socialiste, comme le parti, s'est organisé en courants et sous-courants.

Comme dans les bonnes familles, l'opposition s'épuise à camoufler les effets d'un divorce invisible. Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, résume la situation en expliquant que, aujourd'hui, «*il y a moins de différence entre le centre gauche et le centre droit, qu'entre, d'une part, la droite et le centre droit et, d'autre part, la gauche et le centre gauche*». Résumé incomplet, car les lignes de clivage passent souvent à l'intérieur même des groupes et des partis (l'affaire du «*bulletin islamique*» l'avait montré).

Le fonctionnement du Parlement donne également des signes de plus en plus évidents d'essoufflement, même si le travail législatif, le plus souvent en comité restreint, reste de qualité. Il faudra bien qu'un jour ses pouvoirs, grippés par les hauts (les directives européennes) et par le bas (les pouvoirs conférés par la décentralisation), soient réexaminés et son fonctionnement repensé.

En outre, plusieurs «*grands débats*» (notamment sur l'Europe, les orientations budgétaires pour 1991, sur l'immigration - rapport de la mission Marchand - sur l'égalité sociale dans les départements d'outre-mer) ont animé la session. Un autre est prévu à l'automne sur les institutions. Ces débats restent toutefois assez décevants, car l'organisation de la discussion (succession d'orateurs à la tribune) leur donne le rythme assoupissant d'une liturgie sans surprise.

L'armistice - et ses effets dévastateurs à retardement - a porté, d'autre part, coup fatal au moral des députés. Car ceux qui l'ont voté ou qui se sont abstenus l'avaient fait en étant persuadés qu'ils bénéficieraient aux chefs d'entreprises inculpés dans des affaires de fausses factures et non aux politiques. Le discrédit de la classe politique en général, et des parlementaires en particulier, a crû tout au long de la session un climat délétère. Personne n'a été épargné.

Au plus fort de la vague anti-amnistie, les députés revenaient, le mardi, au Palais-Bourbon, épuisés par les heures de discussions passées durant le week-end, dans leurs circonscriptions, devant leurs militants ou leurs électeurs, à se défendre, à expliquer que l'immense majorité des hommes politiques français n'était pas «*pourri*», «*Ma section s'est transformée en tribunal*...», expliquait le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Boekel. L'antiparlementarisme s'est développé. Des députés ont préféré cacher la corde tricolore de leur vote pour éviter des incidents : «*Voilà, amnistie !*» s'est entendu dire un

Le symbolisme de la suprématie actuelle de l'économie et du médiatique sur le politique, celui de leur propre impuissance à apparaître en phase avec les événements de cette fin du vingtième siècle, l'impuissance de l'opposition, toujours en phase de décomposition, malgré le voile pudique de l'Union pour la France (UPF). Trouble d'une majorité socialiste toujours sous le coup du congrès de Rennes. Le groupe communiste a poursuivi, quant à lui, sa route hors du temps et des événements de l'Etat.

164 3.0 V6
Prix catalogue: 206.200 F
ACQUISITION EN LOA 37 MOIS: 206.200 F



OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30.07.90

Location avec Option d'Achat pour une 164 V6 millésime 91 d'un prix d'achat de 206.200 F (prix TTC, clés en mains, du 2.02.90 - TVA 25% incluse) pour une durée de 37 mois, avec un dépôt de garantie de 30.930 F TTC, un 1^{er} loyer de 51.302,56 F TTC* suivi de 12 loyers de 6.701,50 F TTC* puis de 24 loyers de 1.814,56 F TTC*.

La valeur de rachat TTC est égale au dépôt de garantie soit 30.930 F TTC (coût total en cas d'acquisition 206.200 F TTC* sous réserve d'acceptation du dossier par ALFA ROMEO FINANCEMENT).

* Hors assurance.



GARAGE ROOSEVELT
37/45, Quai du Président Roosevelt
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. (1) 45 54 97 40

PARIS EST AUTO
190 bis, Bd de Charonne
75020 PARIS
Tél. (1) 40 09 02 95

Une élection municipale

MARTINIQUE : Sainte-Luce (2^e tour).
Inscr. : 4 027 ; vot. : 3 442 ; abst. : 14,52 % ; exp. : 3 398.
MM. Louis Crusol, c. r., PPM 1 814 voix (53,38 %) élu; Jean Maran, m. s., UDF, 1 584 (46,61 %).

Le second tour de cette élection a été marqué par une participation massive qui a surpris les observateurs. M. Louis Crusol, conseiller régional et dirigeant du Parti progressiste martiniquais, a guéri son manque de visibilité en se faisant élire au premier tour. Au second tour, M. Crusol gagne 240 voix, contre 62 voix seulement à M. Maran. Le PPM avait ouvert sa liste à des socialistes et à des hommes de gauche indépendants. Le président du conseil régional, M. Camille Darbères, secrétaire général du PPM, a affirmé son intention d'appliquer la même politique d'ouverture pour les régionales partielles, qui devraient être organisées en octobre, à la suite de l'annulation du scrutin du 16 mars 1986.

Rappel du premier tour : inscr. : 4 027 ; vot. : 3 208 ; abst. : 20,33 % ; exp. : 3 148. MM. Louis Crusol, PPM, 1 574 voix (50 %); Jean Maran, m. s., UDF, 1 522 voix (48,34 %); Jean-Claude Louis-Sidney, extr. g., 52 voix (1,65 %).

M. Rousseau élu maire de Vieux-les-Bains. M. Jean Rousseau, socialiste dissident, a été élu, dimanche 1^{er} juillet, maire de Vieux-les-Bains (Cher), en obtenant 32 voix sur les 39 du nouveau conseil municipal. L'opposition, constituée en majorité d'élus communistes, n'a pas pris part au vote. Après avoir rompu l'union de la gauche, la liste de M. Rousseau avait, le 24 juin, remporté le second tour de l'élection municipale dans cet ancien «*bastion*» communiste.

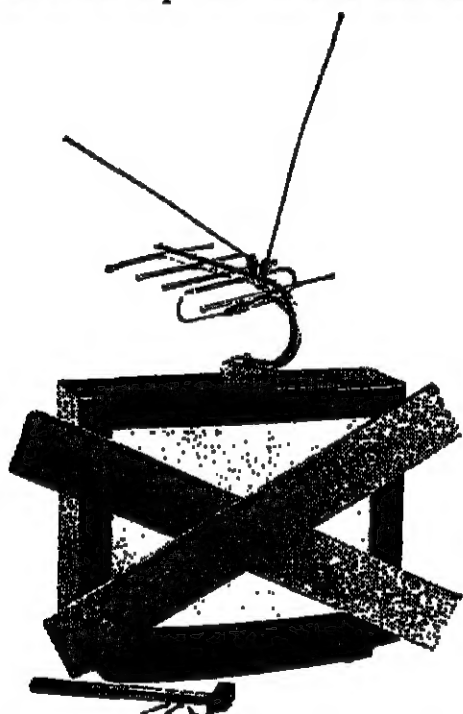
502 من الاموال

حکذا من الاعمال

8 Le Monde • Mardi 3 juillet 1990 •••

Leclerc a constaté avec un réel plaisir
que d'autres distributeurs
soutenaient sa lutte pour la libre concurrence.

La distribution française est la moins chère d'Europe.
C'est sans doute pourquoi elle n'a pas le droit
de faire de la publicité à la télévision.



Si les distributeurs avaient le droit de faire de la publicité à la télévision française, ce serait
probablement CARREFOUR, leader de nouveaux produits, MAMMOUTH, concurrent des
options, la FNAC et VIRGIN à valiser sur la promotion des produits culturels, CASINO ferait des
bons de qualité. Et on connaîtrait le polémique commerciale des distributeurs européens: ALDI
s'expliquent sur ses produits premiers prix, LIDL milite pour la liberté des heures d'ouverture
et MICROS la vulgarité le droit d'avoir des magasins en France. Peut-être même le Conseil National
du Commerce plaiderait-il pour une carte bancaire moins chère. LECLERC s'efforcerait aux
pétroliers sur le prix des carburants. Et les unions de consommateurs, fortes d'avoir obtenu les
moyens financiers qu'elles réclamaient, pourraient arbitrer ce débat. Oui, mais voilà, c'est interdit.

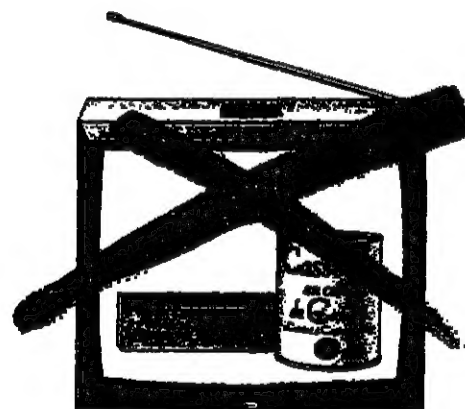
E. LECLERC

POUR QUE L'EUROPE PROFITE AUX CONSOMMATEURS

17 avril 1990

LA MARQUE CASINO
INTERDITE DE TELEVISION !

DOMMAGE...



Oui, c'est vraiment dommage qu'en 1990, on
trouvent en France des concurrents, d'effi-
cacité, de communication bien sûr, que l'on
souhaiterait à nos entreprises comme CASINO
de faire de la publicité à la télévision sur ses
produits qu'elle fabrique dans ses usines ou
qu'elle distribue avec les grands de l'industrie
agro-alimentaire.



Dommage pour les consommateurs! Un
simple message publicitaire de vingt secondes
leur permettrait de savoir que 3 volumes de
chevalerie supérieurs au total 100 g CASINO.
fabriqués dans un atelier et d'une qualité
qui n'est pas comparable aux grandes marques,
ne coûtent que 2500* dans toutes les grandes
surfaces CASINO.

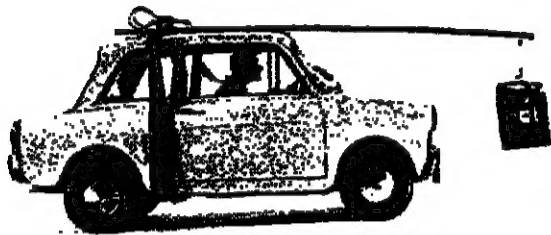
LE BON N'EST PAS PLUS CHER

29 mai 1990

E. LECLERC

Puisque nous y sommes, nous en profitons pour leur rappeler quelques-uns de nos combats qui mériteraient, eux aussi, d'être suivis.

**Devinez pour qui vous prennent
les pétroliers et les constructeurs automobiles
quand ils vous disent de n'utiliser
qu'une seule marque d'essence.**



Des fabricants d'électro-sonnages nous ont ainsi dit le soir en polémiçant comme aux heures de l'après-midi. Voilà comment des constructeurs automobiles qui vendent pour des centaines de millions de dollars d'automobiles ont pu se laisser aller à des propos aussi grossiers. Les deux hommes qui nous ont parlé ont été identifiés par le *"Chicago Tribune"* comme étant EDDIE, 4708 Kensington Parkway, et GEORGE, 1241 West 121st Street.

Il est mal vu parmi qu'on laisse les gens aller à des propos de ce genre. Pour protéger la réputation de la ville, les policiers ont décidé de faire une tournée de nuit dans les quartiers de la ville. Ils ont dit qu'ils ont vu des gens qui se livrent à des actes de violence et de désobéissance. Ils ont dit qu'ils ont vu des gens qui se livrent à des actes de violence et de désobéissance. Ils ont dit qu'ils ont vu des gens qui se livrent à des actes de violence et de désobéissance.

E. LECLERC 

Aujourd'hui, en Europe, on polémique pour savoir si la vitamine C est un médicament. Il faut vite se mettre d'accord, la récolte est pour bientôt.



Le langage de la santé est en marche. Et c'est bien là que se joue encore de nombreux destins. Et si les tentes d'horoscopes ne pouvaient, ainsi, être bannies, il y a encore du mal à être fait. Mais on ne s'en croit pas. Les pharmaciens français, par exemple, ne s'imaginent pas qu'ils ont à faire à un monde qui ne se croit pas. Ils ne s'imaginent pas qu'ils ont à faire à un monde qui ne se croit pas. Ils ne s'imaginent pas qu'ils ont à faire à un monde qui ne se croit pas.

E. LECLERC 

Loi Royer. Pour implanter des hypermarchés en France, il convient d'avoir un bon dossier.



Tout le monde fait semblant de ne pas le savoir. A cause de la Loi Noire qui limite l'immigration des grandes nations, le plupart des esclaves américains, mais pas tous, ne peuvent franchir cette porte de fer de l'île de la Louisiane. La politique à ses côtés rendant que le deux tiers des esclaves qui sont de l'île de la Louisiane sont des blancs. Les blancs américains qui sont de l'île de la Louisiane sont des blancs. Les blancs américains qui sont de l'île de la Louisiane sont des blancs.

E. LECLERC 

On a tous appris à lire
mais on nous interdit de lire moins cher.
Drôle de culture.

[illegible]

E. LECLERC 

E. LECLERC

هكذا من الاجل

POLITIQUE

La gauche et la droite face au Front national

M. Le Pen se moque de l'opposition parlementaire et de son « Union pour la frime »

NIMES

de notre correspondant

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, qui a participé, dimanche 1^{er} juillet, à deux rassemblements de son parti, d'abord à Vienne (Isère), le matin, puis, l'après-midi au village de Dions (Gard), s'est livré à un « jeu de mots » d'un goût douteux aux dépens, cette fois, de M. Laurent Fabius. La contre-fête organisée à Vienne par les socialistes, en présence de MM. Louis Mermaz, Bernard Kouchner et Bernard Tapie, a rassemblé plus de monde que la réunion départementale du FN. Dans le Gard, en revanche, la contre-manifestation organisée au village de Sainte-Anastasia de l'appel de la Ligue des droits de l'homme, de la fédération des élus socialistes et de la fédération communiste n'a réuni que quelques centaines de personnes parmi lesquelles peu d'élus locaux auprès du président du conseil général, M. Gilbert Baumet, et du député socialiste de la deuxième circonscription, M. Jean-Marie Cambacérès.

Venus de tout le Midi, les militants du Front national ont attendu dimanche 1^{er} juillet leur président sous les grands arbres d'une manade (élevage de taureaux de la Camargue), propriété où étaient installés buvettes, stands des fédérations, des mouvements ou associations « amies », et des défilés de produits du terroir.

Jean-Marie Le Pen est arrivé à 16 heures par hélicoptère en provenance de Vienne (Isère). Après un tour aérien de la prairie où l'attendaient entre trois mille et quatre mille personnes, il a atterri aux accents très victorieux de *Pump and Circumstances*.

Sauvant les « ambassadeurs du peuple français », souvent coiffés de « bobs » frappés de la flamme stylisée, ou de simples chapeaux en papier kraft, M. Le Pen, évoquant dès la première phrase « les méthodes totalitaires utilisées par le pouvoir socialiste », a d'emblée donné le ton d'un discours d'une heure.

Première cible, la « loi Gayssot » contre le racisme. « Le gouvernement », a déclaré M. Le Pen, a été jusqu'à donner son accord aux communistes pour que soit élaborée une loi qui reviendrait à priver le peuple français

du droit de choisir ses élus si ceux-ci se trouvaient condamnés, aux ordres du gouvernement, par certains magistrats indigents qui accepteraient de se faire les complices de cette violence politique. » Le chef du FN y voit une « nouvelle astuce » destinée à détourner l'attention d'un peuple selon lui indigné par la loi d'amnistie et par les scandales financiers, « partie émergée d'un énorme iceberg de concussion et de trafic divers ».

Montée du racisme et de l'antisémitisme ? Complot contre le Front national, « pour éviter de lutter à armes égales » avec lui, et tenter de l'affaiblir « alors même », a-t-il poursuivi, que, dans la proposition de loi communiste et dans le rapport du

communisme Asensi, figurent des chiffres qui démontrent exactement l'inverse », puisque l'on passe de quatre-vingt-quatre infractions de cette nature en 1985 à soixante-six en 1989. Et M. Le Pen d'affirmer que ces chiffres sont à rapprocher du « nombre des crimes et délits commis en France par une population étrangère en un an : cent trente mille ».

« Le bruit d'une rime »

Bref, une « escroquerie politique », à laquelle il associe notamment MM. Fabius et Joxe. Le premier est accusé de mensonge car « il n'avait pas craint d'apporter sa caution per-

sonnelle et descriptive de la façon dont le cadavre exhumé [du cimetière juif de Carpentras] avait été emporté », par l'anus ». « Ce mot dans la bouche de M. Fabius », a ajouté M. Le Pen, avait en quelque sorte le bruit d'une rime. » Quant au ministre de l'Intérieur, il lui fut reproché d'avoir tenté de désigner le Front national comme coupable, mais de ne pas avoir su retrouver les vrais coupables après quarante-cinq jours d'enquête, le chef du FN évoquant la possibilité que M. Joxe soit « le complice de ceux qu'il prétend rechercher ».

Dans le reste de son discours, M. Le Pen s'est pris, entre autres, aux responsables de l'opposition parlementaire, se gaussant de l'Union pour la France, « radeau pour la période estivale » et plutôt « Union pour la frime ». « Je le dis aux dirigeants de la droite parlementaire, j'ai une union pour la France qui serait nécessaire et utile (...). Mais sachez qu'elle se fera avec nous, peut-être avec vous, mais aussi sans vous, et, s'il le faut, contre vous ».

D'autre part, le président du FN a dit « non à l'Europe de Pierre Rocard et de Pierre Rocard », évoquant les dangers « mondialistes », les « billes fédéralistes » et, ajoutant : « Qu'il soit clair que nous n'habitons jamais l'Isle commune de M. Gorbachev ».

OLIVIER CLERC

M. Tapie se félicite d'être « la punaise » du gouvernement

LYON

de notre bureau régional

Vienne (Isère) a accueilli, dimanche 1^{er} juillet, deux fêtes champêtres qui se sont déroulées dans des lieux très proches. Le matin, cinq-cents militants du Front national, après avoir assisté à une messe célébrée par un abbé intégriste, ont écouté M. Le Pen rôtir le discours qu'il allait prononcer un peu plus tard près de Nîmes. Peut-être tendu par la proximité de « la fête de la fraternité » des socialistes, le service d'ordre s'est montré un peu nerveux, notamment lors du passage d'une petite contre-manifestation organisée par le MRAP.

M. Dahmani : « un cas »...

M. Arezki Dahmani, président de France-Plus, a affirmé, dimanche 1^{er} juillet, au « Forum » de Radio-Montecarlo et de Libération, qu'il ne faut pas faire « de Bernard Tapie l'équivalent d'Harlem Désir », si l'on veut éviter que dans les années 90, la France ne « se réveille avec un Front national à 40 % ». « Grand spécialiste de reprises d'entreprise en faillite », M. Tapie s'est dit qu'il y avait « un coup à jouer » vu l'impuissance des partis politiques, selon M. Dahmani. Le président de France-Plus estime qu'il y a un cas Tapie, qu'il faut regarder de près, car, dans les années 80, on a fait d'Harlem Désir le champion de l'antiracisme, et le réveil a été douloureux, puisque le Front national est à 15 %.

« Je ne crois pas que l'urgence de l'argent donne la légitimité de parler aux racistes », a ajouté M. Dahmani, en rejetant l'idée qu'un Français de souche, biologiquement défini, saurait mieux leur parler qu'un « black » ou que lui-même « en tant que bouc ».

L'après-midi, l'ambiance de la réunion organisée par le maire de Vienne, M. Louis Mermaz (PS), a été beaucoup plus sereine. Plus de deux mille personnes ont écouté MM. Tapie, député des Bouches-du-Rhône, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, les inciter à mener des actions quotidiennes pour ne pas laisser le terrain aux seuls militants et sympathisants du parti d'extrême droite : « Il faut multiplier les réunions, les tracts, les affiches », a conseillé M. Kouchner. Les deux invités, très « satisfaits » de se retrouver au milieu de militants, ont ensuite engagé un débat avec eux où il a été question de politique sociale, de la fonction des élus, de l'intégration des immigrés et du « Forum des citoyens » de M. Tapie, qui s'est félicité d'être « la punaise » du gouvernement.

B. C.

M. Pasqua préconise un « nouveau pacte social »

M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, a déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 1^{er} juillet, qu'il y avait eu, la semaine dernière, « deux bonnes nouvelles pour l'opposition » : l'organisation de « primaires » à la française pour l'élection présidentielle, dont il est un des initiateurs, et la confédération de l'opposition.

Pour les primaires, il estime que M. Chirac est « probablement le mieux placé » et assure que, si le maire de Paris est choisi, il fera campagne pour lui « avec un peu plus de cœur que pour d'autres ». Quant à la confédération entre le RPR et l'UDF, M. Pasqua la juge ainsi : « Si elle ne se donne comme but que de figer la situation actuelle, elle sera une excellente occasion perdue. Au contraire, si elle permet, sur les grands sujets de société, de dégrader des thèmes nous permettant de renouer avec l'électorat et d'engager une classe nouvelle en politique, alors elle aura joué un rôle capital. » Ainsi, selon lui, « l'Union pour la France peut être le meilleur ou le pire ».

M. Pasqua a affirmé que ses relations avec M. Chirac sont « clarifiées », ajoutant : « Nous nous sommes engagés, mais il n'y a pas eu rupture. Nous avons retrouvé le ton habituel de nos entretiens, ce qui n'efface rien de nos convictions respectives. » L'ancien ministre estime que le RPR doit, désormais, « s'élargir et se rénover, et regagner des électeurs sur sa gauche et sur sa droite ». Il précise, toutefois, que « ce n'est pas en attaquant Le Pen bille en tête qu'on ramènera vers l'opposition l'électorat séduit par le Front national ». M. Pasqua préfère que l'opposition propose un « nouveau pacte social », en associant le patronat et les syndicats.

A propos de l'immigration, l'ancien ministre de l'Intérieur souligne la création d'un « corps d'officiers d'immigration dans les ambassades ». Il ajoute : « L'Etat devrait définir le nombre d'étrangers qui peuvent être acceptés et fixer des quotas par nationalités. Il devrait, également, s'entendre avec les maires et les départements d'accueil. » Face à la montée de l'intégrisme en Algérie, M. Pasqua estime que « si les droits de l'homme ne sont pas respectés, s'il y a un régime caractérisé par l'intolérance, il n'y aura, alors, pas de raison de refuser le droit d'asile en France à ceux qui le demandent ». Enfin, pour ce qui est de M. Rocard, M. Pasqua le compare « à un enfant qui siffle dans la nuit pour se donner du courage », car « il sait que Mitterrand va lui faire la peau ».

M. Chirac pris à partie

M. Jacques Chirac, qui inaugurait, samedi 30 juin, au Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), de l'invitation du maire, M. Michel Giraud, une salle polyvalente portant le nom de Charles de Gaulle et une exposition consacrée à l'homme du 18 juin, a été accueilli aux cris de « rendu » et de « collabo » par des sympathisants du Front national, au nombre de trente à

Une question tardive

par Alain Rollot

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, qui était venu prêter main-forte à MM. Louis Mermaz et Bernard Tapie contre le président du Front national, dimanche matin, à Vienne, où mourut jadis, dit-on, le très célèbre procureur romain Ponce Pilate, a implicitement reproché aux militants de gauche de se lever les mains devant la montée en puissance électorale des thèses de l'extrême droite. « Où sont les militants ? », s'est-il demandé. Il y a quelques années, on n'aurait jamais accepté que les meetings de caractère nettement extrémiste se tiennent sans manifester, sans s'opposer. »

C'était une bonne question, que se sont aussi posée, sans doute, tous

ceux qui avaient exhorté les adversaires du Front national à venir participer, dimanche après-midi, dans le petit village gardois de Sainte-Anastasia, à une « grande fête de la liberté et des droits de l'homme » pour protester contre la venue de M. Le Pen dans la commune voisine de Dions, où le chef de file de l'extrême droite s'est rappelé au bon souvenir des médias en tenant sur M. Laurent Fabius des propos aussi méprisables que son « calembour » de négrière sur M. Michel Durafour. Il y avait, en effet, beaucoup plus de militants à Dions qu'à Sainte-Anastasia.

Une bonne question mais une question tardive. C'est justement parce que les militants de gauche ont depuis longtemps abandonné un peu

partout le terrain social des agglomérations urbaines que M. Le Pen y a tranquillement fait son lit et que le Front national est devenu le réceptacle politique de tous les mécontentements, de toutes les frustrations et de toutes les peurs de beaucoup de citoyens respectables devenus allergiques aux partis à cause du nationalisme des états-majors. Et lorsqu'il s'agit de s'opposer, les militants du Front national le font avec plus de détermination que les autres, ainsi que M. Jacques Chirac l'a constaté à ses dépens, samedi au Perreux.

Si la gauche et la droite libérale veulent reconquérir le terrain perdu, il faut d'abord qu'elles cessent de se déterminer par rapport aux positions de M. Le Pen comme si elles dou-

laient encore de leurs propres valeurs. Si le Front national a pu métamorphoser son statut de minorité groupusculaire en mouvement social, c'est parce que tout le monde lui a facilité la tâche, à partir de 1981, en récupérant ses thèmes de campagne. La prise de position exprimée avec clarté, dimanche, par M. Charles Pasqua en faveur de l'accueil d'éventuels réfugiés algériens qui pourraient fuir derrière un régime islamiste va dans le bon sens.

Mais contre un fourre-tout idéologique aussi disparate que le mouvement léniniste, il n'existe pas de panacée. Toutes les réponses sociales et politiques sont recevables, à commencer par les refus individuels de toute « pollution » xénophobe. Personne, sur ce terrain, ne peut prétendre détenir le monopole de la vérité. Pas plus M. Bernard Tapie qui quiconque. A l'inverse, ce n'est pas parce que M. Tapie n'a rien à envier à M. Le Pen dans la pratique des arts médiatiques que cela suffirait à le disqualifier quand il affirme vouloir monter en première ligne contre le Front national. Surtout quand il vise juste en soulignant la nécessité d'occuper le terrain, partout où il a été laissé en jachère par le militantisme de gauche, pour essayer de sensibiliser les abstentionnistes aux menaces qui pèsent sur les institutions démocratiques.

Voilà pourquoi il serait inopportun de laisser accrédi-ter l'idée qu'il y a aujourd'hui, en France — comme il a été dimanche le président de France-Plus, M. Arezki Dahmani, d'Israëliens mieux inspirés — de « bons » et de « mauvais » combattants de l'antiracisme.

Le tour de France des étudiants juifs contre le racisme et l'antisémitisme

« On a dit qu'il y aurait un avant et un après-Carpentras. Nous allons vérifier sur le terrain si cela est vrai » : en lançant un tour de France le 2 juillet à Paris qui s'achèvera à Reims le 27 juillet, l'Union des étudiants juifs (UEJF), présidée par M. Marc Rochman, entend lutter contre la « banalisation » de l'antisémitisme et « la division de la France en racistes et antiracistes ».

Les étudiants ont rendez-vous avec les élus de vingt-trois villes-étapes (Strasbourg, Aix-Marseille, Lyon, etc.) A une excep-

tion près : M. Jacques Médecin, maire de Nice, seul premier magistrat à être exclu, « parce qu'il y a des limites qu'on ne peut pas franchir ». Ils entendent ainsi recenser ce qui se fait concrètement dans les grandes villes pour lutter contre le racisme et rencontreront les milieux associatifs, éducatifs et culturels locaux.

« Nous allons au plus près pour effectuer un travail quasi-chirurgical d'analyse de la situation », explique M. Rochman, car le Front national a tissé une véritable toile d'araignée dans les

milieux associatifs et surtout éducatifs.

Les étudiants de l'UEJF feront ensuite des propositions lors d'une convention nationale à Lyon, à la rentrée. Mais déjà ils proposeront aux élus de distribuer la cassette vidéo du film de Claude Lanzmann Shoah dans les établissements scolaires. Le tour de l'UEJF a reçu le soutien de plusieurs responsables politiques nationaux de tous bords, comme M. Laurent Fabius, Alain Juppé ou Pierre Méhaignerie, et obtenu une subvention du ministère de l'éducation nationale.

Le deuxième colloque de Dialogues 2000

Le président de la République invite la majorité à lutter contre les « forces qui découragent l'action réformatrice »

L'association Dialogues 2000, que préside M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, organise, lundi 2 et mardi 3 juillet, des « Etats généraux du progrès », auxquels participent, outre les dirigeants de FO, de la CFDT et de la FEN, plusieurs personnalités politiques se situant dans la majorité présidentielle ou extérieures à celle-ci, comme M. Antoine Waechter, chef de file des Verts.

M. Stirn a donné lecture, lundi, à l'ouverture du colloque, d'un message de M. François Mitterrand, qui rappelle, d'abord, les premières rencontres de Dialogues 2000, consacrées, en mai 1989, à « l'inventaire et l'analyse des forces dont le jeu règle la vie de notre société ». « Ces forces, ces

contraintes, vous l'avez constaté, découragent l'action réformatrice, obscurcissent les perspectives nouvelles, freinent la volonté de progrès », écrit le président de la République. Elles sont un puissant facteur d'immobilisme. Or, le sort des systèmes immobiliers, comme celui des mondes immobiliers, est de s'effondrer sur eux-mêmes.

C'est pour cela, continue M. Mitterrand, qu'il est nécessaire d'opposer à la pesanteur des contraintes une volonté de progrès qui ne soit pas une vague aspiration, nostalgique ou désespérée, mais qui sache épouser son temps pour mieux préparer l'avenir. C'est pour cela que les deux journées que nous consacrons à explorer les voies du progrès sont nécessaires et, même, urgentes.

Un « Grand jury RTL-« le Monde »

M. Jospin estime qu'il n'y a ni « écartèlement » ni « profonde différence » entre M. Mitterrand et M. Rocard

M. Lionel Jospin, invité du « Grand jury RTL-« le Monde » dimanche 1^{er} juillet, a déclaré au sujet des relations entre M. François Mitterrand et M. Michel Rocard qu'il n'y a pas entre eux, selon lui, « écartèlement, ni même profonde différence ». « Le président de la République étant la clef de voûte du système, il peut faire prévaloir ses intentions », a souligné le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale. M. Jospin estime qu'il y a des choses engagées dans l'étape sociale et d'autres qui restent encore à faire. « Nous sommes, a-t-il dit, dans le cours d'un processus ».

« Je ne voudrais pas que ceux qui nous écoutent pensent que ce sont les socialistes qui ont créé les inégalités, a souligné le ministre. C'est notre système lui-même qui les génère (...). La présence des socialistes au pouvoir les a freinées. Elles auraient pu être beaucoup plus fortes. Il suffit de voir ce qui se passe avec M^{me} Thatcher. »

En outre, M. Jospin a mis en garde, les alliés du PS « venus du centre », en indiquant qu'« ils doivent apporter un

plus » à la majorité et non pas un « moins » et que « ce n'est pas en se nourrissant des critiques à l'encontre du Parti socialiste qu'ils pourraient faire progresser les choses ». « Il faut que ceux qui gouvernent avec nous, a-t-il dit, soient solidaires (...). Ils ont vocation à aider le Parti socialiste en affirmant leur propre personnalité. Ils ont vocation à nous aider à conquérir au-delà de ce que nous représentons, mais pas à se développer à partir d'une soustraction de nos propres forces ».

M. Mermaz : « Les mêmes ambitions »

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui s'exprimait le même jour sur la radio locale juive Radio J, a déclaré que, « dans le débat actuel, on sent qu'il y a deux sensibilités entre Michel Rocard et François Mitterrand ». « Il y a des différences entre eux, c'est évident, a expliqué M. Mermaz. François Mitterrand a le désir de modifier davantage les choses, de pro-

téger les faibles par un recours à la législation. Michel Rocard est plus attaché à l'économie de marché. »

« Il est vrai que leurs ambitions ne sont pas les mêmes », a précisé M. Mermaz. Le problème de François Mitterrand, c'est de réussir son second septennat, de laisser une trace durable. Quant à Michel Rocard, il a certainement, en plus, des ambitions présidentielles, donc il a une préoccupation de gestion de carrière qui va au-delà de 1995. Le président du groupe socialiste a ajouté que « si Michel Rocard fait la politique pour laquelle le président a été élu au suffrage universel, s'il fait la politique pour laquelle le groupe socialiste le soutient, pourquoi devrait-il se retirer ou lui demanderait-on de se retirer ? ». Le problème, selon M. Mermaz, est de savoir s'il est en situation, s'il crée les conditions et s'il a la volonté de faire cette politique. « Moi, je lui fais confiance », a précisé le président du groupe socialiste.

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12 Le journaliste, le métis et les skinheads
13 Le coup de poing des traditionalistes

14 La Coupe du monde de football
15 Cyclisme : le Tour de France

18 Communication : concurrence entre FR 3 et M 6 pour l'information locale

L'Europe de l'art et des marchands

L'ouverture du grand marché européen pose la question de la libre circulation des objets et celle du statut des commissaires-priseurs

C'est entendu, l'Europe de 1993 sera celle du grand marché unique et de la libre circulation des biens. Mais parmi ceux-ci, certains ont, depuis longtemps, un traitement spécial : les objets d'art. Ils sont, aujourd'hui, au centre d'une spéculation effrénée. La plupart des pays ont inventé des garde-fous pour éviter que leur patrimoine national ne se disperse sur des places à forte devise. La France est particulièrement soucieuse sur ce chapitre. Et l'ouverture prochaine des frontières donne quelques angoisses aux hommes de l'art.

Les 13, 14 et 15 juin, un colloque organisé à Amsterdam par la Chambre de commerce internationale a réuni un grand nombre de professionnels pour débattre de ces problèmes. En réalité, deux d'entre eux ont été évoqués : la circulation des objets, et le statut de ceux qui sont, au premier chef, chargés de les vendre - les commissaires-priseurs. Question qui se résumait (pour les Français) à l'arrivée en France des poids lourds anglosaxons, Sotheby's et Christie's.

Si la notion de propriété culturelle remonte à l'antiquité, a constaté Geoffrey Lewis, professeur à l'université de Leicester (Grande-Bretagne), les rapines de la Révolution et de l'Empire ont contribué pour la première fois à une prise de conscience nationale : « Le congrès de Vienne, en décidant en 1815, de restituer les œuvres d'art à leurs pays d'origine, a clairement identifié la nature spéciale de cette propriété. » Depuis cette époque, la protection en matière d'œuvre d'art a fait d'énormes progrès. Le temps où Lord Elgin pouvait acheter les frises du Parthénon en révolte. Pourtant, Hans Koenig, ancien secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, a déploré l'écroulement de ce protectionnisme d'un nouveau type. S'il admet qu'un arsenal juridique est nécessaire quand il s'agit « de fouilles archéologiques sauvages » en Grèce, en Turquie ou en Italie, il affirme qu'il est inutile ailleurs. Ce n'est pas l'avis des Français, qui s'opposent à ce « libéralisme sauvage ».

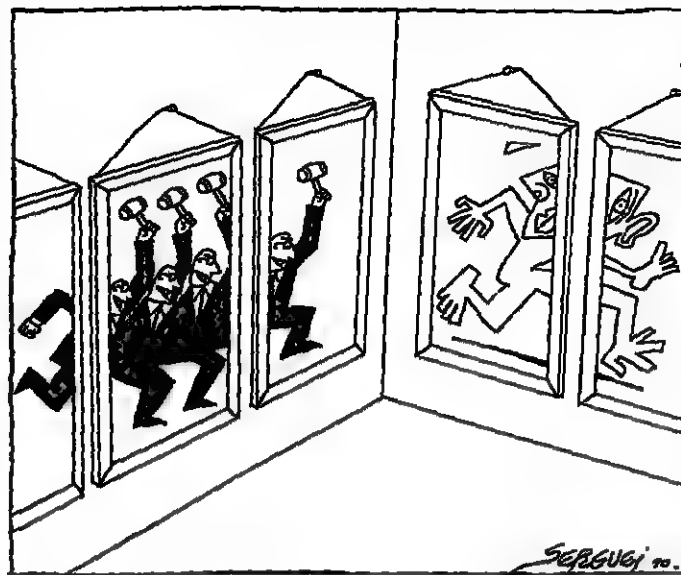
Comme tous les pays de la Communauté ne sont pas sur la même longueur d'onde, une harmonisation des lois s'impose. L'article 36 du traité de Rome protège bien « les trésors nationaux ayant une valeur artis-

tique, historique ou archéologique », mais donne lieu à des divergences d'interprétation. Il y a ceux qui considèrent que l'article doit s'appliquer aux seuls « trésors » d'origine nationale et ceux - la France entre autres - qui estiment que son application vise tous les « trésors » existant sur le sol d'un pays. Or, si les lois en vigueur au sein de chaque Etat diffèrent alors que la libre circulation des œuvres d'art au sein de l'Europe est acquise, leur protection est illusoire. Un tableau librement exporté vers la Hollande pourra quitter les limites de la CEE à partir d'Amsterdam, puisque la loi hollandaise ne protège que le patrimoine néerlandais.

Pour tourner cette difficulté, certains proposent de créer un « passeport culturel » pour les objets. Leur « nationalité » y serait notée. Mais quel est le pays d'origine d'une œuvre ? Celui où elle a été créée ou celui où elle séjourne ? M. Koenig ne manque pas d'ironiser : « Ce passeport servirait surtout à recycler les douaniers menacés de chômage. » Il faudrait, prétend-il, définir d'abord ce qui relève du patrimoine national, puis, par recoupement, du patrimoine européen. « La difficulté réside dans le fait qu'il ne s'agit pas là d'un problème économique mais de quelque chose qui ressort du prestige, de l'amour-propre et de l'orgueil national », explique M. Koenig. Dresser une liste exhaustive des objets à protéger est tout aussi compliqué. D'autant que lesdits « trésors nationaux » sont loin d'être recensés. Enfin, Anthony Bryant, directeur de Christie's Londres, craint qu'une réglementation trop tatillonne n'encourage les exportations illégales.

La salle des ventes et le musée

L'Etat français lui-même n'est pas prêt d'abandonner l'antiquité juridique qu'il a mis au point pour endiguer le départ de ses « trésors ». Les représentants des grands établissements parisiens se manifestent de plus en plus, dans les salles de ventes, pour préserver une œuvre. La bibliothèque nationale et les Archives de France ont fait, cette année, de riches moissons à Drouot. D'autres œuvres se voient interdites de sortie, comme ce Portrait du duc d'Orléans, par



l'après, ou, tout récemment, les Apprêts d'un déjeuner, de Chardin. L'administration peut également jouer savamment du chaud et du froid pour opérer une transaction avantageuse, ainsi « l'échange » de Célestine, de Picasso, contre l'autorisation de sortie des Noces de Pierrette, du même artiste. Ces pratiques irritent souvent les commissaires-priseurs. Une œuvre interdite de sortie perd facilement 50 % de sa valeur et une menace de préemption peut dissuader les éventuels acheteurs de se déplacer. Pour François Curjel, directeur général de Christie's Europe, « les difficultés administratives sont une entrave au développement du marché de l'art en France. Les étrangers trouvent que c'est compliqué de venir acheter à Paris. Ils ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent repartir avec l'objet qu'ils viennent d'acquiescer sous le bras. Si ces interdictions n'existaient pas, Paris serait, d'ici dix ans, au même niveau que New-York et dépasserait vraisemblablement Londres ».

Le ministère de la culture, conscient de ces obstacles qui entravent le développement d'un marché qu'il appelle de ses vœux, cherche à trouver d'autres moyens pour protéger les œuvres « françaises ». C'est ainsi qu'il incite les entreprises à acquiescer des pièces en vente publique, trop coûteuses à préempter. La compagnie d'assurances Axa vient d'acheter le Portrait d'Alfonso d'Avila, de Titien. Le tableau est déposé au Louvre. Si dans dix ans le musée n'a pas les moyens de rembourser Axa, l'entreprise aura le droit de le déduire de ses impôts. « C'est mettre le capitalisme au service de la défense du patrimoine », remarque ironiquement Julian Barran, directeur de Sotheby's France.

Les commissaires-priseurs français se plaignent, eux, des droits de suite « trop lourds en France » qui sont versés aux ayants droit d'un artiste pendant cinquante ans. « Les héritiers de Picasso auront touché 9 millions de francs pour la vente des Noces de Pierrette », remarque l'un d'eux, J. Leruste, qui s'inquiète surtout du sort de sa profession dans l'Europe de 1993. Si ses confrères étrangers veulent exercer en France, s'écrit-il, ils devront souscrire aux mêmes obligations que les commissaires-priseurs français : examen d'aptitude et garantie trentenaire. « Quand un acheteur n'est pas solvable, explique Joël-Marie

Millon, président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs depuis 1985, nous remboursons, intégralement le vendeur. Nous sommes responsables de nos dettes sur nos biens propres et les commissaires-priseurs sont juridiquement solidaires entre eux. Enfin, pendant trente ans, nous devons garantir l'authenticité de ce que nous avons vendu. A la différence des Anglo-Saxons qui sont de purs commerçants, nous jouons un rôle d'intermédiaire. »

Les loups dans la bergerie

Les Anglo-Saxons : le mot est lâché. Ce que la profession semble redouter, c'est l'intrusion dans la bergerie française des deux grands marchands lous, Christie's et Sotheby's.

Pour Francis Brist, membre du groupe Germain, groupement d'intérêt économique (GIE) qui fédère un certain nombre d'études dispersées dans toute la France, le problème tient aux structures juridiques des charges anglaises et françaises. Les premières exercent une profession commerciale, les secondes une profession libérale, comme les avocats ou les notaires. Et sont à ce titre réglementées par le ministère de la justice. « Cette tutelle a favorisé le corporatisme et l'émiettement d'une profession qui a besoin d'être décloisonnée », affirme-t-il. Une réforme est d'ailleurs préparée par la chancellerie. Certaines professions libérales, dont l'objet restera civil, pourraient être ouvertes à des sociétés de capitaux. Ce qui leur donnerait des moyens supplémentaires pour s'équiper matériellement et financièrement. « Nous allons enfin pouvoir raisonner en entreprise », ajoute Francis Brist. On comprendra alors l'utilité de certains combats : savoir si l'on a le droit de vendre à Fontainebleau ou exclusivement à Drouot, à l'heure où l'on traite directement par téléphone avec le Japon. On va pouvoir aussi se regrouper plus efficacement pour faire face à l'arrivée des Anglo-Saxons, qui sont, d'ores et déjà, il ne faut pas l'oublier, très présents sur le marché. « Les deux grandes firmes lui font-elles peur ? » Deux roulements compressés ce n'est jamais rassurant, déclare le commissaire-priseur, mais je crois qu'il y a de la place pour nous. La concurrence

existe. Elle sera un peu plus rude, c'est tout.

Joël-Marie Millon est plus nuancé. D'abord, il fait remarquer que s'il est effectivement vain, à l'heure des communications par satellite, de se battre sur des mesquines répartitions territoriales, une charge de commissaire-priseur vaut quand même dix fois moins cher en province qu'à Paris. « Il est tentant d'acheter une charge à Vesoul et de venir vendre à Paris, note-t-il. Mais ce problème doit être réglé. Il le sera, par la négociation de l'espèce, dès la fin de l'année. » Lui aussi, il constate que le monopole français est depuis longtemps battu en brèche par les crédits municipaux, qui organisent des ventes, et, bien sûr, par les firmes anglo-saxonnes, qui s'approvisionnent massivement en France. Récemment, les bijoux, légués par la duchesse de Windsor à l'Institut Pasteur n'ont-ils pas été vendus par Sotheby's à Genève ? Le paysage est donc connu et l'horizon 1993 n'est pas si sombre, affirment les optimistes. D'autant que, depuis l'année dernière, le carcan fiscal s'est dessiné pour les commissaires-priseurs : l'Etat a abandonné 5 points de taxe. Les Français ne sont plus très éloignés des marges anglaises.

Le troupeau de puces et les deux éléphants

Mais que pèsent les 68 charges parisiennes face aux deux mastodontes Sotheby's et Christie's. Les ventes des premiers s'élevaient, en 1989, à 4,7 milliards de francs ; celles des seconds - hors immobilier - « pesaient » respectivement 18 milliards de francs et 13,3 milliards. Dès aujourd'hui, les Anglais envisagent de prendre des participations dans les études françaises, à concurrence de 25 %. « Nous rencontrerons moins de résistance chez les commissaires-priseurs de province », remarque Julian Barran, directeur de Sotheby's France. François Curjel, directeur général de Christie's Europe, aimerait carrément ouvrir une salle de ventes, à part entière : « Nous ne voulons pas nous borner aux ventes de prestige. Les ventes moyennes nous intéressent aussi. »

EMMANUEL DE ROUX
et ALICE SEDAR
Lire la suite page 12

MUSIQUES

Le triple bang de Madonna

Madonna la scandaleuse en concert à Paris les 3, 4 et 6 juillet

L'événement artistique et culturel du moment, c'est Madonna. Son dernier single Vogue est classé en tête des hit-parades ; son nouvel album, I'm Breathless, très kitsch, des années 30, risque de le rejoindre ; sa tournée « Blonde Ambition » l'a conduite à New-York pour une série de concerts au Nassau Coliseum puis à la Byrnie Arena, tandis que, le jeudi 14 juin, au terme d'une série de galas, le Dick Tracy de Warren Beatty était projeté en première mondiale à Orlando (Floride). Superbe « timing » qui permet à Madonna 1990 de marquer sur tous les tableaux en présentant un tir groupé un kaléidoscope d'images et de sons. Arborant dix-neuf décolletés dans le film de Warren Beatty, son personnage de Breathless Mahoney, chanteuse de saloon et pépé à gangsters, est un subtil recyclage de Mae West pour l'insolence, de Marilyn pour l'innocence.

Grâce aux nouvelles chansons de Stephen Sondheim, l'un des rois de Broadway, ce rôle - le meilleur depuis Recherche Susan desespérée - lui offre aussi un répertoire différent, et la voilà repartie à la conquête de spectateurs qui jusqu'à présent lui échappaient.

Ce répertoire inédit, le public traditionnel de Madonna, s'est révélé tout prêt à l'accepter, en même temps que le pot-pourri insensé d'images dont elle le bombarde. Soutenu par une ouverture musicale quasiment « batmanesque », il sort des entrailles du plateau, un décor digne de Fritz Lang. Au crescendo paraît une première Madonna : queue de cheval de walkyrie, corset armure, les seins caparaonnés de conques signées Jean-Paul Gaultier, c'est Brigitte Helm dans Métropolis, un Golem féminin.

Le spectacle commence dans le train qui conduit de Manhattan au Nassau Coliseum (environ une heure et demie de voyage) et se prolonge dans celui qui ramène le public à New-York. Au-dessus de vingt et un ans, la race blanche domine, et une certaine aisance financière. En dessous, mélange ethnique toisant - Noirs, Latins et Asiatiques à mesure égale, moitié garçons moitié filles, - tous connaissant par cœur le répertoire, tous capables de souffler les lyrics à Madonna dès l'attaque de l'orchestre.

Tous aussi prêts sinon à la suivre dans son action politique (troisième volet de l'opération Madonna) du moins à en débattre. Le fond de l'affaire : suite à une loi récemment entrée en vigueur dans l'Etat de Floride, deux membres du groupe Two Live Crew ont été arrêtés pour « obscénité » tant sur scène que dans leurs lyrics, ainsi

que le disquaire qui persistait à vendre les disques nouvellement interdits. Le débat (qui se poursuit aussi sur les antennes de télévision) porte sur le sens du mot « obscénité ». Les Two Live Crew étant des Noirs, et Madonna en faisant au moins autant sur scène sans être inquiétée, l'affaire ne serait-elle pas teintée de racisme ? Pour sa part, Madonna (qui a récemment connu quelques déboîtes avec la censure de l'Ontario) s'est publiquement déclarée prête à aller plus loin encore pour défendre la liberté d'expression garantie par le premier Amendement de la Constitution américaine, « une cause, dit-elle, pour laquelle je me ferais volontiers arrêter ».

HENRI BEHAR

► Palais omnisports de Paris-Bercy, les 3, 4 et 6 juillet. 20 h 30 Tél. : 43-48-12-11.

EN BREF

Des artistes américains partent en guerre contre la censure morale. - Parce qu'ils estiment que l'Etat tente de leur imposer une censure morale, certains artistes américains refusent des subventions. Pour recevoir des subventions du Fonds pour les arts (NEA) - qui dépend du pouvoir fédéral -, tout demandeur doit aujourd'hui promettre par écrit de ne pas laisser s'exprimer « le sado-masochisme, l'érotisme homosexuel, l'exploitation sexuelle des enfants ou d'individus se livrant à des actes sexuels et qui, pris globalement, n'ont aucun mérite sérieux sur le plan littéraire, artistique, politique ou scientifique ». Cette nouvelle politique découle d'une décision du prési-

dent George Bush qui avait déploré que des photos provocatrices de Robert Mapplethorpe ou un crucifix plongé dans de l'urine d'Andrés Serrano aient été subventionnées. Le Congrès l'avait approuvé, imposant des restrictions au NEA. - (AP).

Jérôme Deschamps à Nîmes. - Jérôme Deschamps installe les deux faces de son spectacle Lapin chasseur dans les arènes de Nîmes. Représentations du 6 au 14 juillet à 21 h 30, puis du 18 au 22 juillet à 22 heures. Il donne son dernier spectacle, les Frères Zenith, de proportions plus modestes, au Cloître des jésuites. (Réservations : 66-67-28-022.)

DISQUES

Les Stone Roses offrent un en-cas

The Stone Roses : « One Love » 45-tours Silvertone/BMG.

Même si le phénomène s'atténue en traversant la Manche, les Stone Roses sont le groupe rock (ou sera-t-il) du moment : produit de trente ans de musique noire jouée par des Blancs le plus important du moment. A l'avant-garde de la renaissance psychédélique de Manchester, Ian Brown, petit pantin provocateur échappé d'une vitrine de Chelsea 1987, et ses collègues se sont retrouvés investis - par le public et la presse britannique - d'une mission (sauver le rock, lui redonner un sens) dont ils se sont immédiatement emparés.

Jusqu'aux quelques mois qui ont suivi la sortie de leur premier album, au printemps 1989, tout allait bien. Depuis, ils ont gagné une semi-rentre empoisonnée de scandales (arrestation en masse de tout le groupe pour vandalisme) et d'auto-célébrations plus ou moins réussies (le concert en plein air à Liverpool, One Love n'est pas qu'un 45-tours, c'est aussi, un bulletin de santé, le premier signe de vie créative du groupe depuis presque un an : la situation est satisfaisante, sans évolution notable. Commencé comme un pastiche des Troggs, enfant quelques platitudes usées par des décennies de parodies sans inspiration, le titre glisse lentement (surtout sur la version 30 centimètres) vers l'improvisation enflammée à la manière de Jimi Hendrix du temps de Experience - guitare électrique et rythmique souple - et se conclut sur une espèce de scanon strident tout à fait plaisante, plus proche de ce qu'on entend dans les discothèques européennes que du théâtre des années 60.

Les Stone Roses bougent encore, toujours aussi malins. Ils viennent d'obtenir un sursis. Verdict à la fin de l'année, pour la sortie de leur prochain album.

T. S.

LA VIE QUOTIDIENNE DANS LES MAISONS CLOSES 1830-1930 LAURE ADLER

Laure Adler étudie dans ce passionnant document la prostitution sur une durée de cent ans, et propose d'emblée une définition humaine de ce que certains ont osé appeler un commerce... Elle a raison de dissiper les illusions. Les drames d'aujourd'hui sont tout aussi effrayants, indignes pour l'être humain, que ceux qu'elle expose avec tant de compréhension pour celles qui tombent.

Françoise Ducout, Elle.

Un livre savant et savoureux.

La Point.

Il faut lire ce livre comme on lit les romans naturalistes pour connaître la vérité d'une époque.

Eric Roussel, Le Figaro.

De l'ethnologie. Mais beaucoup de cœur aussi.

Michel Caffier, L'Est Républicain.

264 p., 118 F

Hachette



Handwritten text in Arabic script: "سنة ١٤١١ هـ"

CULTURE

L'Europe de l'art et des marchands

Suite de la page 11

On ne sait encore quelle latitude le législateur français laissera aux études étrangères. Une chose est certaine, explique Joël-Marie Millon : « Si on se présente en ordre dispersé, on se fera racheter charge après charge. Comme les agents de change, nous n'allons pas, non plus, concurrencer les Anglais, qui font depuis deux siècles du commerce aux enchères, sur leur propre terrain. Nous tenons à conserver notre statut ministériel. C'est une pratique culturelle connue dans toute l'Europe continentale. Il faut à partir des structures qui existent, mettre au service de tous un outil commun qui prendra en charge les tâches de gestion, de communication et de financement de l'ensemble des commissaires-priseurs. Cet outil, Drouot SA, est en train d'être élaboré. Ceux qui ne seront pas contents du système pourront en sortir. Quant aux firmes anglo-saxonnes, pourquoi ne s'installeraient-elles pas officiellement en France? Elles sont déjà très présentes. L'importance de leurs bureaux le prouve. Nos deux systèmes peuvent coexister. » Encore faut-il que cette coexistence ne se traduise pas par un partage inégal : aux « gros » les ventes de prestige; aux autres, les ventes, les faillites et les successions.

M. Guy Loudmer, spécialiste en tableaux modernes et art primitif, annonce des temps difficiles : « L'arrivée des Anglo-Saxons sera un cataclysme pour la profession. Les petites études touchées à l'essai, qui font 50 ou 60 millions de francs de chiffre d'affaires, vont disparaître. Le marché a besoin de spécificité. Il faudra que les compétences s'associent. Seules survivront les charges spécialisées, celles qui seront capables de répondre aux experts anglo-saxons. Les Français pourront-ils toujours se cantonner dans ce rôle d'intermédiaire auquel ils se disent si attachés? N'ont-ils pas déjà sauté le pas? Depuis longtemps, la publicité ne leur fait plus peur, et cela ne les gêne guère ni de faire des avances à leurs clients par l'intermédiaire des banques, ni d'intervenir discrètement dans le montage financier d'une vente, ni de vendre, des tableaux qui appartiennent à des galeries.

Mais dans l'art de tirer les ficelles, les Anglo-Saxons ont une bonne longueur d'avance. On a vu Sotheby's financer, à New-York, l'achat de la galerie Pierre Matisse - 3 500 œuvres par le marchand américain Acquaviva. Certaines de ces pièces seront, comme il se doit, vendues par la firme. C'est Sotheby's encore qui a

prêté au magnat australien Bond une partie de la somme qui lui a permis d'acheter les Irix de Van Gogh - qu'il ne pourra d'ailleurs pas achever de payer. Enfin, les deux firmes se sont lancées dans une politique de garantie des prix auprès des vendeurs qui dope le marché et peut se révéler un très mauvais calcul. Les mauvaises ventes de tableaux impressionnistes et modernes, à Londres comme à New-York - en dépit de quelques « records » - en sont la preuve. « Il est curieux de constater que les maisons de ventes aux enchères anglo-saxonnes ne font pas l'objet de réglementations plus rigoureuses lorsqu'on voit avec quelle attention on surveille les transactions boursières », remarque un spécialiste du marché de l'art, l'avocat hollandais Jan Bol.

Mais le savoir-faire britannique n'a pas l'air d'impressionner les Français. Loudmer, Ader, Picar et Tajan ne sont-ils pas des habitués des transactions avec le Japon? Joe Ochs, de chez Sotheby's, signale que de nombreux Français tentent d'ouvrir des bureaux à Londres. Jan Bol tempère cet optimisme en remarquant que Drouot a survécu essentiellement grâce à son monopole : « L'avenir des commissaires-priseurs français m'inspire confiance à condition qu'ils s'associent avec des partenaires européens. Des Anglo-Saxons, mais surtout avec des Allemands ou des Italiens. Dans ces pays, Sotheby's et Christie's sont encore très mal implantés. La grande chance de Paris, c'est que le marché de la peinture contemporaine est vraiment devenu international et que les Américains ont perdu une partie de leur vitalité d'animaux. »

Il est vrai que Paris, en trois ans, a mis les bouchées doubles pour rattrapper trente ans de retard. La capitale s'est dotée d'un centre prestigieux : Drouot-Montaigne. Des charges regroupées en GIE (Arcade, Auction, Paris-Centre) permettent des ventes d'importances internationales. « La vente Renan à Drouot-Montaigne, il y a trois ans, a été un succès. Depuis, les grands acheteurs se déplacent en personne des quatre coins du monde. C'est un signe qui ne trompe pas », soutient Joël-Marie Millon. « Paris, plus que Londres, peut devenir un grand centre du marché de l'art, explique François Curiel. D'autant que la province française constitue un formidable réservoir pour nous. » C'est bien là le danger qui guette notre patrimoine.

EMMANUEL DE ROUX et ALICE SEDAR

RELEVEZ LE DÉFI 1993 !

Ne restez pas étranger aux langues

IFG LANGUES

vous propose cet été



- Stages intensifs d'anglais à Paris de 1 à 4 semaines.
- Séjours linguistiques pour adultes et jeunes aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, en Italie, au Portugal.
- Stages intensifs de français à Paris.

37, quai de Grenelle
75015 PARIS
Tél. : 40-59-31-37 et 38

TOUS LES FESTIVALS DE L'ÉTÉ

INDISPENSABLE. Les festivals sont nombreux, et leurs votes souvent impénétrables. Comme chaque année, *Le Monde de la Musique* vous offre les clés de votre été musical, en un supplément gratuit au format de poche. INTROSPECTIF. « Le succès est-il une chance? », s'interroge Maria Joao Pires. L'enfant gâtée des amoureux du piano ne craint pas le paradoxe, et ce n'est pas sans interrogations qu'elle arpente les sentiers de la gloire. CEDIPIEN. Pendant quarante ans, Siegfried Wagner s'est fait le gardien fidèle du temple de Bayreuth et des œuvres de son père. Mais comme il est difficile d'être un fils à papa, quand papa est un génie! IRRESISTIBLE. Les nombreux fans de Stan Getz ont nommé leur idole « The Sound ». C'est le plus beau compliment à faire au ténor des saxos ténors. Nous l'avons rencontré pour vous. Et aussi Alain Marion, le flûtiste aux clés d'or; l'autre avant-garde, de Sibelius à Britten; Andreas Staier, pianofortiste; l'horoscope musical de l'été; la nouvelle génération de la nouvelle danse, etc.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'inculpation d'un reporter de la Cinq

Le journaliste, le métis et les skinheads

La direction de la Cinq a vivement protesté, vendredi 29 juin, contre l'inculpation par un juge d'instruction parisien, M^{me} Martine Rouleau, d'un journaliste de la chaîne, M. Pascal Richard, pour « blessures involontaires ayant entraîné une incapacité de plus de trois mois, délit de fuite et défaut de maîtrise », à la suite de l'agression, à Paris, d'un jeune métis par une bande de skinheads (le Monde daté 1-2 juillet).

Pour un peu, il y aurait deux histoires différentes. Deux affaires qui auraient comme point commun le lieu (devant les grilles du jardin du Luxembourg), l'heure (autour de 1 heure), la nuit (celle du 22 au 23 avril), et s'achèveraient toutes deux par le passage à tabac d'un jeune métis, M. Karim Diallo, par quatre skinheads, sous les regards d'un journaliste de la Cinq et de son caméraman.

Car depuis l'inculpation, mercredi 27 avril, du journaliste par le juge d'instruction, M^{me} Martine Rouleau, les versions établies par les policiers et M. Diallo, d'une part, par M. Pascal Richard et la rédaction de la Cinq, d'autre part, n'ont plus rien de commun. Selon les premiers, il s'agit d'une « ratonnade »,

l'agression d'un homme seul par une bande de skinheads. Les journalistes parlent, de leur côté, de « règlement de comptes entre bandes rivales », précisant que M. Diallo et une bande d'une petite dizaine de personnes étaient venus « pour provoquer et pour se battre ».

Mais aujourd'hui c'est le rôle même du journaliste qui est contesté : un témoin affirme avoir vu la voiture de presse parcourir la rue en courant. Le conducteur serait descendu de son véhicule, aurait constaté que M. Diallo était blessé et serait reparti sans porter assistance. De source judiciaire, on indique que ce témoin « digne de foi » aurait formellement reconnu M. Pascal Richard comme étant l'auteur de l'accident.

« Accusations grotesques »

Il y a un mois, M. Diallo, catégorique, faisait pourtant un autre récit : une première voiture l'avait fauché, lui cassant la jambe; une seconde, conduite par M. Richard, s'était ensuite portée à sa hauteur, puis était repartie. Aujourd'hui, il se range derrière ce nouveau témoignage : « Je ne pouvais pas imaginer une seconde qu'un journaliste m'avait foncé dessus. Alors je me suis auto-censuré. Mais

maintenant j'en suis sûr. »

Habitué des guerres civiles, du Liban au Salvador en passant par l'Éthiopie, le journaliste de la Cinq rejette en bloc toutes ces « accusations grotesques », soulignant qu'aucune inspection du véhicule n'a encore été effectuée par les enquêteurs. Soutenu par sa rédaction, il affirme que la cassette filmée cette nuit-là le disculpe totalement. Selon lui, on y voit la voiture des skinheads juste après l'accident, on y entend le journaliste conseiller à M. Diallo d'aller se planquer au café, et on y suit le passage à tabac dans son intégralité. Elle se terminerait enfin par une interview dans laquelle un des skinheads se vante d'avoir « éclaté ce négro » avec sa voiture.

Cette cassette permettrait d'identifier les agresseurs mais la chaîne, invoquant le respect des « principes fondamentaux de la liberté de la presse et la protection des sources du journaliste », refuse toujours de la remettre aux enquêteurs. Alors que le parquet souligne que l'inculpation a pour objet de permettre à M. Richard de se défendre en ayant accès au dossier, la direction de la Cinq y voit un « détournement de procédure ». « On cherche maintenant à mettre en cause la responsabilité personnelle du journaliste pour

le contraindre à remettre la cassette qui apporte la preuve absolue de son innocence », proteste-t-elle dans un communiqué. « Il n'est pas question que nous nous transformions en auxiliaires de police », ajoute M. Richard.

Pas question, non plus, de laisser un journaliste extérieur visionner la cassette. Quant à la diffuser à l'antenne, après avoir masqué les visages des skinheads, « ce n'est pas, pour l'instant, envisagé car nous ne voulons pas mêler la télévision à une affaire entre la justice et nous », indique la chaîne.

La Cinq pourr-elle maintenir indéfiniment cette position alors que son reporter risque un an de prison et 20 000 francs d'amende? Selon la société des journalistes, seule la vision de la cassette innocenterait, à coup sûr, M. Pascal Richard. Une cassette dont la Cinq avait d'abord nié l'existence, sans doute embarrassée par ce fait, décevant mais admis par tous : pendant que M. Karim Diallo se faisait « tabasser », l'équipe filmait...

NATHANIEL HERZBERG

Au tribunal d'Auch

Des travailleurs sociaux condamnés pour non-dénonciation de crime

Poursuivis pour « non-dénonciation de crime » après le viol d'une fillette de neuf ans par son père, un médecin et deux assistantes sociales du Gers ont été condamnés, jeudi 28 juin, par le tribunal correctionnel d'Auch à six mois de prison avec sursis et à 5 000 F d'amende. Une troisième assistante sociale a été condamnée à une amende du même montant. Un jugement mal accueilli par les organisations syndicales de travailleurs sociaux.

AUCH

de notre correspondant

Le jugement d'Auch pourrait faire jurisprudence car c'est sans doute la première fois que des travailleurs sociaux sont condamnés sur la base de l'article 62 du code pénal qui réprime la non-dénonciation de crime.

Les faits remontent à 5 février 1989, jour où une petite fille de neuf ans est hospitalisée après avoir été violée par son père (le Monde du 9 mai). La mère, qui avait d'abord accusé un handicapé mental, n'avait dénoncé son mari que le 15 février. Durant ces dix jours, les différents services administratifs concernés n'alertèrent jamais la justice.

A l'audience du 3 mai dernier, les prévenus avaient invoqué le secret professionnel et « l'intérêt de l'enfant », qui exigeait que « l'image du père étant détruite, ce soit la mère qui dénonce l'inacceptable ».

Présidé par M. Jean-Pierre Belmas, le tribunal ne s'est pas rangé aux arguments de la défense et est allé au-delà des réquisitions de l'avocat général, qui avait requis 15 000 F d'amende à l'encontre de trois des prévenus et la relaxe pour une quatrième. M^{me} Annie Pohlmann, médecin et inspecteur de la DDASS, Christine Kuentzmann, attachée départementale au

service de l'aide sociale à l'enfance, et Liliane Giustiniani, assistante sociale chef, ont été condamnées à six mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende. M^{me} Anne-Marie Fougère, assistante sociale de secteur, a été condamnée à 5 000 F d'amende.

Selon les attendus du jugement, ces quatre personnes, qui avaient eu « connaissance d'un crime déjà consommé alors qu'il était encore possible d'en prévenir ou limiter les effets ou qu'on pouvait penser que le coupable commettrait de nouveaux crimes qu'une dénonciation aurait prévenue, n'ont pas averti aussitôt les autorités administratives ou judiciaires ».

L'énoncé du jugement a été accueilli par les huées d'une centaine de travailleurs sociaux, venus manifester leur solidarité.

DANIEL HOURQUEBIE

EN BREF

□ Saïché d'un déteu à la maison d'arrêt de Nancy. — Un déteu agé de vingt-neuf ans a été retrouvé mort, pendu à l'aide d'un drap, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Nancy, samedi 30 juin. Condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son fils, agé de cinq jours, Jean-François Lefèvre était incarcéré depuis mai 1988 et s'était pourvu en Cassation.

□ L'accident du téléphérique des Orres devant le tribunal de Gap. — Le tribunal correctionnel de Gap (Hautes-Alpes) a condamné pour blessures involontaires, mercredi 27 juin, le directeur technique de la société Pomagalski, M. Serge Tarassoff, constructeur du téléphérique des Orres (Hautes-Alpes), et M. Denis Creissel, ingénieur chargé de la conception de l'appareil, à huit mois de prison avec sursis et 40 000 F d'amende chacun. Le 27 décembre 1986, la rupture d'un des pylônes supportant le téléphérique avait provoqué la chute d'une cabine, blessant gravement plusieurs de ses passagers. (Corresp.)

ÉDUCATION

Prélude à une réforme des enseignements scientifiques

Les élèves des classes de 6^e et 5^e n'étudieront plus la physique et la chimie

Quinze ans après leur introduction au collège, en 1976, la physique et la chimie devraient disparaître des emplois du temps des classes de sixième et cinquième à la rentrée 1991.

Le conseil national des programmes (CNP), nouvelle instance chargée de repenser les contenus d'enseignement, vient de répondre favorablement au projet que M. Lionel Jospin lui avait soumis, le 17 mai dernier, visant à supprimer cet enseignement pendant le « cycle d'observation » (classes de sixième et cinquième) pour le renforcer dans le « cycle d'orientation » (quatrième et troisième).

Ainsi les horaires d'enseignement de physique et de chimie passeraient d'une heure et demie à deux heures hebdomadaires à la rentrée de 1993 en classe de quatrième, puis en classe de troisième à la rentrée 1994. Les élèves entrant en sixième en septembre prochain seront donc les derniers à suivre cet enseignement. Cette mesure justifiée selon le ministère par la nécessité de mettre fin à l'empilement incoherent des connaissances dans les programmes scolaires, se traduira par une économie de 60 000 heures d'enseignement à partir de 1994 en sciences physiques, où le recrutement de professeurs est particulièrement difficile. Un arrêté officialisera cette réforme

après consultation du conseil supérieur de l'éducation, le 18 juillet.

Dans une lettre adressée au conseil national des programmes, le ministre de l'éducation estimait que les objectifs de l'enseignement des sciences physiques en sixième, « au travers de travaux d'observation raisonnée d'expériences portant sur les objets et les matériels et techniques », n'ont « manifestement pas été atteints ». M. Jospin observait notamment que « le caractère expérimental de l'enseignement de ces disciplines est souvent sujet à caution, faute d'horaires et d'équipements de laboratoire ». Il évoquait le « hiatus » séparant l'enseignement de la physique et de la chimie entre le collège et le lycée. Le ministre insistait aussi sur le recouvrement partiel existant entre le programme de physique et celui de technologie, discipline introduite au collège depuis 1984.

Le CNP approuve le réaménagement horaire proposé en soulignant qu'il procure « un allègement du travail et une meilleure organisation des sciences physiques en quatrième et troisième ». Le conseil pose cependant trois conditions à la réussite de cette réforme : l'augmentation des horaires de biologie en sixième et cinquième « afin de permettre l'organisation de travaux expérimentaux sur des plages d'au moins deux heures », l'encouragement « par tous les moyens » à l'équipement des laboratoires, enfin des

mesures incitant les universités à former des professeurs de sciences expérimentales.

Un meilleur équilibre avec les maths

Ces retouches au programme de collège apparaissent comme le premier signe d'une réforme de grande ampleur de l'enseignement scientifique dans le second degré. Le ministre attend des propositions concernant la biologie et les sciences de la Terre et de l'Univers, dont il veut modifier l'enseignement au plus tard à la rentrée 1992.

Le lycée devrait, lui aussi, être concerné par ce vent de réforme. M. Jospin souhaite « un meilleur équilibre » dans la filière scientifique « entre les mathématiques, d'une part, et la physique et la chimie, d'autre part ». Le CNP répond « présent » et veut « repenser de manière cohérente la continuité de la formation offerte aux élèves en sciences expérimentales, de l'école élémentaire au lycée ». Il souhaite en outre « réévaluer » les sciences expérimentales au lycée et offrir aux élèves motivés les plages horaires nécessaires. Reste à savoir si l'accent mis sur les sciences expérimentales aboutira à modifier l'architecture actuelle des filières du lycée où dominent les mathématiques.

PHILIPPE BERNARD

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

● Quatre des favoris au rendez-vous des demi-finales ● L'Angleterre se sauve encore une fois pendant la prolongation ● Elle rencontrera mercredi à Turin, dans un choc anglo-saxon, une Allemagne un peu émoussée ● A Naples, mardi, l'Italie de Salvatore Schillaci sera opposée, dans le fief de Diego Maradona, à une Argentine très chanceuse ●



Le Cameroun par la sortie des artistes

Il aura fallu une prolongation, deux pénalités et tout le métier anglais pour éliminer Roger Milla et les siens

● Angleterre b. Cameroun après prol. : 3-2.

NAPLES

de notre envoyé spécial

Un coup de hanche à droite, un coup à gauche, la main sur le ventre et le sourire aux lèvres... Combien seront-ils, les gamins de Yaoundé, Bert ou Gennevilliers à improviser cette danse du but après chaque tir victorieux, à copier ce rituel que Roger Milla, vieux lion redevenu indomptable, leur aura enseigné en Italie ? Nombreux, assurément.

Le véritable impact d'une Coupe du monde de football se mesurant d'abord sur les terrains de banlieue, nul doute que le Cameroun et son papy, même battus par l'Angleterre (2-3), dimanche 1^{er} juillet à Naples en quarts de finale, ont marqué de leur empreinte une compétition par ailleurs bien insipide. Ces joueurs porteurs d'un destin, avaient également exploité ce compte véritablement dans ce type d'épreuve lorsqu'on la quitte trop tôt : ils ont offert matière à souvenir.

Le public napolitain ne s'y est pas trompé. Il connaît trop le football et apprécie trop la fête pour économiser ses applaudissements si les deux vont de pair. Quand, dans la foulée de leur patriarcale, les Camerounais effectuèrent un tour d'honneur sur la pelouse de San Paolo après la défaite, la foule leur réserva une salve digne des plus grands succès de l'équipe locale. Les supporters anglais eux-mêmes, pourtant si fiers de leurs anciens inventeurs du jeu, frappèrent des mains pour saluer ces Africains qui avaient bien failli les priver d'une demi-finale contre la RFA, mercredi 4 juillet à Turin.

Le Cameroun venait de vivre son jour de gloire et de tristesse, un de ces moments délicieusement troubles dont on ne sait si l'on doit les savourer ou les pleurer, comme cette

soirée de Séville, en 1982, lorsque l'équipe de France avait entretenu une victoire méritée face à la République fédérale d'Allemagne avant de s'incliner aux tirs au but. Les « Lions indomptables », eux, n'ont pas été au-delà de la prolongation. Ils ont cru tenir leur qualification, emmenés par un Roger Milla qui s'est retrouvé une nouvelle fois promu héros d'un match historique pour l'ensemble du football africain.

Il fallut attendre son entrée en jeu, début de seconde période, pour que la rencontre prenne sa véritable dimension. Les Anglais avaient bien ouvert la marque sur un coup de tête de David Platt à la suite d'un centre de Stuart Pearce (25^e minute), mais cet avantage immérité avait tout juste suffi à soutenir quelques *God save the Queen* poussifs aux cinq mille supporters britanniques parqués dans un virage. Les Camerounais, bien que privés de quatre joueurs suspendus, avaient également esquissé quelques beaux mouvements. En vain.

L'arrivée de Roger Milla allait agir comme un détonateur. Les Anglais, coupables d'un très britannique complexe de supériorité, comptaient enfin qu'ils n'étaient pas hors de danger. Et les joueurs camerounais, comme envoltés par cet avant-centre qui pourrait être leur père, croyaient en leurs chances. Ils commencèrent à pratiquer un football de grande qualité, alerte et intelligent, comme ils n'en avaient jamais produit depuis leur arrivée en Italie.

En cinq minutes, ils inversèrent le score. Une faute sur Roger Milla dans la surface de réparation, amenait un penalty transformé par Emmanuel Kunde (63^e minute). Puis, avant même que l'écho des tirs-tirs ait cessé de se répéter dans la tribune ouest, une passe de ce même Milla trouvait le Valenciennois Eugène Ekéké, qui trompait

le gardien anglais Peter Shilton. Le match prenait alors une tournure surréaliste.

Onze Anglais parmi les meilleurs joueurs du monde erraient sur le terrain napolitain, anéantis comme à l'annonce d'un deuil, face à des anonymes évoluant pour la plupart en deuxième division française. Il faut connaître l'immense fierté qui anime ce peuple de football pour tenter d'évaluer l'ampleur de l'indicible honte qui s'est abattue à ce moment précis sur le pays tout entier, de la pelouse de Naples aux pubs de Newcastle.

L'équipe corporative d'un supermarché

Cette Angleterre qui se voyait déjà championne du monde, venait d'encaisser un but d'Eugène Ekéké, buteur réputé à Valenciennes mais certainement pas à Manchester. Savait-elle même d'ailleurs que le jeune homme, ancien étudiant à l'université de Nanterre, avait fait ses armes dans l'équipe corporative d'un supermarché de la banlieue parisienne ? Les dernières minutes du match donnaient lieu à une course poursuite et il fallut plusieurs tentatives et une faute de Benjamin Masing sur Gary Lineker pour que ce dernier égalise sur penalty à neuf minutes de la fin du temps réglementaire.

La partie s'offrait donc une prolongation. Sans doute parce qu'en Coupe du monde, à Séville comme à Naples, elle est devenue l'indispensable rallonge de tout match voué à l'histoire.

Les Camerounais allaient en être les victimes malheureuses, comme avant eux les Belges contre ces mêmes Anglais en huitièmes de finale, quelques jours plus tôt, à Bologne (1-0). Alors qu'ils avaient failli en de multiples occasions inscrire le but de la victoire, ils s'in-

clinaient une nouvelle fois sur penalty, à la suite d'une faute du gardien de but Thomas N'Kono sur Gary Lineker, qui inscrivait ainsi son deuxième but de la soirée.

Le Cameroun - et à travers lui tout le football africain qui devrait compter trois représentants et non plus deux, en 1994 aux Etats-Unis - pouvait pourtant quitter la pelouse sous les vivats de la foule. A défaut de rassurer les techniciens sur le niveau d'une compétition condamnée à la médiocrité, il a apporté la touche de fantaisie indispensable à pareille réunion. Non pas dans la manière - à l'exception de François Oman Biyik et de Roger Milla, les Camerounais ont commis de nombreuses fautes - mais au moins dans l'esprit.

Tout au long du Mondial, le Cameroun ne s'est pas contenté de ridiculiser l'Argentine (1-0), de battre la Roumanie (2-1) et la Colombie (2-1) avant d'inquiéter les Anglais. Il a dribblé la logique, jonglé avec les statistiques et mis en évidence les carences du jeu trop calculateur des grands de ce monde.

Arrivés en curiosités exotiques, les Camerounais ont repartis en héros. L'Italie, les a appréciés, jusqu'à lancer de fervents « *Forza Cameroun* » à ces vendeurs ambulants, Mauriciens ou Sénégalais, surpris de cette subite affection. Elle a aimé les supporters et les innombrables amis d'origine, rassemblés en une cour bigarrée chaque jour plus nombreuse (le Monde des 24 et 25 juin) Elle a vu en Cyrille Makanaky, rasta mulâtre au sourire facile, un « *Gullit camerounais* ».

Elle a trouvé en Roger Milla, ce vénérable grognard, un facétieux papy dont les gazettes ont raconté l'aventure jusqu'en dans les villages de Calabre. Ceux où les gosses dansent désormais après chaque but.

PHILIPPE BROUSSARD

Toto, fable du Calcio

Salvatore Schillaci, fils de Palerme est devenu en trois semaines une star et le surnom le plus utilisé par tout un peuple

● Italie b. République d'Irlande : 1-0.

ROME

de notre envoyé spécial

A Toto Schillaci, l'Italie reconnaissante. En attendant d'être gravée dans le marbre, l'inscription est à la une de la presse transalpine. Le pays n'en finit pas de remercier ce « *Salvatore della patria* », buteur surprise qui a propulsé la Squadra Azzurra en demi-finale. Comme contre l'Autriche, la Tchecoslovaquie, l'Uruguay, Salvatore Schillaci a inscrit un but décisif face à l'Eire, samedi 30 juin.

En moins de trois semaines, ce Sicilien inconnu s'est fait un nom et un prénom. Mais toute l'Italie ne l'appelle plus que Toto, quatre lettres peintes ou cousues à la hâte sur les drapeaux vert-blanc-rouge, deux syllabes que l'on chante désormais à pleins poumons comme un signe de ralliement.

Ignoré, contesté, voire moqué il y a quelques semaines, Toto est aujourd'hui paré de toutes les vertus. Depuis qu'il a résolu à lui seul le problème de l'efficacité de la sélection italienne, les foules énamourées le comparent à Paolo Rossi, le canonier légendaire de 1982.

A ce Toto, qui rime si bien avec calcio, on accroche des surnoms à la pelle, tous empruntés au vocabulaire météorologique : le cyclone, la tornade, la foudre. Footballeur sans grâce avec sa coupe de bidasse fraîchement incorporé, il est promu au rôle de jeune premier. Les filles commencent même à trouver à ce vilain petit canard, perdu au milieu d'une cour de play-boys, « une tête intéressante ».

Sa tête, justement, reste froide. Il y a quelque mérite, lui qui, en moins d'un an, est passé de l'anonymat de la série B au Gotha mondial. En deux mois, il a gagné la

coupe d'Italie et la Coupe de l'UEFA avec la Juventus, puis de simple remplaçant, mal en cour de surcroît, le voilà titulaire indéboulonnable de la Squadra Azzurra.

« C'est une fable », répète-t-il à la meute de reporters qui l'assiège quotidiennement. *Je suis ébahi*. Ses yeux immenses - un regard de chasseur, de tueur, lorsqu'il croise la course d'un ballon - s'adoucissent et sourient. Le bonheur est là, la nouvelle star ne s'y vautre pas. Des mots simples lui viennent pour dissiper toute griserie : « *Je resterai un modeste qui sait d'où il vient* ».

Fais-nous rêver

Toto vient des faubourgs de la misère. Il y était encore hier. Il ne veut rien oublier ni renier. Fier de ses origines, il trouve un bagout de guide touristique pour chanter Palerme, sa ville natale. Jamais il ne manque une occasion de saluer les parents et les amis restés au pays. Dans la difficulté pour certains. « *Sans le football, j'aurais peut-être été obligé de partir en Australie ou au Canada comme mes amis d'enfance* ». Aujourd'hui, il est à Turin, grâce au flair de Gianpiero Boniperti, le recruteur de la Juve. Un exil proche, doré, mais un exil tout de même. Salvatore retournera en Sicile, c'est la seule certitude qui lui reste dans le charivari de ses sentiments actuels.

A la sortie de Palerme, le quartier populaire où est installé la famille Schillaci est devenu le centre de la ville. Aux fenêtres des HLM, des banderoles implorent : « *Toto, fais-nous rêver* ». Le père, Domenico, employé municipal, Giovanni, la mamma, les frères, les sœurs, les cousins sont des vedettes. Les seuls Schillaci, dans une ville où ce nom très commun remplit pourtant la moitié du bottin. Pour rêver, on rêve. Et le quartier ressasse les souvenirs. Angelo Chianello, le carrossier de la place Cassarelli, entraîneur à ses heures, raconte à la cantonade les (vrais) débuts de Toto au club de l'Amat (une compagnie locale de transports).

Pour motiver le gamin, il lui faisait miroiter deux mille lires (environ dix francs) par but marqué. Devenu adolescent, la prime est passée à vingt-cinq francs. Toto marchait au compteur. Buteur têtu et volontaire, il faisait ses cinquante francs par dimanche, de quoi arrondir sa maigre paie de manœuvre.

Un assureur palermitain, Mario de Luca, a été le premier coup de pouce du destin. Devenu le sponsor du club de Messina, il a arrangé en 1982 le « transfert » de Schillaci et d'un de ses copains Mancuso. Messine se voyait dotée du futur meilleur buteur de série B, mais n'en paraissait pas convaincue. Témoin, cette remarque acide de Balzano, l'entraîneur du club, à Mario de Luca : « *Mais ce sont des nains que tu m'envoies !* »

Entré dans l'équipe de Messina à la faveur de la blessure d'un titulaire, le jeune Schillaci n'en est jamais ressorti. Sauf pour troquer ses 1 200 francs mensuels contre les millions de la Juve. Il est comme ça, Toto, accrocheur et déterminé. « *J'ai la rage* », explique-t-il. La rage de prouver qu'à vingt-cinq ans, ce talent tardif n'est pas là par hasard. Non, Salvatore Schillaci n'est pas petit. Il mesure 1,75 mètre, et il est toujours prêt à monter sur ses ergots pour le clamer bien fort. Contre les grands défenseurs irlandais, il a compensé son manque de taille par une débâcle d'énergie.

De Turin à Rome, personne n'en doute plus : Schillaci est grand. « *Je ne suis tout de même pas Garibaldi* », se défend-il d'un air bouasse. Il n'empêche : sa marche sur Rome est bien engagée.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Au petit bonheur l'Argentine

Diego Maradona et les siens jouent mal et gagnent. Cela devient une habitude

● Argentine b. Yougoslavie : 0-0 après prol., 3-2 aux tirs au but.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

Sous l'averse des huées adverses, Diego, petit lutin chagrin, se dirigea sur le pas de tir des pénalités pour cette ultime et infernale loterie des quarts de finale, pendant vingt minutes, longues jusqu'à s'assourir, Yougoslavie et Argentine n'avaient rien prouvé, s'étaient amusées une fois encore à ne pas amuser, lassant des tifosi, que l'on vit même se dispenser de prolongations.

Sous un soleil de plomb, les vingt-deux bonshommes, chaussés des souliers du même métal, avaient donné le pitoyable spectacle de deux équipes attendant la tombée du jour pour laisser le sort décider à leur place sur le tapis vert de Florence. Les Yougoslaves étaient laborieux. Les Argentins furent chanceux.

Puisqu'il fallait bien un vainqueur, le quart d'heure de tirs au but vint. Premiers et derniers moments volés à la torpue générale. Alors Diego s'avança, sorti troisième du rang argentin pour cette canonade au petit bonheur la chance. Avant lui, le Yougoslave Dragan Stojkovic, attendu à présent comme le Messie par la Canebière, avait déjà hypothéqué les espoirs de son équipe contre un mauvais poteau.

Le maître allait, pour une fois, imiter l'élève. De la torpue, le stade passa à la stupeur quand il vit le petit roi argentin manquer l'aubaine comme un vulgaire manant. Une balle molle à faire tortir de rire tous les gardiens de but sous toutes les latitudes.

En une seconde, le meilleur joueur du monde, celui qui semble jouer avec le ciel, était redescendu sur terre. On crut que le destin, par

cet outrage, lui faisait un ultime pied de nez. On imaginait déjà les gros titres : « *Maradona enfonce l'Argentine !* », « *Le roi perd sa couronne !* », « *Diego en enfer !* ». Splendeurs et misères de ce culte des temps modernes. Mais il est écrit que, là-haut, le petit homme qui rit sur les terrains a, décidément, du répondant.

Comme devant le Brésil, la chance allait une fois encore tenir à adresser son dernier clin d'œil aux Argentins. Par deux fois, Yougoslaves mirent dans ce casino de Florence la boule de travers. L'Argentine sortait victorieuse de cette mauvaise bataille et le roi Diego, cinq longues minutes déposé, pouvait remonter sur son trône et braver à nouveau, torse nu, tous ses sujets dans une danse muguette.

Cinq minutes qui furent sans doute les plus atroces pour lui, car, assis dans le rond central de ce terrain d'infortune, il put sonder la vanité de cette vie de champion, la vanité des foules en transe. L'infime distance qui va des honneurs les plus fous aux déshonneurs les plus meurtriers. Ce penalty raté aurait pu rester, une fois pour toutes, l'affront de sa vie. Le sort en décida autrement.

Depuis le début de ce Mondial, Diego Maradona ne cesse de répéter qu'il croit aux miracles, que son équipe est, somme toute, moins forte qu'en 1986 mais qu'elle n'a qu'à se contenter de pousser le ballon et que Dieu fera le reste. Et Maradona fera le reste, ont compris depuis toujours tous les pratiquants argentins.

Mardi 3 juillet, Diego retrouvera son temple de Naples pour défier, avec ses dix célébrants, l'Italie. Un déchirement insensé pour tous les Napolitains, tiraillés entre l'honneur du drapeau et celui de leur Maradona. Dieu y reconnaîtra sans doute les siens !

DANIEL CARTON

Les soldats de plomb du « Kaiser »

La victoire allemande, pour incontestable qu'elle ait été, a masqué certaines défaillances physiques

● RFA b. Tchecoslovaquie : 1-0.

MILAN

de notre envoyé spécial

Panne sèche. Le « Panzer » s'est arrêté net. Après une heure de jeu dans la fournaise de San-Siro, Lothar Matthäus, surnommé ainsi en dépit d'un gabarit modeste, a marqué le pas, abandonné sa manivelle sur le match. Il n'a pas déserté, mais s'est mis en réserve.

Alors, la rutilante machine de guerre du « Kaiser » Franz Beckenbauer a toussoté, craché et finalement calé. Ses braves soldats sont devenus de plomb. Jürgen Klinsmann, comme agité par un ressort en bout de course, ne réussissait plus rien de bon. La mine consternée de l'entraîneur allemand en fin de match en disait long sur la fatigue du dernier quart d'heure. Même le poussif tandem d'attaquants tchèques, Kubik et Skuhravy - plusieurs tonnes à eux deux - semblaient avoir retrouvé quelque élan dans l'assouplissement général.

Lothar Matthäus est une pièce maîtresse du système de jeu allemand. S'il porte le numéro dix en sélection comme à l'inter de Milan, impossible de le comparer à Platini ou Maradona. Le joueur allemand n'est pas un meneur de jeu, c'est un meneur d'hommes. Par son activité incessante, sa capacité à accélérer, cet athlète donne le rythme au match.

Du rythme, ce RFA-Tchecoslovaquie n'en a pas manqué jusqu'à l'éclat de Lothar. En première mi-temps, les pénétrantes attaques allemandes ont causé

de multiples voies d'eau sous la ligne de flottaison tchèque. L'équipe de Venglos, dont l'organisation tactique avait éprouvé plus d'un technicien ces derniers temps, vivait un cauchemar. Les seules manœuvres qu'elle pouvait tenter étaient de diversion.

Comment arrêter Guido Buchwald et Uwe Bein, Matthias et Littbarski, Klinsmann et Riedle, béliers projetés à coups redoublés contre une défense meurtrie ? Helmut Kohl, l'arbitre autrichien, devait distribuer les cartons à poignées, comme de vulgaires marks-Est. A deux reprises, Ivan Hasek, puis Michel Bielek, sautaient sur la ligne. Mais, de naufrage il n'y eut pas, et c'est finalement par le plus petit des scores que la RFA a gagné sa place en demi-finale. Pressés par un rush de Klinsmann, Chovanec et Straka provoquèrent un penalty, transformé par Lothar Matthäus (24^e minute). Ce fait d'armes aurait dû sonner la débâcle tchèque.

Selon Franz Beckenbauer « Matthäus est le meilleur »

L'Allemagne paraissait au sommet de son art. Depuis le début du Mondial, l'équipe semblait avoir trouvé ce qui lui manquait encore à l'Euro 88 : un patron. Matthäus, alors au Bayern de Munich, avait déçu Beckenbauer par son inconscience. Son séjour dans le calcio lui a fait le plus grand bien. Il se plect à l'inter de Milan, dont la rigueur est toute germanique.

Trappatoni, le sévère entraîneur milanais, lui a imposé une place sur le terrain. Avec son cœur qui bat à 43 pulsations

à la minute (comme Fausto Coppi, ont noté les médecins du club), il est l'indispensable piston qui remonte tous les ballons. Sa technique des deux pieds lui permet, en prime, de conclure victorieusement certaines de ses chevauchées.

« Il est le meilleur », avait diagnostiqué Beckenbauer avant de l'introniser. Accepté et respecté, y compris par les joueurs qui contestaient hier encore ses qualités de footballeur et son caractère ombrageux, Lothar Matthäus a été un bon général pour ce début de campagne. Le « Kaiser », dont il est le conseiller le plus écouté, lui reconnaissait surtout « des progrès dans la concentration ». Sa satisfaction était de le voir actif et utile pendant les quatre-vingt-dix minutes d'un match. Sa baisse de régime à la fin de la rencontre contre la Tchecoslovaquie est-elle un simple accident, un coup de chaleur auquel il faudra accorder les circonstances exténuantes ?

C'est en tout cas le premier raté d'une trajectoire impeccable. Sur les terrains, les Allemands impressionnaient par leur puissance. Dans la coulisse, ils surprenaient par le sérénité du groupe. Pas une rixe n'est venue troubler leur résidence d'Erbe. Pas le moindre écho de ces discordes dont ils étaient coutumiers jadis. Franz Beckenbauer est aujourd'hui furieux que son équipe ait montré en public un instant de faiblesse, une faille infinitésimale qui pourrait donner prise à la confiance de l'adversaire.

J.-J. B.

Jazz

Europe 2



Heineken

JAZZ

Festival

DU 4 AU 10 JUILLET 1990

EN EXTERIEUR

<p>4 JUILLET 21 H 30</p> <p>JACK DEJOHNETTE HERBIE HANCOCK DAVE HOLLAND PAT METHENY</p> <p>5 JUILLET 20 H</p> <p>TRIO ELÉTRICO JOYCE Quartet MARGARETH MENEZES TITO PUELLE avec CELIA CRUZ</p> <p>6 JUILLET 20 H</p> <p>BIRELLI LAGRENE CAMARON DE LA ISLA IOVANNI PACO DE LUZIA TRIO JOHN MAC LUGHLIN</p> <p>7 JUILLET 21 H 30</p> <p>SERGE FORTE MICHEL PETRUCCIANI STAN GETZ</p>	<p>8 JUILLET 21 H 30</p> <p>MICHEL CAMILO GARY BURTON Quintet DIZZY GILLESPIE United Nation VII-Star Orchestra</p> <p>9 JUILLET 21 H 30</p> <p>YELLOW JACKETS BOB BERG et MIKE STERN Quartet BRANFORD MARSALIS Quartet</p> <p>10 JUILLET 21 H 30</p> <p>CHAMPION JACK DU PREE JOHN HAMMOND JOHN LEE HOOKER and the Coast to Coast Blues Band</p>
---	---

Chaque jour 18 H 30
APERO-JAZZ
Avec les découvertes
du festival, l'accès gratuit

RESERVATIONS* : 48.03.22.00. COLLECTIVITÉS : 43.21.58.18.
LOCATIONS : 3 FNAC VIRGIN MEGASTORE, BILLETTEL.
AGENCES 36-15 LIBÉ.

La Grande Halle de la Villette - M^e Porte de Pantin

Halle That Jazz
la grande halle

CINÉMA

CENTRE
GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Le Cinéma des pays nordiques : le Voyageur pour l'Angleterre (1946, v.o. s.f.), de Toralf Sandø, 14 h 30 ; Un homme ne peut être volé (1978, v.o. s.f.), de Jörn Donner, 17 h 30 ; Les Noces de Palo (1934, v.o. s.f.), de Friedrich Dattelsheim, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

OH, OÙ ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER NOIRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr., v.o.) : Max Linder Panorama, 5 (48-24-88-88).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14 (43-20-89-52).

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept. Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathe Français, 9 (47-70-33-88).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 6 (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (42-67-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maffiot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 2 (45-74-94-94) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Wepler II (ex-images), 18 (45-22-47-94).

AU BONHEUR DES CHIENS (It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16).

BLANCHE NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

BLUE STEEL (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Public Mémorial, 8 (43-59-38-14) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : La Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept. Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-28-80) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CELIUS FLAMMIUS (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 6 (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; UGC Maffiot, 17 (40-68-00-16) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01).

DARK ANGEL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10. TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 11. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 12. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 13. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 14. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 15. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 16. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 17. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 18. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 19. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 20. TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

AGENDA

LUNDI 2 JUILLET

58-00 : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10. TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 11. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 12. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 13. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 14. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 15. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 16. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 17. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 18. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 19. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 20. TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10. TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 11. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 12. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 13. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 14. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 15. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 16. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 17. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 18. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 19. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 20. TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOULERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOKTERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

21 Rhône-Poulenc signe un accord avec l'URSS
Crise sur le marché de l'acrylique

21 La réduction du temps de travail
23 à 26 Champs économiques

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Air, mer : grèves de vacances

C'est rituel. Dès qu'arrivent les périodes de vacances ou les « ponts », les conflits sociaux entre l'Etat ou les dirigeants d'entreprises publiques et les syndicats, longtemps contenus ou occultés, s'exacerbent. Avec, pour « victimes innocentes », les usagers par ailleurs contribuables...

Début juin, les marins et officiers du car-ferry Fiata, ont empêché la SNAT, filiale de la SNCF, de mettre en service son navire, alors que s'ouvrait la saison touristique ; et pendant deux semaines ils ont bloqué les passerelles d'embarquement à Calais, premier port du continent pour le trafic de voyageurs. Grâce au talent du médiateur, Gilles Bélier, ils ont heureusement accepté dimanche 1^{er} juillet de lever le blocus, permettant aux ferries de Sealink et de P and O de reprendre leurs rotations à travers la Manche. Même si, sur le fond, le conflit demeure à propos des horaires de travail à bord et des congés, une éclaircie pointe et personne ne se plaindra de ce geste de raison.

Mais à peine l'horizon maritime se dégage-t-il que les nuages s'accroissent du côté des aéroports. Une fois de plus, les contrôleurs aériens du centre régional d'Athis-Mons (Essonne) sont appelés à se mettre en grève, le 3, le 4 et le 5 juillet par la CGT, minoritaire dans cette catégorie de personnel. Ici, le conflit est insoluble puisque ce syndicat prend prétexte de la pénurie réelle d'atouts du ciel pour demander une augmentation salariale de 3 000 à 5 000 francs par agent (qui perçoivent de 15 000 à 17 000 francs par mois), difficile à accorder surtout après les importantes revalorisations consenties l'an dernier. Le vrai problème de la formation de nouveaux contrôleurs est occulté par cette revendication d'autant plus populaire parmi la base que celle-ci se sent en position de force. L'augmentation du trafic aérien semble durablement accrochée à un rythme annuel de 10 % et les autorités mettent vite les pouces en cas de conflit.

Les pouvoirs publics ne pourraient-ils faire preuve d'initiative à partir du moment où ils savent qu'ils auront à affronter une grève dangereuse ? Les usagers seraient heureux de ne pas faire les frais de l'alliance de la passivité et du corporatisme.

Al. F. et F. Gr.

Après l'accord Etats-Unis-Japon

Les Américains se montrent sceptiques sur la fin des différends commerciaux avec Tokyo

L'actualité est parfois empreinte d'ironie. Le jour même où les négociateurs américains et japonais se félicitaient mutuellement de « l'accord historique » conclu à Tokyo et mettant fin – en principe – aux différends commerciaux surgis entre les deux pays, allant notamment dans le sens d'une ouverture du marché nippon (le Monde du 30 juin), les chaînes de télévision japonaises projetaient le 28 juin l'image d'un important homme d'affaires américain venu faire reconnaître ses droits au Japon et s'élevait vertement contre le protectionnisme pratiqué dans ce pays.

NEW-YORK.

de notre correspondant

Des deux côtés du Pacifique, les téléspécialistes ont pu prendre part à la colère de M. T. Boone Pickens, le célèbre « milliardaire » texan parti il y a plus d'un an à la conquête de la firme japonaise Koito, spécialisée dans les pièces détachées pour automobiles, et qui, en dépit de ses titres de propriété – avec 26,4 % du capital, il est le plus important actionnaire – se voit toujours refuser l'entrée au conseil d'administration.

Venu présenter ses lettres de créances aux actionnaires de Koito réunis en assemblée générale à Tokyo, M. Pickens a vu ses exigences repoussées l'une après l'autre, et il est reparti bredouille après avoir réalisé un excellent « coup » médiatique.

Vus de New-York ou de Washington, les déboires de ce spécialiste des

opérations financières spéculatives à l'égard des entreprises américaines illustrent si bien le scepticisme qu'éprouvent les milieux d'affaires américains quand ils voient Tokyo s'engager à ouvrir davantage ses portes à l'investisseur ou à l'industriel étranger.

Ce sujet, qui fait partie des nombreux points évoqués dans le document de cinquante-sept pages consacré aux « obstacles structurels » qu'il convient de lever (Structural impediment initiative), suscite notamment d'importantes réserves aux Etats-Unis, malgré les pages de satisfaction données par M. George Bush dès la signature de l'accord.

Tout comme le premier ministre nippon, M. Toshiki Kaifu, le chef de la Maison Blanche savait que tous deux devaient conclure avant le sommet des pays industrialisés qui doit s'ouvrir dans moins d'une semaine à Houston (Texas).

Des arrière-pensées de politique intérieure

De plus, M. Bush a des arrière-pensées de politique intérieure. En écrivant, non sans raison, à Tokyo, que son administration s'engage à essayer de comprimer le déficit budgétaire américain et à réduire la dette gouvernementale, il avalué au plan international sa décision, annoncée deux jours plus tôt (du bout des lèvres...) d'augmenter les impôts. Ce « timing » savamment calculé n'a échappé ni à la classe politique ni aux businessmen.

« Cet accord n'aura que peu d'effet sur la réduction du déficit commercial américain. Il sur la mise à l'écart systématique des industries américaines au Japon », assure M. Richard Gephardt, leader (démocrate) à la

Chambre des représentants, après la fin des longues négociations engagées entre les deux pays. Très prudent, le secrétaire américain au commerce, M. Robert Mosbacher, abonde dans le même sens. « Le moment n'est pas venu de crier victoire. Cet accord constitue simplement une étape et rien de plus », devait-il déclarer.

Tout comme les parlementaires et certains membres de l'entourage présidentiel, les milieux d'affaires s'interrogent sur la façon et sur les délais qui permettront aux Etats-Unis de réduire leur déficit commercial à l'égard du Japon, lequel a atteint 49 milliards de dollars en 1989 (après 50 milliards depuis 1986), d'autant que les derniers chiffres en leur possession, ceux du mois de mars publiés il y a quelques jours, font état d'une légère aggravation de ce déséquilibre.

A plus long terme, indépendamment des récents engagements nippons, on ne voit pas très bien ce qui pourrait empêcher ce déficit de croître tant que le yen se maintiendra à son cours (peu élevé) actuel face au dollar.

Paradoxalement, Tokyo a annoncé le 29 juin une baisse de plus de moitié de son excédent au mois de mai dernier par rapport à l'année précédente (1,46 milliard de dollars contre 3,44 milliards précédemment pour sa balance des paiements courants, qui comprend les échanges de biens et de services).

Depuis quelques mois, la tendance est à la baisse. Mais, exprimée en volume, cette balance reflète une autre réalité : l'augmentation régulière des ventes du Japon à l'étranger.

SERGE MARTI

Selon son PDG, M. Agnelli

Fiat s'attend à une baisse de ses résultats en 1990

A cause de la réévaluation de la lire italienne et d'une hausse de ses investissements de 40 %, Fiat obtiendra en 1990 des résultats inférieurs à ceux de l'an passé (3 300 milliards de lire ou 15,2 milliards de francs), a indiqué son PDG, M. Agnelli, le vendredi 29 juin, au cours de l'assemblée générale des actionnaires.

TURIN

de notre envoyé spécial

« Fiat est un groupe sain, a exposé M. Giovanni Agnelli, avec un métier central, l'automobile, un bon niveau de diversification dans d'autres secteurs et avec une maîtrise de ses technologies et ses marchés. Avec une hausse de 17 % de son chiffre d'affaires à 52 000 milliards de lire (239 milliards de francs) et de 10 %

de ses bénéfices, le groupe a réalisé « l'année la plus brillante de son histoire ». Mais cela ne suffit pas face à une concurrence agressive et au besoin de mondialisation de nos usines et de nos ventes », ajoute M. Agnelli.

Le groupe devra accélérer sa politique de redéploiement par alliances. Dans l'automobile, il va construire une usine avec les Algériens et une autre avec les Soviétiques – « la plus grande du monde ». Pour les camions, Fiat a signé deux accords, en Yougoslavie et en Turquie. Rien n'est dit sur les négociations conduites avec l'américain Chrysler.

Parallèlement, Fiat, a annoncé son PDG, va procéder à une hausse spectaculaire de ses investissements, qui passeront de 3 400 milliards de lire en 1989 à 5 000 milliards en 1990 (23 milliards de francs), et de son effort de recherche-développement, qui grimpera de 1 800 à 2 400 milliards de lire (11 milliards de francs).

Le groupe y consacra au total

plus de 12 % de son chiffre d'affaires, qui atteindra 60 000 milliards de lire. L'objectif est de franchir la barre des 100 000 milliards en l'an 2000. Dans l'immédiat, le constructeur souffrira de la « hausse du coût du travail », consécutive à la réévaluation d'une lire au plus haut dans le SME.

Evénement inédit : l'état-major a dû affronter les écologistes de la Ligue de l'environnement, qui se sont déjà fait remarquer lors des assemblées du chimiste Enimont et du téléphoniste SIP. Une bonne vingtaine de Verts, ayant acquis des actions, ont mobilisé le micro pendant plus de trois heures, dénonçant les excès de l'automobile.

Patient, M. Agnelli leur a répondu qu'il affrontait d'énormement. La pollution automobile semble devenue telle dans les grandes villes de la péninsule que même Fiat n'est plus sûr de faire la loi dans son royaume.

E.-L. B.

Un axe Strasbourg-Douala

La coopération Nord-Sud entre les villes s'accroît

Le ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier, a ouvert le 29 juin à Strasbourg, les assises régionales de la coopération décentralisée Nord-Sud. D'autres réunions similaires auront lieu à Lille et à Toulouse et seront clôturées les 19 et 20 novembre, à Rennes par des assises nationales.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Devant l'ampleur des besoins d'aide de toutes sortes des pays du tiers-monde et surtout de ceux d'Afrique subsaharienne, et profitant des compétences et initiatives multiples des collectivités locales depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation, le gouvernement veut associer de plus en plus étroitement les villes, départements et régions à sa politique de coopération.

Outre les financements qui peuvent provenir d'autres ministères (affaires étrangères, agriculture, équipement, éducation nationale, finances), le ministère de M. Pelletier a fait passer les crédits d'Etat affectés à la coopération initiée par les collectivités locales de 8 millions de francs en 1988 à 22 millions cette année. Les projets peuvent être subventionnés jusqu'à 50 % par le Fonds d'aide de la coopération (FAC).

Parmi les régions les plus en pointe dans ce domaine, l'Alsace figure en bonne place, qui a créé il y a quatre ans l'Institut régional de coopération et de développement (IRCOD) dont les trois quarts des crédits sont orientés vers le Cameroun, et notamment Douala, une métropole dont la population augmente annuellement de cent mille personnes par an, soit l'équivalent d'une ville comme Mulhouse.

Entraide en circuit court

Cette ville et la communauté urbaine de Strasbourg ont pris en charge la voirie, l'assainissement, l'organisation des transports, la formation des techniciens, et l'administration municipale de Douala érigée ici aussi en communauté urbaine, ainsi que la formation des prébites en liaison avec l'Institut de droit canonique de Strasbourg.

Cette forme d'entraide en circuit court, et de technicien à technicien, semble plus efficace que les procédures lourdes d'Etat à Etat et donne lieu à des dons, d'« équipement », selon le mot de M. Pelletier, des crédits et des dons, c'est-à-dire en clair de détournement des fonds. Mais elle n'est pas exempte d'échecs.

Un ingénieur de la ville de Strasbourg a pu constater, il y a quelques semaines, lors d'une mission d'évaluation, que l'atelier d'entretien du parc de véhicules de Douala était « dans un état lamentable et qu'il n'existait aucun système de suivi du

matériel et du personnel ». Un haut fonctionnaire de Mulhouse a déclaré : « Pour l'assainissement, il faut commencer par le B.A.-B.A. Soyons terre à terre, voulons informatiser le bordel ou le néant est complètement idiot ! »

D'autres exemples de coopération, dans les domaines de la gestion urbaine, ont été cités, qui, pour être généraux ou charitatifs, donnent souvent des résultats inégaux. Angers s'est par exemple beaucoup investi pour aider Bamako, la capitale du Mali, et y remettre en état un centre de santé. Lille s'occupe des déchets urbains à Rio de Janeiro et des quartiers les plus pauvres à Quito en Equateur. Grenoble cherche à implanter un réseau de tramways à Salvador de Bahia. L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'île-de-France continue à conseiller Pékin pour les transports mais, en revanche, après plusieurs années de présence, va probablement cesser sa coopération avec le

Quatre décisions

Les départements et les régions ne sont pas en reste : les Côtes-d'Armor avec le gouvernement de Gabès en Tunisie dans les domaines aquacole et agricole, le Loiret avec le Rwanda (formation de cadres municipaux), la Lorient (ville et professionnels de la pêche) avec Conakry en Guinée, le Nord-Pas-de-Calais avec le Sénégal, Montreuil avec Veimmaré au Mali pour faciliter le retour des immigrés dans leur pays, l'Ille-et-Vilaine avec Moggi, une ville du Mali, pour l'apui aux artisans spécialisés dans le travail des métaux.

M. Pelletier, qui a créé il y a un an une commission de la coopération décentralisée pour le développement, composée paritaires de élus locaux et de représentants de l'Etat afin d'harmoniser le fonctionnement des projets et en faciliter la réalisation, a annoncé que le projet de loi Joxe-Baylet sur l'organisation territoriale de l'Etat, allait légaliser officiellement cette instance.

Il a, en outre, annoncé quatre décisions : la possibilité pour l'Etat d'utiliser, moyennant paiement, les services techniques des villes pour sa propre politique de coopération ; la diffusion systématique auprès des collectivités locales de tous les procès-verbaux des réunions des comités d'orientation du ministère de la coopération ; la préparation d'un projet de loi sur « le congé de solidarité » permettant aux fonctionnaires territoriaux d'être détachés six mois en Afrique ; l'installation à Strasbourg du secrétariat général du programme « Volontaires européens du progrès » (VEP), organisme à l'origine franco-allemand auquel vont se joindre des techniciens espagnols et portugais.

FRANÇOIS GROSCHARD

Le rapport sur les comptes de la nation

Davantage d'emplois stables en 1989

Le rapport sur les comptes de la nation a été présenté par l'INSEE le lundi 2 juillet.

La croissance devient de plus en plus riche en emplois, 280 000 ayant été créés en 1989, soit 60 000 de plus qu'en 1988. Les entreprises de l'industrie continuent cependant à se contracter et les délais d'ajustement à la hausse des effectifs en fonction de l'activité se raccourcissent.

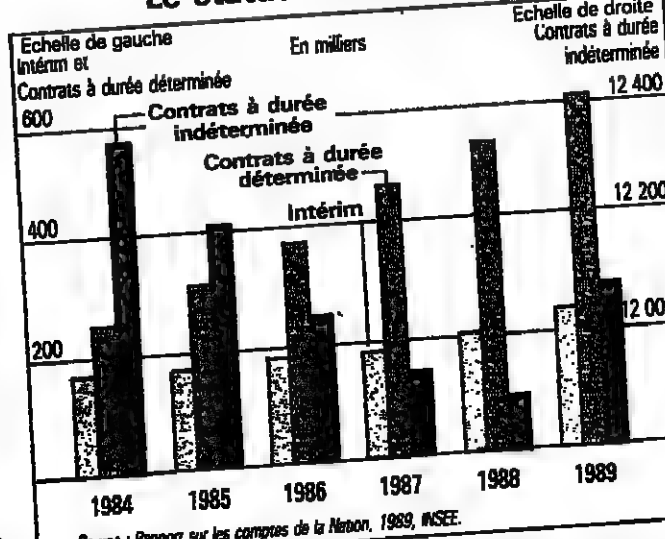
Le grand changement provient surtout de la nature même de ces emplois, qui sont plus stables que par le passé, où l'on procédait surtout à l'embauche d'une main d'œuvre d'appoint. Stages, intérim et contrats à durée déterminée se sont globalement stabilisés et représentent toujours 6 % des emplois salariés, les employeurs ayant tendance à utiliser ces formes d'emploi comme des périodes d'essai.

Un contrat à durée déterminée

sur deux débouche ensuite sur un recrutement définitif. Tous les statuts d'emploi ont augmenté mais ce sont les emplois à durée indé-

terminée qui ont le plus profité de la situation tandis que l'on assiste à un ralentissement de la croissance de l'intérim et des contrats à durée

Le statut des salariés



Source : Rapport sur les comptes de la Nation, 1989, INSEE.

déterminée. En revanche, la sélectivité de cette reprise se confirme puisqu'elle ne permet pas le retour dans le travail des chômeurs de longue durée, particulièrement les plus âgés. Le nombre de chômeurs, d'ailleurs, n'a diminué que de 60 000 en 1989.

En 1989, la croissance a été un peu moins tirée par l'investissement (qui a cru au rythme satisfaisant de 7 % l'an dernier, après la hausse exceptionnelle de 12 % en 1988) et un peu plus par les ventes de biens et de services à l'étranger.

Les exportations ont augmenté de 11,3 % l'an dernier, mais n'ont pas réussi à stopper l'aggravation du déficit du commerce extérieur (43,8 milliards en 1989 contre 32,9 milliards en 1988).

► 1989 : « Une économie plus forte, Rapport sur les comptes de la Nation », INSEE, 130 francs.

3^{ème} CYCLE SPÉCIALISÉ

Filière M.B.A.
Filière Management Avancé
Filière Marketing Pharmaceutique
Filière Ingénierie d'Affaire Internationales

Réservé aux : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, Architectes, I.E.P., Maîtres, D.E.A., Expérience Professionnelle...
Admission sur titres.



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Rattachement Libres d'Enseignement Supérieur
123, rue de Valenciennes - 75116 Paris
Téléphone : 48 53 00 00 d'août à décembre
Dominique BERNARD
MONTREUIL 75 16 ISG

سكزا من الاجل

هكذا من الاجل



Le Groupe GAN augmente son capital. Un patrimoine immobilier de 1,2 million de m² J'achète plutôt deux fois qu'une.

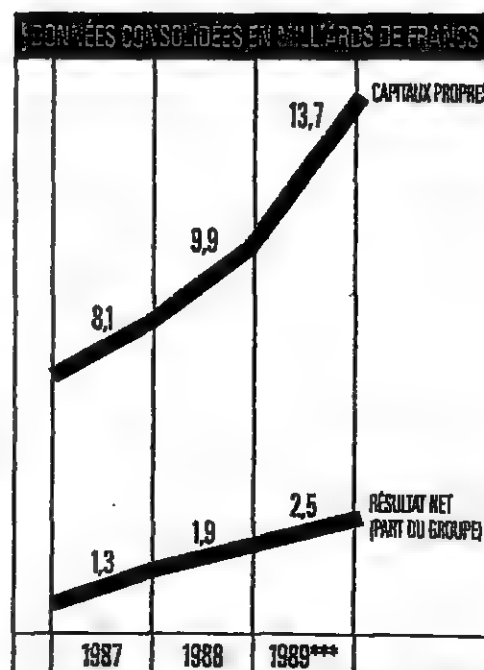
Le GAN et le CIC forment aujourd'hui le Groupe GAN, premier groupe européen de Banc-assurance. L'association de deux métiers complémentaires permet au Groupe GAN d'exploiter au mieux les synergies financières et commerciales et de faire bénéficier tous ses clients, partenaires et actionnaires de cette nouvelle force.

Aujourd'hui, 539 milliards de francs de total de bilan, 220 milliards de francs d'actifs gérés et 1,2 million de m² de patrimoine immobilier assurent la solidité financière. En 1989, 13,7 milliards de capitaux propres en augmentation de 38 %, 2,5 milliards de francs de résultat net en progression de 27 %, démontrent le dynamisme des résultats.

Le Groupe GAN augmente son capital afin de se doter des moyens financiers nécessaires à l'accélération de son développement. C'est une opportunité unique d'investir dans la Bancassurance. Avec le Groupe GAN l'énergie d'un grand projet se lève. Informations Minitel: 36.15 Code CD * GAN.

Modalités de l'opération. Augmentation de capital de F 335.656.156 à F 377.613.194, par l'émission de 1.133.974 actions nouvelles de F 37 nominal, assorties chacune d'un bon de souscription d'actions. Prix d'émission: F 2.150. Jouissance: 1^{er} janvier 1990. Exercice des bons: deux bons de souscription donnent droit à tout moment jusqu'au 15.12.1993 à la souscription d'une action GAN au prix de F 2.150. **Priorité de souscription réservée aux actionnaires:** du 25.06.1990 au 05.07.1990 inclus, à raison d'une action nouvelle pour 8 actions anciennes. **Lieux de Souscription:** chez votre intermédiaire financier habituel. **Souscription du public** du 25.06.1990 au 11.07.1990 inclus avec possibilité de clôture anticipée sans préavis. **Place de cotation:** Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris.

Une note d'information complète* et une note d'information abrégée** sont disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers. * Visa CDB n° 90-256 en date du 21 juin 1990. ** Visa CDB n° 90-256 A en date du 21 juin 1990. BALO du 25.06.1990. *** intégration globale, pour la première fois en 1989, de la Compagnie Financière de CIC



L'énergie
de tous
les projets

gan

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Signature d'un accord-cadre

Rhône-Poulenc prend en gérance la lutte contre la pollution chimique en URSS

En vue de réduire la pollution de son industrie chimique mais aussi de renforcer la sécurité dans les usines de ce secteur, le gouvernement soviétique vient officiellement de demander l'aide de Rhône-Poulenc.

MOSCOU

(de notre envoyé spécial)

M. Jean-René Fourton, PDG du numéro un français de la chimie, passé depuis peu à la huitième place mondiale, a signé la semaine dernière à Moscou avec M. Nikolai Lavenov, président du Comité d'Etat de l'URSS pour la science et la technique (GKNT) (1), un accord-cadre de coopération pour la protection de l'environnement et des installations chimiques en Union soviétique.

C'est la première fois qu'une firme occidentale conclut en Union soviétique un accord d'une aussi large portée. Dans le droit fil de la perestroïka, les Soviétiques, qui paraissent avoir retenu la leçon de Tchernobyl, vont ouvrir leur usines à des étrangers. Du jamais vu en URSS : les experts de Rhône-Poulenc, en collaboration avec les experts soviétiques, procéderont à

des audits d'exploitation des sites industriels, de manière à déterminer les voies et moyens à mettre en œuvre pour réduire ou éliminer la pollution. L'accord comprend un second volet pour la formation du personnel. Plus généralement, sa mise en œuvre permettra à la firme française de valoriser dans le pays son savoir-faire, sa technologie et ses matériels.

Si l'administration soviétique, toujours lente à réagir, ne ralentit pas trop le processus d'ouverture, les retombées pour Rhône-Poulenc devraient être importantes. Cet accord devrait, en particulier, donner au groupe français l'occasion de recréer en URSS, installée à Moscou depuis vingt ans, un événement célébré en présence de M. Fourton, Rhône-Poulenc avait intensifié ses efforts de pénétration dans le courant des années 70 sur l'insistance de M. Renaud Giller, son président à l'époque, par ailleurs lui aussi d'un renforcement des liens économiques avec l'URSS.

Depuis les six dernières années, cependant, faute de nouveaux très grands contrats, le rythme des échanges entre la firme de Courbevoie et son partenaire soviétique avait connu des hauts et des bas. Il avait

atteint un sommet en 1985, où Rhône-Poulenc avait vendu pour 945 millions de francs de produits à l'URSS et lui en avait achetés pour 312 millions. Mais un sérieux ralentissement était apparu dès 1986 (340 millions de francs côté Rhône-Poulenc, 140 millions de l'autre) avant que le rythme s'accroisse de nouveau. L'an dernier, le chiffre d'affaires de Rhône-Poulenc en URSS s'était élevé à 630 millions de francs et ses achats à 80 millions, laissant un solde net de 550 millions de francs.

Des hauts et des bas dans les échanges

Au-delà du schéma simpliste, celui du « gentil chimiste français » apportant son aide au grand frère soviétique pour lutter contre la pollution, ce quatrième accord, après ceux de 1976, 1980 et 1988, a défini les modalités des échanges mais aussi des ventes de licences (chimie de base, agrochimie, nutrition animale). Il permettra à Rhône-Poulenc de renforcer notablement son image en URSS.

Rhône-Poulenc aura aussi l'occasion de connaître exactement l'état de l'outil chimique soviétique. Elle pourra ainsi se préparer à répondre

aux besoins de la réhabilitation industrielle, dont le coût ne peut être chiffré mais qui s'élèvera sans nul doute à des centaines de millions de francs. Cet accord facilitera la redéfinition en cours du troisième accord général entre Rhône-Poulenc et le ministère de la chimie soviétique pour la période 1990-2000. Il favorisera aussi l'éclosion de nouveaux projets de coopération industrielle et commerciale actuellement à l'étude. Même si le problème des impayés (70 millions de francs), abordé par M. Fourton avec M. Lev Voronine, premier vice-président du conseil soviétique, reste latent avec le manque de devises dont souffre l'URSS.

En pharmacie, Rhône-Poulenc compte faire une percée significative. M. Fourton a fait don à l'Union soviétique d'un colis de médicaments d'une valeur de 2 millions de francs. Ce geste est symbolique de l'intérêt porté par Rhône-Poulenc au marché pharmaceutique soviétique d'un poids potentiel de 45 milliards de dollars et dont moins du dixième a jusqu'ici été exploité.

ANDRÉ DESSOT

(1) Organisme d'Etat chargé des échanges de technologie avec l'Occident.

Crise sur le marché de l'acrylique

Le groupe Courtaulds va fermer son usine de Calais

Le groupe britannique Courtaulds a confirmé le vendredi 29 juin, devant les élus du comité d'entreprise de Courtaulds Fibres SA à Calais sa décision de fermer cet établissement qui emploie près de 500 personnes. Un plan social a été présenté aux syndicats qui contestent le bien fondé de cette fermeture et en soulignant la gravité pour la région.

Les Calaisiens vivent au rythme de la crise de l'acrylique. Avant l'annonce de la fermeture de leur usine, les salariés de Courtaulds ont déjà vécu plusieurs plans de restructuration : de près de 2 000 salariés en 1980, les effectifs sont tombés à 487 aujourd'hui. Les usines installées en Grande-Bretagne et en Espagne, et l'établissement de Calais (50 000 tonnes par an environ) sont les trois unités de production d'acrylique de Courtaulds. Cette firme qui a séparé ses activités textiles et chimie en deux sociétés différentes (Le Monde du 1^{er} novembre 1988) réalise un chiffre d'affaires total de 19 milliards de francs.

En dépit de sa marque vedette Courtaulds, le groupe britannique a des difficultés pour résister à la crise de l'acrylique. « Au cours des trois dernières années, on a assisté à un véritable effondrement du marché », explique M. Roland Troy, président du Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques. Pour deux raisons essentielles : la baisse de la consommation du fil à tricoter et l'arrêt par la Chine populaire de ses importations.

Résultat : en Europe, les excédents de production sont estimés à 150 000 tonnes sur une production de 600 000 tonnes et des capacités évaluées à 800 000 tonnes. Cette situation aggravée par les importations en provenance des pays à bas salaires ou qui pratiquent le dumping provoque une redistribution des cartes entre les trois grands producteurs européens que sont la nébuleuse italienne SNIA Viscosa et Montefibre, l'allemand Bayer et le britannique Courtaulds.

Face à cette restructuration de grande ampleur, les contre-propositions des salariés de Calais qui plaident pour un maintien d'une activité même réduite risquent bien de ne pas peser lourd.

FRANÇOISE CHIROU

SOCIAL

La saturation des capacités de production oblige à trouver des solutions

La réduction du temps de travail, une idée qui refait surface

Dévalorisée par l'expérience de 1982, la réduction du temps de travail semblait avoir rejoint les oubliettes de l'histoire, socialiste. Mais voilà que l'idée revient sous la pression conjuguée de l'actualité, des nécessités économiques, liées cette fois à la production, et de la concrétisation, imminente, des mesures incitatives prévues par le gouvernement dans son plan emploi de septembre dernier. Un débat parlementaire a même été prévu pour faire le point sur ce sujet... (le Monde du 22 juin).

Un détail, cependant. Entre-temps, il n'est plus question que l'aménagement du temps de travail, d'allongement de durée d'utilisation des équipements. C'est à dire qu'on a abandonné la logique originelle de partage du travail.

En signant un accord sur les trente-cinq heures hebdomadaires, le patronat allemand de la métallurgie en a surpris plus d'un qui croyait la réduction du temps de travail abandonnée, depuis que le passage aux 39 heures en France, en 1982, s'était soldé, au

de nuit. Que se passe-t-il ? Sans généralité excessive, nombre d'employeurs ont trouvé cette réponse pour allonger la durée d'utilisation des équipements et ainsi inventer une parade à la saturation de leurs capacités de production, incapables de fournir la demande.

Il leur fallait s'adapter à une période de croissance, et augmenter leur compétitivité en élargissant leurs marges de souplesse, notamment par la modulation des horaires ou le travail en semi-continu et en continu. Dès lors, dans un contexte économique donné, la réduction du temps de travail devient une contrepartie à l'aménagement et à la réorganisation du temps de travail. On est loin du raisonnement du temps de crise qui faisait de la diminution de la durée du travail un moyen d'en promouvoir le partage, afin de lutter contre le chômage.

Progressivement engagée

Ce mouvement, sensible à l'étranger, se retrouve plus discrètement en France, pour les mêmes raisons et avec les mêmes objectifs, davantage économiques que sociaux, ou l'un obligeant à des concessions sur le terrain de l'autre. L'actualité récente le prouve, tant avec l'accord de Renault

quand celle-ci s'accompagne d'une réduction du temps de travail, définies en septembre dernier lors de la présentation du deuxième plan emploi du gouvernement Rocard. Tout prochainement, devrait également avoir lieu la discussion parlementaire promise aux députés socialistes sur le même thème.

Dans la réalité, l'évolution est progressivement engagée depuis 1984 et s'est encore accélérée en 1989 sous la pression des besoins. Ce dont témoignent de récentes études de l'INSEE (Economie et statistiques N°231), une enquête de la Banque de France que le bilan annuel de la négociation collective, publié la semaine dernière.

Après la baisse d'une heure par semaine en 1982, le temps de travail offert s'est uniformisé et d'abord stabilisé. Puis, la reprise aidant, on a constaté que les durées effectives se diversifiaient pour fléchir en fonction des mouvements du marché. On a commencé par moduler les horaires, mettre en place dans certains cas les équipes de fin de semaine et élaborer des solutions pour le travail intermittent. C'est à dire que l'on a introduit des éléments de flexibilité, les plus criants étant ceux qui ont provoqué le développement du temps partiel - 12% des salariés en 1989 contre 7% en 1980 -, le recours au travail précaire, stages, intérim ou contrats à durée déterminée confondus, et l'explosion des heures supplémentaires. Avec un volume évalué à 1,4 milliards d'heures, en 1989, celles-ci expliquent l'essentiel de l'allongement de la durée moyenne de travail, sensible depuis mars 1986, aussi importante que dans la plupart des pays étrangers.

Le tournant se situe à cette époque, qui coïncide avec la relance, d'abord faiblement ressentie, les formes d'emploi se déplaçant à leur tour. En 1988, par exemple, 43% des salariés ne travaillent jamais le samedi, contre 54% en 1984, et 74% jamais le dimanche, contre 80% en 1984. Mais ces premières techniques, adoptées d'urgence, ne suffisent bientôt plus ou ne sont pas toutes satisfaisantes, à terme.

Envisager de nouvelles réponses

Il faut en trouver d'autres, davantage centrées sur l'aménagement du temps de travail, qui autoriseraient l'allongement, plus méthodique, de la durée d'utilisation des équipements, selon une conception qui donne raison, tardivement, à M. Dominique Taddei, auteur d'un rapport en 1985. L'accord interprofessionnel de mars 1989 va dans ce sens, qui souhaite donner un coup de frein aux heures supplémentaires.

Sur le terrain, aidées par la loi de 1987, les entreprises se mettent à signer des accords d'aménagement, bien que, dans 40% des cas, elles n'offrent pas de réelle contrepartie aux contraintes, la réduction du temps de travail étant de plus en plus rarement évoquée. Dans l'industrie pourtant, le travail en équipes successives progressif, qui avait stagné jusqu'en 1974, puis diminué jusqu'en 1982, 12,2% des salariés, 30% des ouvriers de l'industrie, en 1986, sont employés de la sorte et, dans la plupart des cas, béné-

ficiant alors d'une réduction du temps de travail. Parallèlement, la durée d'utilisation des équipements s'accroît. En diminution jusqu'en 1982, elle augmente de 0,4% par an à partir de 1984 et, surtout, s'emballe en 1989 avec une hausse de 2,2% (+2,3% sont prévus pour 1990). Principalement dans l'industrie, le travail posté se développe (4% des postes seulement sont hors industrie), le fonctionnement en trois équipes étant de plus en plus préféré à celui en deux équipes.

Parce qu'il y a croissance, le surcoût du travail en équipes est accepté par les entreprises les plus capitalistiques et de plus grande taille, le phénomène étant parfaitement lié à la conjoncture économique. Mais si le taux d'utilisation des capacités de production atteint aujourd'hui un maximum historique, cela n'empêche pas la durée d'utilisation d'être inférieure de trois

heures à ce qu'elle était avant le premier choc pétrolier. Le dynamisme économique ne se démentant pas, il devient donc nécessaire d'explorer de nouvelles réponses qui allieraient, plus encore, aménagement, réorganisation et réduction du temps de travail pour, non pas résorber le chômage, mais rester concurrentiels à l'image de ce que font les britanniques ou les allemands.

D'une certaine façon, encore imparfaite, le bilan de la négociation collective montre que les entreprises se soucient de prendre ce nouveau virage, à défaut d'offrir aux salariés toutes les avantages nécessaires. Certes, peu d'accords de branches professionnelles ont été signés en 1989 sur ce point, en raison sans doute de la négociation collective. En revanche, et bien que le nombre des accords d'entreprise sur l'aménagement et la durée du travail soit stable (2096), l'inflexion se mesure

à l'augmentation de ceux qui concernent la durée d'utilisation des équipements ou le travail en équipes. On en compte en effet 566, contre 273 en 1988. Même si les accords comportant une réduction du travail sont en baisse, passant de 253 en 1986 à 251 en 1987 et 95 en 1989, on voit bien que les entreprises sont poussées à agir, et qu'elles cherchent des issues pour produire davantage et plus vite.

Fatigué, et ainsi que les y invite le gouvernement avec les mesures qui vont bientôt rentrer en vigueur, elles devront s'intéresser à la réduction du temps de travail comme monnaie d'échange. Comme leurs homologues d'outre Rhin ou d'outre Manche. Un beau retournement de l'histoire, un signe ironique.

ALAIN LEBAUDE

ON A REÇU LES NOUVELLES DIRECTIVES :
VOUS AVEZ TRAVAILLER MOINS
MAIS PLUS.



mieux selon l'INSEE, par 20 000 à 70 000 emplois créés ou préservés. Si l'on y voit prêt attention, les mêmes ont dû être déconcentrés en déconcentrant que, au cours des derniers mois, une centaine d'entreprises britanniques de la métallurgie, entraînées par les constructeurs automobiles, avaient ramené la semaine de travail à 37 heures, contre l'instauration d'équipes

Flins qu'avec la proposition de la direction de Peugeot-Poissy (le Monde du 22 juin) qui relance le débat sur un dossier trop vite enterré. Cette semaine, d'ailleurs, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, devrait pouvoir annoncer que les dernières circulaires sont signées qui permettront la mise en œuvre des dispositions incitatives à l'allongement de la durée d'utilisation des équipements,

MOSP

SECRETARIA DE EMERGENCIA

SUBSECRETARIA DE COMBUSTIBLES

YACIMIENTOS PETROLIFEROS FISCALES

SOCIEDAD DEL ESTADO

INTERNATIONAL PUBLIC BID FOR PRE-QUALIFICATION OF OIL COMPANIES FOR PARTNERSHIP IN CENTRAL AREAS OF YACIMIENTOS PETROLIFEROS FISCALES

INTERNATIONAL PUBLIC BID N° 14-277/90

LOCATION	AREA
VIZCACHERAS (Mendoza Province)	6 710 Ha
PUESTO HERNANDEZ (Neuquén Province)	8 700 Ha
EL TORDILLO (Chubut Province)	9 684 Ha
EL HUEMUL (Santa Cruz Province)	17 065 Ha

Value of folder of Bidding Terms and Conditions: US \$ 1,000.- (U.S. Dollar One Thousand)

Sale date : From July 2, 1990. Mondays through Fridays from 9:00 to 12:00 and 14:00 to 15:00 hours.

Sale Place : ARGENTINA : Gerencia de Licitaciones y Contratos, Av. Presidente Roque Saenz Peña 777 - Of. 832 Buenos Aires

U.S.A. : Plaza East, Suite 250, Houston, Texas 77046

The value of the Bidding Terms and Conditions and technical documents is payable in U.S. Dollars or its equivalent in Austral (A) at sole free sale rate exchange published by the Banco de la Nación Argentina previous to buying date.

Opening date and place : August 30, 1990 at 10:00 AM at Salon de Actos de Y.P.F. "Gral. Manuel Belgrano", av. Presidente Roque Saenz Peña 777 - 13th. Floor, Buenos Aires, ARGENTINA.

Ceci concerne un appel d'offres pour un partenariat dans le secteur pétrolier.

501 من الالواح

سكنا من الاحل

BAII

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 28 JUIN 1990

Les actionnaires de la Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.), réunis le 28 juin 1990 en Assemblée Générale Extraordinaire, ont approuvé une augmentation de capital de FF 600 millions qui a été entièrement souscrite et payée le 29 juin, par la B.N.P.

Cette opération, consécutive à la réduction de capital rendue nécessaire par les provisions comptabilisées en 1989, porte le capital social de B.A.I.I. SA à FF 650 750 000 et la participation de la B.N.P. à 93,2%.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Ordinaire a désigné un nouveau Conseil de Surveillance, composé de Messieurs :

- Emmanuel Philippon, Directeur Général Adjoint à la B.N.P., Président du Conseil de Surveillance,
- Abdelatif Al Hamad, Directeur Général de l'Arab Fund for Economic and Social Development,
- Marcel Guichard, Directeur Adjoint à la B.N.P.,
- Nureddin Farrag, Directeur Général d'APICORR,
- La Banque Nationale de Paris.

Un nouveau Directoire a été désigné par le Conseil de Surveillance ; il se compose de Messieurs :

- François Hecker, Directeur Général Honoraire de la B.N.P., Président du Directoire,
- Robert Sursock, Directeur Général de la B.A.I.I.,
- Taki Rifai, Secrétaire Général de la B.A.I.I.

GROUPE
BNP
TOUT CE QU'UNE BANQUE
PEUT VOUS APPORTER.

DÈS À PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

L'EUROPÉENNE DES BOIS ET PAPIERS

(GROUPE PINAULT)

a cédé

CHAPELLE DARBLAY S.A.

à

KYMMENE OY

Rothschild & Cie

**SAMUEL MONTAGU
& CO. LIMITED**

MIDLAND BANK S.A.

juin 1990

Information SICAV

OUVERTURE AU PUBLIC DE LA SICAV PROFICIUS : 2 juillet 1990

SEGESPAR-TITRES filiale du Crédit Agricole complète sa gamme de SICAV "à revenus" en proposant une nouvelle Sicav à moyen terme : "PROFICIUS".

PROFICIUS, Sicav investie en obligations françaises ou étrangères, composée de 50% minimum de valeurs françaises, distribuera un dividende annuel.

Elle bénéficiera du 2 au 6 juillet 1990 d'une promotion : aucune commission de souscription ne sera perçue.

A compter du 1^{er} août 1990 :

- les souscriptions d'actions ainsi que les demandes de rachat seront effectuées sur la valeur liquidative de l'action calculée suivant les cours de la Bourse de PARIS du jour ;
- le prix applicable aux ordres reçus un jour de fermeture de la Bourse de PARIS, sera celui qui résultera de la valeur liquidative de l'action calculée suivant les cours du jour de réouverture de la Bourse.

Pour tout renseignement complémentaire, adressez-vous dans les agences du Crédit Agricole.

CA SEGESPAR
TITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

AVEC
**612 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,**
le Monde est
la première source
d'information des cadres
supérieurs.
(IPSOS 89)

Compagnie d'investissements français immobiliers COGIFI

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin 1990, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989, qui se soldent, après dotation de 13 358 000 francs aux comptes d'amortissements et de provisions, par un bénéfice net de 120 793 000 francs, dont 33 119 000 francs de plus-values nettes sur cessions d'immobilisations.

Le bénéfice hors plus-values s'établit à 87 674 000 francs en progression de 6,7 % par rapport à celui de l'exercice 1988.

L'assemblée a décidé la distribution aux actionnaires d'une somme globale de 83 377 222 francs, soit un dividende par action de 26,60 francs - contre 25,20 francs au titre de l'exercice précédent, - qui sera mis en paiement le 5 juillet 1990.

Après affectation de 33 118 875 francs à la réserve spéciale des plus-values à long terme, le report à nouveau s'établit à 14 922 706 francs.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration a confirmé M. Robert Poupart-Lafarge dans ses fonctions de président du conseil d'administration et M. Jean Sabatier dans ses fonctions de vice-président-directeur général.

**SUR
167 500
PROFESIONNELS
DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent le Monde.**
Le Monde est
le premier titre
d'information
des
professionnels
de la finance.
(IPSOS 89)

HAVAS

"Notre dynamisme devrait nous permettre d'atteindre
l'objectif que nous nous sommes fixé en 1988 :
réaliser 50 % de notre bénéfice hors de France en 1992."

Pierre DAUZIER
P-D. G. du Groupe HAVAS

Comme l'a confirmé M. Pierre DAUZIER lors de l'Assemblée Générale du 21 juin, 1989 a été une étape significative dans la croissance d'Havas et une année charnière pour son développement international. Notre expansion obéit à une stratégie liée à la connaissance de nos potentialités et de notre capacité à maîtriser l'évolution des marchés. Fidélité de nos actionnaires et satisfaction de nos clients sont deux objectifs fondamentaux pour les métiers d'Havas, qui se situent sur les marchés les plus porteurs des prochaines années.

DES MARCHÉS PORTEURS

Nos 500 filiales ou participations travaillent et investissent sur des marchés d'avenir internationaux.

Media régionaux : Avenir Havas Media, premier groupe européen en affichage, journaux gratuits et régies de presse.

Annuaire : ODA, régie publicitaire des annuaires officiels de France Telecom et, avec Kompass, des annuaires professionnels.

Régie multimedia internationale : IP, premier régisseur de radio, presse et télévision, présent dans 7 pays européens avec, notamment, RTL en France et RTL Plus en Allemagne.

Tourisme : Havas Tourisme, premier réseau français de distribution de voyages.

Conseil : Eurocom, 1^{er} groupe français de communication publicitaire dans le monde, présent dans 27 pays avec deux grands réseaux : HDM et EWDB Worldwide.

Édition : C.E.P. Communication, premier groupe européen de presse spécialisée et, avec le Groupe de la Cité, l'un des dix premiers éditeurs mondiaux.

Audiovisuel : Canal+, second groupe mondial de télévision à péage. Havas, principal actionnaire de la CLT, Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion.

UNE CROISSANCE SOUTENUE ET DE QUALITÉ EN 1989

L'année 1989 a confirmé les bons résultats de 1988 :

- Le chiffre d'affaires a progressé de 19,5 % en 1989 pour atteindre 18,9 milliards de francs.
- Le résultat courant avant impôt consolidé de 1 666 millions de francs, se situe à 44,4 % au-dessus de celui de 1988.

UNE PRIORITÉ : L'INTERNATIONALISATION

La part du chiffre d'affaires hors de France à la fin avril 1990 s'élève à 20,7 % contre 15,6 % à la fin avril 1989. Cette augmentation est partiellement le résultat des opérations de croissance externe intervenues à l'étranger depuis 1989 et surtout reflète plus généralement l'internationalisation de l'activité des principales sociétés du Groupe.

Cette internationalisation s'est poursuivie depuis le début de 1990 comme l'illustre la percée effectuée par Information et Publicité dans les pays de l'Est ces derniers mois : en janvier, IP a obtenu la représentation exclusive pour un réseau de télévision régionale en URSS, en mars, celle des deux chaînes publiques de Télévision Est-Allemande DFF 1 et DFF 2, et en juin, l'exclusivité pour les deux télévisions d'État Tchécoslovaques et Télévisiongrad.

BONNE PERFORMANCE SUR LES 4 PREMIERS MOIS DE 1990

Le chiffre d'affaires des 4 premiers mois de 1990 a progressé de 25,2 % par rapport à la même période de 1989 compte tenu, notamment, de l'intégration du Groupe SCAC Voyages à partir du 1^{er} avril 1990. À structure constante, cette progression a été de 19,6 %. L'Assemblée Générale a approuvé le dividende hors avoir fiscal de 5,75 francs par action proposé au titre de l'exercice 1989. Ce dividende, en progression de 39 % par rapport à celui versé au titre de l'exercice 1988, sera mis en paiement le 17 juillet 1990.

CHAMPS ECONOMIQUES

La Nouvelle-Calédonie à l'abri de l'Europe

Territoire d'outre-mer, le « Caillou » n'a pas vraiment de raison de craindre les retombées du marché unique de 1993

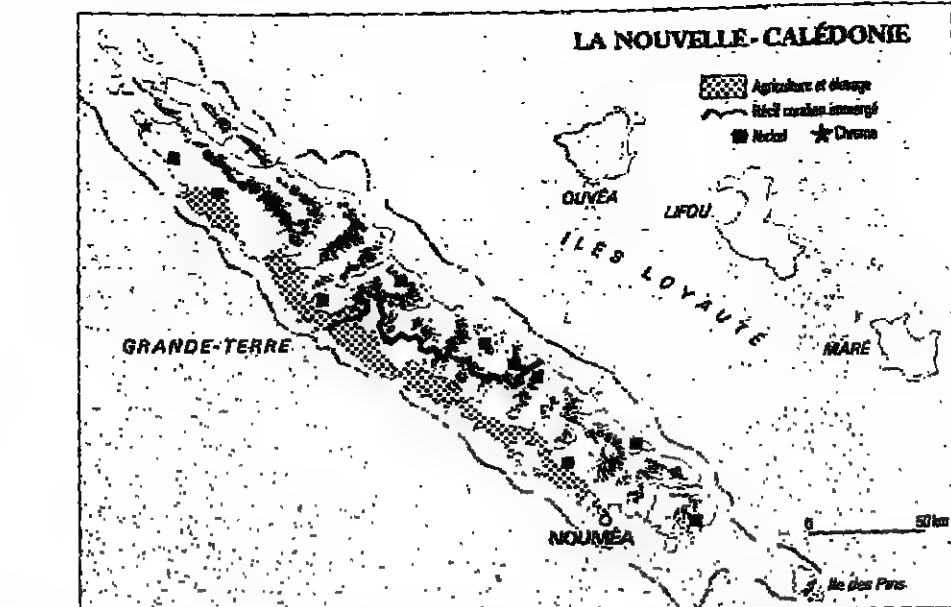
Le scénario est immuable. D'abord, on vous fait répéter la question. Comme s'il s'agissait d'une amuseuse incongrue. Du pis : une colle un brin perverse. L'Europe ? La Nouvelle-Calédonie face à l'Europe ? Ensuite, votre interlocuteur, qu'il officie à la fédération patronale, à la chambre de commerce ou dans un atelier de la zone industrielle de Nouméa, pousse un long soupir. Enfin, la réponse tombe, soulagée tout de même : « Mais ça ne changera rien, l'Europe ! La Calédonie n'est pas concernée par ces histoires de marché unique. »

Comme si l'ourlet moussueux du récif avait dessiné un champ clos protecteur, mettant le « Caillou » à l'abri des orages du monde.

Saturée de ses propres convulsions, la Nouvelle-Calédonie se laisse de bonne grâce engourdir par cette torpeur océane dont elle fut, ces dernières années, tant privée. Le week-end, on s'adonne à d'écrues sautes de vent et de soleil, pour rattraper le temps perdu. Les Calédoniens reviennent de loin : ils ont côtoyé l'enfer. Alors, l'Europe...

Insouciance frivole ? Pas vraiment. Territoire d'outre-mer (TOM), la Nouvelle-Calédonie n'a pas vraiment de raison de s'alarmer des retombées locales du marché unique de 1993, à la grande différence des départements d'outre-mer (DOM). Son statut la rapprocherait

d'avantage d'un pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Au lieu d'un accord de Lomé, elle est liée à la CEE par une décision d'association, mais les comptes se soldent dans le même sens : les avantages l'emportent sur les obligations.



ment (FED) de se montrer inconditionnellement généreux. « Le beurre et l'argent du beurre », lâchent les mauvaises langues.

Guy Jarnac, lui, sait de quoi il parle quand il dresse l'inventaire des atouts des TOM par rapport aux DOM dans le domaine des échanges extérieurs. Ce patron d'une entreprise de confection est implanté à la

fois en Nouvelle-Calédonie et à la Réunion, dont il est le conseiller économique et social. « Les pays ACP de l'océan Indien exportent librement vers la Réunion, explique-t-il, tandis que nos exportations réunionnaises sur l'île Maurice ou Madagascar sont soumises à une protection tarifaire et à des contraintes de contingentement. Les règles du jeu sont faussées. Le problème est différent en Nouvelle-Calédonie, qui, en sa qualité de TOM, peut contourner les importations. »

Yves Frémy, patron d'une entreprise de chocolats et de confiserie, qui fut l'un des artisans les plus résolus de cette révolution culturelle estime, dix ans après, que « le dispositif de protection est une réussite, même si cela reste trop timide ». Un brin nostalgique, il ajoute : « On est passé très près de la faillite, mais on en garde aujourd'hui un souvenir plus amusé que crispé. »

Co n'est pas l'Europe qui bouleversera cet acquis arraché de haute lutte. Mieux : marché unique ou pas, le contingentement peut même s'exercer au détriment d'importations européennes, si l'intérêt de l'industrie locale le commande. A faire pâlir de jalousie les DOM ! En matière d'investissements étrangers, le territoire a également tout loisir d'ouvrir ou de fermer les vannes à sa guise. Le feu vert est à la discrétion du haut commissaire.

Le dispositif de protection

Ses adversaires l'accusent de bénéficier d'un traitement de faveur de la part des pouvoirs publics en raison de son appartenance au Parti socialiste. Lui rétorque que, face aux manœuvres du lobby des grosses maisons de commerce, il n'a guère d'autre recours pour assurer la survie de son entreprise. Après les élections présidentielles de 1988, toutes ses commandes n'ont-elles pas été supprimées d'un trait de plume ? Depuis, son chiffre d'affaires a accusé une baisse de 30 %.

Vieux débat en Nouvelle-Calédonie. Voilà une dizaine d'années qu'il se pose, même s'il a quelque peu perdu en acuité avec le temps. A l'aube de la décennie 80, la guerre a fait rage. Elle mettait aux prises une génération d'entrepreneurs métropolitains fraîchement débarqués sur le « Caillou » et les vieilles familles calédoniennes, dont les fortunes se sont bâties sur l'économie de comptoir. Les premiers pressaient l'administration de protéger l'industrie locale embryonnaire contre les produits étrangers, les seconds dénonçaient - au nom du libéralisme - toute atteinte au « laissez-faire » et défendaient avec philanthropie la liberté du consommateur.

En vérité, les pouvoirs publics ne furent pas insensibles à la croisade des hussards de la petite industrie : les importations de pâtes alimentaires, charcuterie, confiserie, produits d'entretien, articles vestimen-

taires, etc., furent ainsi limitées à des degrés divers. Cela permit de faire d'une pierre deux coups : des emplois furent créés et la part des produits français et européens dans le total des importations s'accrut. La performance n'est pas négligeable dans un pays où l'import-export et le civisme n'ont jamais vraiment fait bon ménage.

C'est dire si les Calédoniens n'ont aucune raison de sonner le tocsin face à un éventuel débarquement de bataillons d'investisseurs britanniques, néerlandais ou allemands. D'ailleurs, quels poids lourds iraient se hasarder sur des chemins aussi escarpés ? Quel moustique piquerait un capitaine d'industrie pour s'en aller conquérir sabre au clair un marché étié de 160 000 personnes, dont plus de la moitié sont issues de communautés océaniques (Canacques et Wallisiens-Futuniens) au faible pouvoir d'achat, ou tout simplement en marge des circuits de l'économie marchande ?

Le désengagement d'Indonésie, qui a vendu son réseau Pacifique à la banque australienne Westpac, a valeur de symbole. Nouméa est-elle toujours ce « poste avancé » tant célébré de la France dans une région ayant vocation, disait-on, à devenir le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale ?

de Nouméa
FRÉDÉRIC BOBIN
Lire la suite page 24

Sirènes japonaises

Géographie oblige : à 20 000 kilomètres de la métropole, la Nouvelle-Calédonie est bien plus attentive aux mouvements d'humeur de Tokyo qu'aux résolutions de Bruxelles. Le gouvernement français le sait fort bien, et depuis les accords de Matignon signés en 1988, ne cesse d'encourager le « Caillou » à s'insérer dans son environnement océanique. Mais pour l'heure, si les relations se sont nettement réchauffées avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou le Vanuatu, les Japonais restent les parasites privilégiés, sinon exclusifs.

Philippines, n'approvisionnent plus que 40 % du marché japonais contre 80 % il y a quinze ans. Mais la filière resta fructueuse : les Calédoniens ont exporté en 1989 pour 715 millions de francs de minerai, soit plus du cinquième du budget du territoire. Chaque trimestre, les mineurs locaux se retrouvent dans un hôtel de Tokyo ou de Sydney avec le syndicat des fondeurs nippons, le Gokoku, afin de renégocier les prix. Leurs interlocuteurs ont pour nom : Mitsubishi, Marubeni, Nomura, Sumitomo, Nippon Yakin, etc.

Un réservoir de touristes

Fait sans précédent depuis le début de ce long compagnonnage, des groupes japonais sont devenus, cette année, actionnaires dans une société calédonienne. Il s'agit des multinationales Sumitomo et Nomura, qui sont entrées à hauteur de 23 % dans le capital de Bal-

lande, société d'origine bordelaise qui a largement modelé le paysage économique calédonien (mines, élevage, distribution, industries diverses...) et affiche désormais des ambitions internationales.

La Nouvelle-Calédonie guignait également le marché japonais pour son réservoir de touristes. Elle jouit déjà d'une image de marque flatteuse au pays du Soleil-Levant, où on la qualifie d'« île la plus proche du paradis ».

Le potentiel est alléchant : un touriste sur quatre est actuellement japonais (15 000 sur 60 000 en 1988). Mieux que Tahiti ! Ces vacanciers, qui débarquent de Tokyo au rythme de deux vols hebdomadaires, sont dans leur majorité des jeunes couples venant passer leur lune de miel.

L'objectif est aujourd'hui de passer à la vitesse supérieure et d'attirer une clientèle « haut de gamme » au pouvoir d'achat plus généreux. D'où l'effervescence actuelle sur les équipements de prestige.

La aussi, des investisseurs japonais sont les bienvenus. Parmi les actionnaires d'un projet d'hôtel de haut luxe (350 chambres) sur la baie des Citrons à Nouméa, on trouve ainsi le groupe financier Japan Credit Bank, le géant nippon de la carte de crédit.

Enfin, les ressources maritimes de la Nouvelle-Calédonie n'ont pas échappé aux Japonais, qui détiennent déjà depuis longtemps des intérêts dans des sociétés de pêche et une ferme aquacole locales. Mais surtout, un accord vient d'être renouvelé entre Tokyo et Nouméa, aux termes duquel 58 palangiers et 11 canneurs nippons bénéficieront d'une licence de pêche dans la zone économique calédonienne.

La redevance dont ils s'acquitteront est en augmentation de 122 % par rapport au contrat précédent. Comment résister aux sirènes japonaises ?

F. B.

HUMEUR

par Bernard Maris

ENDOSSEZ le vêtement d'extrême à l'extrême porté chance : un baudet y laisse sa peau, un gail se laisse ses plumes. Patrocle, puis Hector, leur vie. Il n'est pas sûr que les habits constitutionnels, taillés grands pour le général de Gaulle, conviennent si bien à ses successeurs. Craignons que pour le troisième, la tunique ne devienne celle de Nessus, qui me celui qui la porte. Passera le socialisme. Restera la tunique, le gaulisme ?

Il y a de l'économie politique dans le gaulisme. « L'intendance suivra » est une fable inventée par Paul Ramadier. Le général consacra du temps (beaucoup) à l'étude des faits économiques. Il écouta Jean Monnet, Jacques Rueff ; il approuva Jean-Marcel Jeanneney pour ne pas dévaluer en 1968 ; il entendit mais ne suivit pas ce « pauvre Mendès » (dont la lettre de démission appartient aux Mémoires) ; en 1960, il remercia ce « brave Pinay ».

Le 16 avril 1964, à la télévision, une avalanche de chiffres montre que le bien-être est désormais partie prenante de sa doctrine. Et pour connaître l'état économique de la France en 1964, voir encore les Mémoires. Revenons à 1944 justement, peu après qu'un jeune homme de vingt-sept ans, originaire de la Nièvre, lui ait rendu visite et se soit fait éconduire.

Des travaux du Conseil national de la résistance émergent les quatre grandes idées qui marqueront l'économie de la France jusqu'en 1982 : les nationalisations, le Plan, la Sécurité sociale, le comité d'entreprise.

La tunique de Nessus

Elles sont pleinement revendiquées par le chef du gouvernement provisoire, non imposées par les circonstances ou une quelconque pression communautaire, comme on a voulu le faire croire.

La nationalisation de l'énergie et des monopoles (confirmée par la loi de 1981, puis par la loi de privatisation de 1986, qui définit les services publics par nature) participe de l'impératif de croissance : construire le développement sur le socle d'un vaste secteur public, ayant vocation d'englober les industries de pointe (aérospatiale et espace, plus tard informatique). La nationalisation des banques permettra de desserrer la contrainte financière (l'excès des motifs de la loi de 1981 reprendra mot pour mot celui de la Libération), de contrôler le crédit et l'inflation.

Point besoin d'insister sur la nécessité du Plan, ardent obligation, puis jardin des illusions, puis ministère de la salive, et finalement Belle au bois dormant. Plus surprenante l'idée de comité d'entreprise (« soviétique », comme on disait à l'époque) y a peu de temps.

Le comité d'entreprise fut chaudement approuvé par le général, comme moyen décisif de promotion ouvrière : « Frier la classe ouvrière, par les comités d'entreprise, la voie de l'association... celle du capital, du travail et de la technique, où je vois la structure humaine de l'économie de demain. » (Mémoires de guerre).

C'est la troisième voie entre le capitalisme et le communisme, auquel d'ailleurs il ne prêtait jamais grand avenir. « Il a été la participation aux ouvriers comme on lance des miettes aux pigeons de Saint-Marc, et

a fait du socialisme comme on fait du tourisme », répliqua François Mitterrand.

Cruel. Certes, la participation n'a pas été un grand succès. Mais elle valait la « démocratie dans l'entreprise », fille puante du comité, ravivée dans les lois Auroux et la « nouvelle citoyenneté », ersatz de démocratie, margarine pour citoyens auxquels on peut se vanter d'avoir été le goût du beurre et du vote.

« Ce n'est point que je sois convaincu par des arguments théoriques, disait l'homme grand. En économie, non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe de vérité absolue. » Rien de moins dogmatique que le gaulisme : tout est amendable. Le secteur public se privatise par filiation après 1958, la banque est encouragée en 1966, le droit de grève restreint, la Sécurité sociale connaît de profondes réformes, la corbeille est remplie mais les placements financiers encouragés.

Un dogme exotique

S'il n'est qu'un dogme, exotique et curieux en apparence seulement, c'est celui de l'étalon-or. L'or, monnaie supérieure, ne remet pas en cause le franc « qui est la France ». Mais n'importe quel écu, banco, serpent ou autre panier de monnaies plus ou moins bien ficelés, à plus forte raison s'il est secoué par une bagarre supranationale, affaiblirait l'identité du pays. Ici le thâcherisme rejoint le gaulisme, qui n'a jamais refusé la circulation des marchandises (1958 voit l'application rapide du traité de Rome, alors que la IV^e République s'apprêtait à faire jouer les clauses de sauvegarde), mais

répugnait à voiler la monnaie, l'un des visages du prince.

Y eut-il une seule idée socialiste non issue du gaulisme ? Non. Alors, encore un effort avant 1992 : passer du franc fort à l'étalon-or. Et puis, quelle empreinte et quelles ressemblances entre l'homme de Colombey et celui de Châteauneuf ! Mépris de l'argent, des banques, l'acidité vis-à-vis des communistes autant que capacité ironique à les museler (« leur faire subir le mors et la bride, et tirer la charrette nationale », disait le général), rancune mais souplesse (comment ne pas rapprocher le débat de politique économique Mendès-Frève de 1944 avec celui d'Alain Delors de 1982, où l'ultra fut chaque fois rejeté ?), goût du secret, de l'histoire, et, bien sûr, de l'armée, dont François Mitterrand a rappelé l'air des champions en 1988 qu'il était le chef et pouvait dès lors appuyer sur le bouton.

Grands amateurs de prose, l'un fit du théâtre, l'autre du gaulisme, sans trop l'ignorer. Ayant jeté la tunique à fourreaux et galons sur le socialisme, il le faisait disparaître, l'envoyant aux Champs-Élysées ou tout au moins dans une bibliothèque, où le feuillet, songeur, le frais néo-gauliste Régis Debray, l'un des succès du gaulisme fut d'avoir su combiner l'identité nationale et mécanismes du marché. A l'aube du grand marché européen, sa permanence est assurée.

La tunique empoisonnée du centaure Nessus fut acceptée par la femme d'Héraclès, qui crut qu'elle protégeait de l'infidélité. Elle n'a pas fini d'être utilisée en politique.

► Maître de conférences à l'université de Toulouse.

L'HERMÈS

éditeur

« L'organisation du travail : de la science du rendement à la science de l'efficacité. »

Jacques BONFILS

Du même auteur à L'HERMÈS

- 13, rue Séguier 75006 Paris. Tél. (1) 46-34-05-25
- La société à trois vitesses
- Le calcul du prix de revient
- La fonction achats dans l'entreprise
- La logistique des ventes

Diffusion : MEDILIS S.A. (1) 46-34-07-70
9, rue Séguier, 75006 Paris



Handwritten text in Arabic script: "سكان من الاجل"

CHAMPS ECONOMIQUES

Sur la contribution sociale de solidarité

Ce sont les revenus des personnes âgées qui sont particulièrement visés au moment où il faut entamer une réforme de l'assurance-vieillesse

par Jean-Jacques Dupeyroux

LES dés sont jetés : le projet de loi sur l'instauration d'une contribution sociale de solidarité doit être examiné par le conseil des ministres le 18 juillet.

Question immédiate : pourquoi prendre aujourd'hui ses distances par rapport au système classique des cotisations sur les salaires ? Réponse : d'un point de vue économique, il ne paraît pas possible d'alourdir encore les cotisations patronales, et, d'un point de vue social, d'alourdir encore les cotisations salariales, qui, par hypothèse, réduisent directement le revenu disponible des intéressés.

Au-delà de cette réponse spontanée, il faut insister sur les aberrations inhérentes au financement de la Sécurité sociale tel qu'il a été institué par le plan de 1945 : d'une part, certains revenus échappent à toute contribution pour des charges de pure solidarité ; d'autre part, ce financement est fondé sur des cotisations doublement dégressives. Dégressives, en raison du plafond, pour les salaires supérieurs à ce dernier ; dégressives aussi en raison de leur déductibilité du revenu imposable, dans la mesure où le taux de l'impôt sur le revenu est lui-même progressif, et même très progressif.

Sans doute la plupart des cotisations ont-elles fini par être déplaçonnées. Mais envisager le cas des cotisations vieillesse, qui, elles, sont restées plafonnées, parce que le régime des cadres prend le relais au-dessus du plafond. Compte tenu de leur déductibilité du revenu imposable, la pension acquise, dans le cadre du régime général, par un salarié dont le salaire est très supérieur au plafond lui revient en réa-

lité bien moins cher que celle, identique, acquise par un salarié dont le salaire est égal au plafond. Par ailleurs, l'assurance-vieillesse du régime général couvre, pour une part non négligeable, des dépenses de solidarité (1). Or, si 1 % de cotisation vieillesse diminue de 1 % le salaire du smicard, ce point de cotisation ne représente que 0,33 % d'un salaire trois fois supérieur au plafond... et, si l'on suppose que ce dernier salaire est celui d'un célibataire fiscalement imposé comme tel, la déductibilité de ce point plafonné le transforme en réalité en une contribution de 0,11 % ! Le taux de participation réel aux charges de pure solidarité intégré dans l'assurance-vieillesse s'effondre au fur et à mesure que s'élève le salaire.

Des mystifications occultées

Pendant des dizaines d'années, à gauche comme à droite, on a systématiquement occulté de telles mystifications. Elles ont bien rempli leur office, mais ont fait leur temps. Place maintenant à un autre type de contribution — déjà suggéré par les « sages » de 1987, après d'autres, — pesant sur une assiette beaucoup plus large et non « déductible ».

Encore faut-il ajouter que cette innovation peut correspondre à différents types de préoccupations et de démarches, susceptibles de se réfléchir sur sa configuration définitive. Donnons, à cet égard, quelques points de repère.

Dans les projets initiaux de Claude Evin, premier responsable des comptes de la Sécurité sociale, il s'agissait prioritairement de dégager des ressources nouvelles pour faire place à l'irrésistible croissance des

dépenses de Sécurité sociale. Propos particulièrement légitime, à un moment où la reprise économique n'avait pas encore produit ses premières incidences notables sur le volume de l'emploi salarié et donc sur celui des cotisations.

Et de rechercher un mécanisme répondant à un double souci d'efficacité financière et de simplicité technique : élargissement de l'assiette à tous les revenus, sauf exonérations réduites au minimum (*minimum* mêmes exonérations que pour les cotisations d'assurance-maladie), et prélèvement à la source, ce qui présente divers mérites mais rend pour le moins malaisé l'aménagement d'une progressivité au niveau des ménages. On exclut la logique fiscale : on conserve celle des cotisations, avec en principe compétence des URSSAF pour la collection des contributions proportionnelles.

Un scénario sophistiqué, mais astucieux, était alors élaboré. En cas de déficit global du régime général, une contribution proportionnelle sur tous les revenus serait instituée à hauteur nécessaire — pas forcément 1 point ! — dont le produit serait affecté à la Caisse nationale des allocations familiales. Les cotisations classiques recueillies par cette dernière, et notamment les cotisations patronales, seraient alors corrélativement réduites (2), cette réduction étant automatiquement transformée, par jeu d'écritures, en cotisations vieillesse.

Ainsi, le mode de financement des prestations familiales pourrait être progressivement rationalisé (3), le total des cotisations patronales restant inchangé. Mais, dans ce scénario initial, tous les salaires supporteraient, dès le premier franc, la nouvelle contribution.

On prête à Pierre Bérégovoy une tout autre approche : pas plus de

recettes, mais plus de cohérence. Il faudrait, d'un côté, stopper la progression des dépenses de Sécurité sociale, de façon à éviter la nécessité d'avoir recours à de nouvelles ressources, et, d'un autre côté, regrouper certaines dépenses de pure solidarité actuellement supportées par la Sécurité sociale ou par le budget (RMI, allocations du FNS, allocations aux adultes handicapés...) pour les faire financer par un fonds spécial, lui-même alimenté notamment par la nouvelle contribution (4), — avec allègement corrélatif des cotisations classiques. Suggestion extrêmement séduisante, mais qui suscite bien des questions.

D'une part, comment stopper la croissance des dépenses de la Sécurité sociale ? D'autre part, et surtout, si l'on fait un paquet séparé des dépenses relevant d'une solidarité nationale à l'endroit des plus déshérités, il paraîtrait surprenant que celle-ci s'exprime par une cotisation proportionnelle aux revenus.

Le rêve des libéraux

C'est bien là le grand rêve des purs libéraux : la proportionnalité des contributions aux charges publiques substituée à leur universelle progressivité. Progressivité dont le président Reagan lui-même a conservé le principe dans sa réforme radicale de l'impôt sur le revenu.

Il est vrai que l'on perçoit, dans de nombreux pays, une tendance à réduire cette progressivité ; il serait tout de même étrange que cette tendance trouve en France, avec un gouvernement socialiste, son aboutissement emblématique. La démarche Bérégovoy échappe difficilement à une logique fiscale, avec progressivité.

Les termes du problème paraissent bousculés par une nouvelle

donnée, caractérisée par les incidences très positives de la reprise économique sur les comptes du régime général et, parallèlement, par l'urgence brutale de préoccupations d'un troisième type, liées à la crise de confiance traversée par l'électorat de gauche : il faudrait, à tout prix, faire « quelque chose » du côté des bas salaires... Si tel est cet objectif prioritaire — hautement justifié : les cotisations patronales étant des retenues à la source, le smicard subit un prélèvement de quelque 40 % sur la valeur de son travail, ce qui est proche du niveau de la ponction globale au plan national ! — plusieurs scénarios sont concevables.

Le plus simple réduit les cotisations salariales plafonnées, c'est-à-dire les cotisations vieillesse, car ce sont elles qui frappent le plus fortement les bas salaires, et aménage la nouvelle imposition de façon que ces bas salaires en soient exonérés aussi largement que possible. Ainsi, si l'on tient absolument à exclure la logique fiscale d'une imposition progressive au niveau des ménages, les salaires pourraient être soumis à la nouvelle cotisation proportionnelle que pour la partie supérieure à un certain plancher forfaitaire — par exemple 2 000 F, 2 500 F, etc.

Le scénario Evin peut parfaitement être adapté en ce sens. Seulement, la structure de la masse salariale étant ce qu'elle est, plus on élève le plancher au nom de l'équité, plus on fait dégringoler le produit d'un point de contribution ; si l'on veut que l'opération ait quelque portée, il faut alors relever fortement le taux de cette dernière, etc.

En réalité, la marge de manœuvre dans le rééquilibrage du prélèvement global est limitée. En effet, l'extension de la nouvelle contribution à tous les revenus vise tout particulièrement, par la force des

choses, ceux des personnes âgées, ce qui est normal dans la mesure où, à charges familiales égales, ces revenus sont maintenant, en moyenne, au moins égaux, si ce n'est supérieurs, à ceux des actifs.

Là est donc le « gisement », beaucoup plus que dans les revenus du capital, de volume relativement modeste et dont on redoute la délocalisation. Mais il n'est pas facile de commencer à imposer systématiquement un nouveau prélèvement, croissant, à certaines pensions de retraite (5) au moment même où il va bien falloir mettre en chantier une réforme de l'assurance-vieillesse qui promet d'être douloureuse. Les deux réformes vont se télescoper. Politiquement explosif...

» Directeur de la revue *Droit social*.

(1) Tous les avantages qui échappent à une logique « contributive » pour répondre à des impératifs sociaux ou démographiques : minima, avantages aux mères de famille, majorations des pensions dues aux parents de trois enfants, etc. Soit, selon les estimations, de 23 % à 30 % des dépenses de l'assurance-vieillesse du régime général. Mais on retrouve le même problème dans d'autres régimes.

(2) Un point de cotisation sociale de solidarité, dans le scénario Evin, permettrait d'alléger de 1,3 point les cotisations d'allocations familiales, ce 1,3 point étant aussitôt transformé en cotisation « vieillesse » (déplacée).

(3) Les revenus salariaux représentent environ 70 % de l'assiette d'une cotisation assise sur tous les revenus, les revenus non salariaux environ 7 %, les revenus du capital 3 %, et les revenus du remplacement (rentes et chômage), 17 %.

(4) Dans les scénarios actuellement à l'étude, les retraités non imposés fiscalement seraient exonérés de la contribution nouvelle ; même principe que pour les cotisations de l'assurance-maladie.

La Nouvelle-Calédonie à l'abri de l'Europe

Suite de la page 23

Tous les industriels s'en désolent : la Nouvelle-Calédonie vit sur une économie en trompe-l'œil. « Un appendice du marché international », précise, implacable, un professionnel du nickel. L'appareil productif du territoire est squelettique : l'agriculture ne contribue que pour 2 % au PIB local (contre plus de 10 % au début des années 60), et ne satisfait que 40 % des besoins alimentaires de la population. Ce n'est pas l'industrie (hors métallurgie) qui prendrait le relais : avec ses 5 % du PIB, en dépit des efforts de promotion, elle reste marginale.

En revanche, le poids du secteur tertiaire (75 %) est écrasant. Schéma classique d'une économie sous perfusion : les administrations arrivent en tête (30 %), suivies du commerce (23 %), lequel prospère généreusement sur le pouvoir d'achat dégagé par des transferts financiers métropolitains considérables (2,6 milliards

de francs). Le passé d'un comptoir multithusien — l'Assemblée locale a refusé au début des années 60 l'immigration de pieds-noirs d'Algérie —, et aux rentes de situation juteuses, a encore de beaux restes. Pour être juste, il faut cependant reconnaître que les choses bougent un peu, comme en témoigne le climat de fièvre dans lequel est plongé depuis un an le secteur de la distribution.

L'agitation a débuté dès que Philippe Pentecost, dont le père Edouard fut une figure légendaire de la Nouvelle-Calédonie des pionniers, s'est mis en tête d'implanter un hypermarché aux portes de Nouméa, au grand dam de ses rivaux de l'établissement caldoche. Il y parvint après moult péripéties, grâce au parrainage d'Eurocommerce, et fit souffler un véritable cyclone sur les prix.

Finie l'heureuse époque inflationniste où les monopoles nouméens se taillaient de confortables marges

bénéficiaires (nettes) allant jusqu'à 30 % sur les produits importés. Eurocommerce a baissé d'emblée ses prix de 10 % à 30 %, selon les produits, infligeant de lourdes pertes à ses concurrents (Balland, Barrau, Lavocat). Piqués au vif, ces derniers aiguisent les couteaux de la riposte : deux nouveaux hypermarchés sont annoncés à Nouméa, sans compter un supermarché dans la province Nord et un second aux îles Loyauté. La guerre à outrance !

Un domaine réservé

A moins qu'il ne débarque sur un champ de ruines fumantes, notre investisseur européen arriverait en 1993 un peu tard : le système aura commencé à se décoller de lui-même. Avec, comme toujours, du lubrifiant métropolitain.

Où donc s'offrir une autre nuit du 4 août ? Les mines et la métallurgie ? Voilà bien vingt ans que l'Etat veille jalousement sur son domaine réservé, où sommeille 70 % des ressources mondiales de minerai de nickel, classé « minerai stratégique » et donc protégé des appétits étran-

gers par un corset de règlements administratifs. La compagnie nationalisée Société Le Nickel (SLN), filiale d'Ermet-SLN — courtoise par ERAF — s'assure l'exclusivité de l'activité métallurgique mais partage l'extraction du minerai avec quatre autres « petits mineurs ».

Si ce minerai-roi, auquel l'histoire et la géographie du « Caillou » ont fait acte d'allégeance, ne brille plus que d'un éclat passablement terni — sa part dans la PIB est revenue en vingt ans de 30 % à moins de 10 % —, il continue à fournir la quasi-totalité des exportations. Incontournable ! Pourtant, depuis que le député RPR Jacques Lafleur a vendu ses intérêts miniers à la province indépendantiste du Nord, la profession a du vague à l'âme. Ce début de « canaquisiation » de la mine signe la fin d'une époque. Celle qui suit est grosse d'incertitudes politiques.

S'il est un secteur, en revanche, qui n'est pas encore gagné par la sinistrose, c'est bien celui du tourisme. Voilà l'alternative, assurément les stratégies. Ce n'est pas un hasard si M. Lafleur lui-même se retire des mines pour réinvestir dans le tou-

risme. Avec lui, d'autres investisseurs métropolitains et japonais se font fort de remettre en état une activité qui végétait jusque-là au stade artisanal : infrastructures de bas de gamme, manque de professionnalisme du personnel, animation urbaine à Nouméa tristounette... Faut-il s'étonner si le taux d'occupation des hôtels à Nouméa stagne à 50 % ?

Il est vrai que l'image d'un archipel au bord de la guerre civile a fait fuir les vacanciers et paralysé les énergies. Mais depuis le retour à la paix, les projets d'hôtels 4, 5, voire 6 étoiles fleurissent comme des champignons. On se bat à Nouméa pour chaque mètre carré de l'anse Vata ou de la baie des Citrons.

La Nouvelle-Calédonie y voit sa « nouvelle frontière ». Evidemment, il y a toujours des esprits chagrins pour estimer que jouer les courtisans des touristes japonais est un rêve pionnier un peu court. Mais le « Caillou » ne fait là, au fond, que se mettre au diapason d'un Pacifique Sud de plus en plus enroscé par la toute-puissance nipponne...

de Nouméa
FREDERIC BOBIN



» Nous poursuivons la publication d'une série d'enquêtes sur les « îles de l'Europe » dans la perspective du marché unique de 1993. Sont déjà parus des reportages consacrés à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion (10 avril 1990), à Mayotte (17 octobre 1989), aux Antilles (14 juillet), à May (30 mai), à la Corse et aux îles de la Pomme (10 mai), aux Canaries (14 février), à Rhodes (31 janvier) et à Madère (29 décembre 1988).

Les Canaques face au marché

Sous-équipées, sous-développées, marginalisées face à une ville de Nouméa à l'opulence tapageuse, les régions de brousse et des îles Loyauté sont actuellement le champ de manœuvre d'un plan de bataille sans précédent : l'insertion des Canaques dans les circuits marchands. La grande affaire que ce fameux « rééquilibrage ». De la réussite ou de l'échec d'un tel pari dépendra la longévité des accords de Matignon.

Les deux ans qui viennent de s'écouler depuis la signature de ce compromis historique ont montré à quel point, ici comme ailleurs, le développement ne se décrète pas. Traditionnel dilemme : comment familiariser une société communautaire, organisée autour de productions vivrières, avec l'individualisme requis par le marché ? Comment surmonter les rivalités intestines dans la société canaque — fragmentée en clans — qui perçurent l'initiative ? Comment en finir avec un assistant si profondément ancré dans les mœurs que l'on consomme, dans la brousse la plus reculée, des poulets congelés importés d'Australie ? Comment, enfin, réformer les

méthodes de travail kafkaïennes d'une administration ignorante du monde mélanésien ? Butant sur un tel parcours d'obstacles, les tentatives passées sont parsemées d'échecs : sur quatre mille projets lancés depuis une décennie, 13 % seulement sont toujours en activité.

La décentralisation administrative, qui permet aux indépendantistes canaques de gérer les provinces du Nord et des îles Loyauté, a précédé, pour vocation de combler les fossés, « Notre rôle est d'accompagner les clans à opérer la transition du secteur vivrier vers le secteur marchand », explique Paul Néaoutyine, président du FLNKS.

Court-circuité

De fait, la présence des Canaques sur le terrain économique s'est renforcée ces dernières années. Insensiblement, ils se glissent dans des activités hier monopolisées par les Européens de brousse : élevage, maraîchage, petit commerce, rouage du minerai de nickel... La politique de rétrocession des terres — les trois quarts des surfaces distribuées depuis un

an le sont à des Mélanésiens — vise à fournir un support à ces premiers pas encore hésitants.

Mais déjà, des questions émergent. Un double débat a lieu aujourd'hui en milieu canaque sur le type de développement souhaitable. Le premier porte sur le cadre juridique le plus approprié : la formule en vogue des SARL, que l'on préfère désormais à celle des coopératives, ne va-t-elle pas encourager, en diffusant une nouvelle culture individualiste, l'apparition d'une « bourgeoisie canaque », source de nouvelles contradictions ? Le second touche aux dimensions des projets : micro ou macro ? Plutôt que de multiplier les poulaillers, ne vaut-il pas mieux partir à l'assaut des forteresses économiques ?

Sensible à la seconde option, la province du Nord a placé la barre très haut en acceptant de racheter la société minière du député Jacques Lafleur. Quel bond ! Voilà les anciens activistes du FLNKS qui bressent des centaines de millions de francs CFP et négocient avec des géants japonais.

Dans le même temps, on planche sur un autre projet, gigantesque

dans son ambition : créer un nouveau pôle urbain destiné à court-circuiter Nouméa. Il est question de zone franche, de port en eau profonde, d'aérodrome international, de tissu industriel...

A ce stade, les regards se portent bien au-delà du liseré sacré du récif. Soucieux de ne pas retomber sous la tutelle des « grosses boîtes » de Nouméa — qualifiées également de « requins » — les dirigeants canaques de la province nord vont en effet plutôt chercher leurs nouveaux partenaires du côté de Paris, Tokyo, Taiwan ou Sydney.

Obsession justifiée car, en cette première phase de travaux d'équipement (routes, lycées, immeubles administratifs), la métaphore du tonneau des Danaïdes s'impose : l'argent distribué en brousse revient affluer à Nouméa dans les caisses des hôteliers, des entreprises de BTP ou des architectes. Ce qui ne veut pas dire que le *feed-back* ne jouera pas, plus tard, en faveur de Tokyo, Paris, ou ailleurs... si l'on se désintéresse trop aujourd'hui des poulaillers.

F. B.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

Vous annonce la prochaine parution de l'étude sur : **LES ACTEURS AGRO-ALIMENTAIRES FRANÇAIS : CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT ET ÉVALUATION**

Dans un environnement en profonde mutation, l'agro-alimentaire français est devenu un secteur extrêmement convoité : plusieurs transactions d'entreprises ont atteint des montants apparemment sans commune mesure avec leur valeur réelle, en raison d'un contexte stratégique particulier.

L'étude des principaux sous-secteurs (chiffres clés, problématique par rapport à 1993) et l'analyse financière et stratégique de près de 40 acteurs permettent de répondre à cette question :

Que valent les sociétés agro-alimentaires françaises ?

Pour recevoir la présentation de cette étude de près de 500 pages et l'offre privilégiée d'acquisition, contactez-nous au n° de téléphone suivant : 49 24 90 50. EUROSTAF - 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél : 202 632

CHAMPS ECONOMIQUES

La croissance face à un risque de saturation

La consommation est-elle en renouvellement perpétuel ?
Ou y a-t-il une limite à l'accumulation de biens d'équipement ménager ?

par Véronique Riches

La disparition des cycles d'activité est un thème récurrent de l'analyse économique. L'idée d'une possible confiscation de la croissance par le seul jeu des forces endogènes du fonctionnement économique, la tentation est grande d'opposer celle de la mort du cycle et de trouver dans la dynamique actuelle des caractéristiques propres à une prospérité durable.

Dans les pays développés où les dépenses des ménages représentent en moyenne les deux tiers du revenu national, le rythme apparentement capricieux de la consommation est en partie responsable de l'irrégularité de la croissance et des mécanismes cycliques qui traditionnellement ponctuent la vie économique. Alors que la consommation de biens durables épouse un profil relativement inerte au cours du temps, l'extrême irrégularité de celle de biens durables est un facteur essentiel de l'enclenchement des cycles conjoncturels et fait l'objet à ce titre d'une attention toute particulière.

Les fonctions usuelles de consommation permettent certes de juger des potentialités de dépenses nouvelles d'une population en un moment donné compte tenu des flux de revenus. Elles ne heurtent toutefois à la difficulté d'appréhender les retournements d'origine cyclique qui caractérisent l'évolution des achats. Ceux-ci sont généralement attribués à un effet de saturation progressive selon lequel l'accumulation de biens d'équipement trouverait d'elle-même sa limite dès lors que les besoins d'acquisition ou de renouvellement du parc de biens seraient satisfaits.

Le cycle de vie

Formalisée dans les théories du cycle de vie, la logique du comportement cyclique de consommation n'est pas surprenante d'un point de vue microéconomique, pas plus qu'elle ne l'est dans une logique de produit. Il est aisé d'imaginer qu'un individu consacre davantage de ses revenus à son équipement en biens durables pendant certaines périodes de sa vie plutôt qu'à d'autres.

Tout comme il est facile de comprendre que l'émergence d'un nouveau produit sur le marché suscite une demande élevée concomitante à l'équipement de masse, suivie d'une phase de moindre demande, puis de déclin liée à un phénomène de saturation. Les vagues de remplacement croient par la suite des mouvements cycliques de demande plus ou moins étalés dans le temps en fonction de la durée de vie du produit.

Il est plus complexe de justifier sur le plan macroéconomique que les cycles qui en résultent s'articulent selon des fréquences temporelles régulières. La multiplicité des biens et comportements individuels ne devrait-elle pas permettre que ces microcycles se succèdent presque indéfiniment pour ne plus apparaître au niveau macroéconomique ?

Dans un contexte où le marché offre une variété de biens sans cesse renouvelés, où les stratégies de « consommation personnalisée » pratiquées par les industriels permettent de cibler avec précision la demande des ménages, où la multiplication des crédits en mesure de lever les contraintes de financement,

les conditions d'un renouvellement perpétuel de la demande ne sont-elles pas réunies ?

On a souvent tenté de justifier la vigueur actuelle de la consommation de biens durables par l'absence d'un effet de saturation, précisément du fait de la combinaison de ces éléments. Mais la durée de la reprise actuelle est-elle pour autant synonyme d'une vigueur exceptionnelle ?

En France aujourd'hui, le niveau des dépenses réelles pour l'acquisition de biens durables est certes supérieur de 40 % à celui du premier trimestre 1985 quand s'amorce le redémarrage. La progression atteint donc en moyenne 7 % l'an. Mais, outre le fait que cette reprise intervient après une dépression d'une ampleur et d'une durée sans précédent au cours des années d'après-guerre, susceptible de justifier un effet de rattrapage, cette vague d'accumulation se compte parmi les plus faibles des trente dernières années.

Entre 1975 et 1980, soit durant une période de même durée, la consommation de biens durables s'était accrue en moyenne de 8,5 % par an. Au cours de la phase de

prêts huit trimestres consécutifs de hausse, soit à la fin de l'année 1986. Le niveau de la consommation s'est élevé depuis, à un rythme de moins en moins soutenu jusqu'à rejoindre à la mi-1988 seulement sa tendance de longue période.

Un phénomène de rattrapage

Cette mise en perspective permet-elle de porter un jugement sur l'état de saturation de l'équipement des ménages ? On pourrait être tenté de voir dans la faiblesse relative du cycle actuel français l'illustration précise d'un effet de saturation à la baisse du rythme d'accumulation sur la période 1960-1989.

Cette interprétation est néanmoins peu probante au regard de l'évolution observée dans les pays anglo-saxons. Aux Etats-Unis les cycles qui sont d'une ampleur et d'une régularité quasi exemplaires s'enroulent autour d'une tendance remarquablement stable. Or le niveau de consommation par tête y est supérieur d'un tiers à celui des autres pays industrialisés.

reconstitution du parc s'ajoutent des équipements supplémentaires. On peut certes anticiper une progression importante des achats de nouveaux biens dont les ménages sont encore peu pourvus. Mais quand bien même le taux d'équipement de magnétoscopes (aujourd'hui de 20 % en France) ou de fours à micro-ondes serait multiplié par trois ou quatre au cours des années à venir, ces achats ne représentent qu'une part marginale du budget des ménages, insignifiante au regard des dépenses consacrées à l'automobile par exemple, et dont de surcroît les prix relatifs diminuent. Il est peu probable par conséquent que ces nouveaux produits suscitent une vague de dépenses d'une ampleur significative au regard des mouvements cycliques traditionnels.

Des accélérations possibles

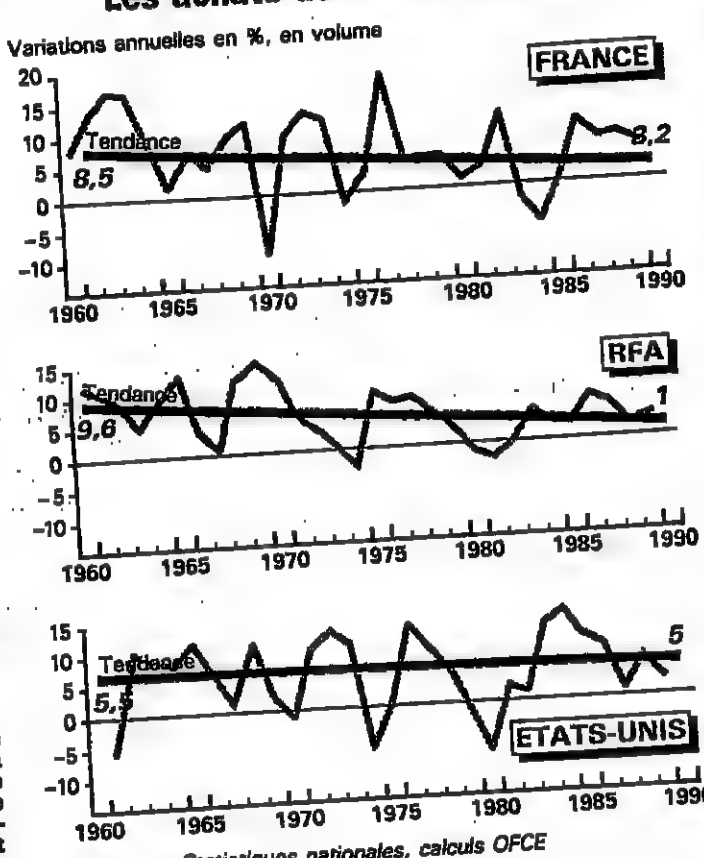
Il reste un domaine de l'activité très influent sur le cheminement des achats de biens durables rétract par le marché du logement. Particulièrement frappante dans les pays anglo-saxons, la corrélation entre les mises en chantier de logements neufs et les dépenses de biens durables est d'autant plus nette en France et en Allemagne que la crise du bâtiment s'y est étendue sur plus de dix ans à partir de 1973.

Il n'en demeure pas moins vrai que les périodes de regain d'acquisition de logements sont de nature à stimuler les dépenses d'équipement pour l'habitat, qui représentent en période normale une large proportion du budget des ménages. Cet élément est probablement significatif de la tendance à la baisse des rythmes d'accumulation observée en France et en Allemagne, tandis que l'explosion du marché du logement au Royaume-Uni a vraisemblablement joué en sens inverse.

Dans un contexte de redressement encore récent des mises en chantier amorcé en France en 1987 et en Allemagne en 1988, les événements récents annulent pour partie les craintes d'une saturation de la demande dans ce pays, il y a peut-être là des potentialités d'accélération des rythmes d'accumulation et donc d'un nouveau seuil de saturation. Cela ne signifie pas pour autant la disparition des effets de stock, quand bien même ceux-ci ne peuvent être que relatifs au niveau de développement atteint par l'accumulation passée et aux modes de vie. Préparons-nous alors à prévenir les conséquences plutôt que de s'illusionner sur la mort du cycle.

► Economiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Les achats de biens durables



Sources: Statistiques nationales, calculs OFCE

reprise du cycle précédent, de 1970 à 1974, elle s'était accrue de 48 %, au rythme moyen de 10 % l'an. Seule la reprise de la seconde moitié des années 60, dont la faiblesse était vraisemblablement justifiée par la proximité du boom de consommation de 1960 à 1964, s'apparente par sa durée et son ampleur à la période actuelle.

La constatation n'est pas propre au cas français. Les dépressions antérieures à la reprise actuelle, souvent situées à la charnière des années 70-80, ont été plus amples que les précédentes aux Etats-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni. Cette configuration justifie vraisemblablement la longueur des expansions en cours, d'autant que, après un démarrage rapide, la consommation a vite perdu sa vigueur initiale de sorte que son rythme moyen est plus faible qu'au cours des cycles habituels.

Généralement récupérés au terme d'une année de reprise, les points hauts atteints avant la contraction des dépenses ont été retrouvés avec un décalage plus important cette fois. En France le niveau du dernier trimestre 1982 n'a été rattrapé qu'à

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36:15 LEMONDE

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS SLIVARENTE

Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs à Forte Rentabilité
Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 Juin 1990 a approuvé les comptes de l'exercice 1989/1990.

Revenu global par action : F. 17,24 composé d'un dividende net de F. 15,40 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F. 0,84 pour les personnes physiques et de F. 0,80 pour les personnes morales. Le montant de ce dividende mis en paiement à partir du 27 Juin 1990 pourra être réinvesti en actions SLIVARENTE en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois.

Depuis le début du nouvel exercice, la valeur liquidative de SLIVARENTE s'est accrue de 2,6 %. Cette évolution confirme les résultats obtenus en 1989 (+6,9 %).

Ainsi, au cours des quinze derniers mois la valeur liquidative de SLIVARENTE a progressé de 8,9 % (coupon inclus). Ce chiffre est à comparer à l'indice CREDIT LYONNAIS des emprunts d'Etat 7/10 ans, (coupon inclus), qui s'est établi à +6,5 % durant la même période.

D'autre part, dans sa séance du 15 Juin 1990, le Conseil d'Administration de SLIVARENTE a décidé de porter de 1 % à 2 % la commission de souscription. Ces nouvelles conditions seront appliquées aux souscriptions reçues à partir du lundi 16 juillet 1990.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS. REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS LIONPLUS

Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV

Dans sa séance du 5 Juin 1990, le Conseil d'Administration de LION PLUS a décidé de porter de 1 % à 2 % la commission de souscription.

Ces nouvelles conditions seront appliquées aux souscriptions reçues à partir du lundi 16 Juillet 1990.

Depuis le début de l'année, LION PLUS, SICAV de CAPITALISATION investie en obligations françaises des secteurs public et semi-public, a enregistré une progression de sa valeur liquidative de 3,7 % au 25 Juin 1990.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Usinor Sacilor

par l'intermédiaire de sa filiale

Uguine ACG

a acquis

J&L Specialty Products Corporation

LAZARD FRÈRES & Co.

LAZARD FRÈRES ET CIE

Le 3 Juillet 1990

سكندر من الاحمد

سكزا من الامم

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

L'avenir des échanges internationaux selon Percy Barnevik

A l'occasion du trentième congrès de la Chambre de commerce internationale, qui s'est tenu à Amsterdam, dont la séance de clôture était consacrée au thème « L'Europe de 1992 sera-t-elle une grande chance pour le reste du monde ? », un des grands managers de l'Europe d'aujourd'hui, le Suédois Percy Barnevik, désormais installé à Zurich, où il préside et dirige le groupe électrotechnique ABB, issu de la fusion en 1987 d'ASEA - appartenant au conglomérat de la famille Wallenberg - et du groupe germano-suisse Brown Boveri, a exposé ses vues à la fois optimistes et pessimistes sur l'avenir des relations commerciales internationales. Courte barbe à la Napoléon III, taillé en géant, Percy Barnevik n'a pas caché la couleur :

« Même si les sociétés font tout ce qu'elles peuvent individuellement pour exercer leur pression de lobby afin d'obtenir protection et avantages, je pense pouvoir dire que la tendance de fond chez la plupart des industriels est en faveur du libre-échange. Cela est particulièrement le cas pour ceux d'entre eux qui viennent des pays les plus petits mais pratiquent un large commerce avec le monde extérieur et pour les sociétés qui sont déjà engagées dans leur propre effort de globalisation. La raison en est simple : un monde de libre-échange multiplie leurs occasions de faire des affaires. »

L'état d'esprit que représente Percy Barnevik contraste avec la vision institutionnelle que l'on a traditionnellement en France sur l'Europe, disons depuis 1950, année au cours de laquelle Robert Schuman avait proposé, avec le succès que l'on sait, la création d'une haute autorité du charbon et de l'acier, première pierre de l'édification de la Communauté économique européenne. Il n'empêche que l'union européenne devra, d'une façon ou d'une autre, déboucher sur un compromis entre, d'une part, les aspirations des partisans de « l'Europe sans rivage » (selon la belle formule de François Perroux), pour lesquels le champ d'activité est le monde, sans priorité de principe pour les échanges avec les voisins les plus proches, et, d'autre part, les espoirs des tenants d'une

intégration plus ou moins poussée. Paradoxalement, la préparation du grand marché unique peut fournir l'occasion de cette synthèse difficile, encore jamais réalisée. Alors que l'Acte unique a remis au premier plan l'objectif d'une union européenne, le concept d'intégration, au vu de l'expérience décevante des trente dernières années, a été en partie abandonné dans la mesure où l'harmonisation des législations nationales n'apparaît plus comme la condition nécessaire du marché unique.

L'optimisme de Percy Barnevik se manifeste dans sa conviction que chacun des trois grands pôles de l'économie mondiale est orienté dans la bonne direction. C'est d'abord le cas pour l'Europe : « Même si l'échéance de 1992 se prolonge pour devenir l'échéance 1992-1995, et même si les difficultés à transformer l'Europe de l'Est en une économie de marché dépassent les prévisions les plus pessimistes, ces facteurs représentent un défi extraordinaire et un développement positif pour l'ensemble du continent. »

En ce qui concerne l'Amérique du Nord, Percy Barnevik n'a jamais cru à son déclin : il voit l'industrie américaine, après une cure de rajeunissement, plus agressive que jamais. Quant à la zone Pacifique, il résume par ces quelques points son dynamisme :

« Les peuples de cette région ont un âge moyen moins élevé que la moyenne constatée dans les pays de l'Ouest », tant et si bien que « sans Livre blanc, sans l'équivalent des dix mille technocrates de Bruxelles, ces peuples sont en train de s'unifier comme le font les Européens, et cela à une terrible vitesse. De nouveaux continents apparaissent tant en Amérique qu'en Europe. Nous n'avons pas autre chose à faire qu'à faire face. »

En revanche, le patron d'ABB se

déclare beaucoup moins optimiste sur l'avenir des échanges entre les trois zones. La première raison en est, comme on pouvait s'y attendre, l'importance des déséquilibres entre, d'une part, le Japon et, de l'autre, l'Amérique du Nord et l'Europe. Or ces déséquilibres ont peu de chance de disparaître, et cela en dépit ou à cause des politiques principalement défensives suivies.

« Les industries les plus exposées tendent à se plaindre non seulement de la concurrence « déloyale » qui leur est faite mais aussi des difficultés d'accès aux débouchés étrangers. » Cependant, « le plus grand des obstacles au libre commerce, c'est tout simplement qu'il existe au Japon un nombre très élevé de producteurs capables d'offrir une marchandise de haute qualité et à bas prix. »

Cela les diplomates ne peuvent rien changer. Cette dernière remarque est en effet une vérité bonne à dire aux partisans de l'intégration, aux yeux de qui les échanges internationaux continuent à avoir l'aspect d'une partie jouée entre des Etats sur la base du donnant-donnant.

CEPENDANT, ce n'est pas l'Europe qui achète au Japon, mais tel ou tel particulier français, belge ou allemand qui désire acquiescer une Toyota. A l'inverse, ce n'est pas le Japon qui exporte, mais telle firme nipponne, dont les intérêts ne coïncident pas nécessairement avec ceux d'une autre firme de la même nationalité.

Non seulement les réflexes de protection ne changent guère la situation de fond, mais ils ont des conséquences souvent contraires à l'effet recherché. Et Percy Barnevik, qui passa dix ans de sa vie à travailler pour le fabricant suédois d'acier spécial Sandvik, précise : « Les contingents d'acier imposés par les Etats-Unis pendant les années 70 et

les accords dits de limitation volontaire des exportations japonaises portant sur les semi-conducteurs n'ont certainement pas renforcé les industries correspondantes aux Etats-Unis. Les tentatives européennes pour conserver coûte que coûte des chantiers navals dépassés ont provoqué d'énormes pertes financières, tandis que le contingentement des importations d'automobiles dans plusieurs pays européens n'a certainement pas contribué à rendre les industries de ces mêmes pays plus compétitives. » A bon entendeur, salut !

Ce qui préoccupe plus sérieusement Percy Barnevik, c'est la disparité flagrante entre les investissements japonais en Europe, en plein essor, et la quasi-inexistence des investissements européens au Japon. Pour remédier à cette situation, il convient que les Européens « fassent plus d'efforts », mais aussi bien sûr que « les Japonais ouvrent beaucoup plus leur pays. »

Toutefois, la raison la plus déterminante pour prévoir de nombreuses difficultés dans le développement du commerce entre les grands pôles économiques du monde, c'est pour l'Europe le processus d'unification lui-même. Quels que soient les avantages qui en découleront, le processus lui-même a toutes les chances d'être souvent pénible et semé d'embûches.

A titre d'illustration, Percy Barnevik cite le cas de l'industrie des transports ferroviaires. On ne compte pas moins de vingt-quatre fabricants de locomotives dans l'Europe de l'Ouest et treize dans l'Europe de l'Est, soit un total de trente-sept, qui s'opposent aux deux producteurs américains et aux trois producteurs japonais : « Une restructuration est urgente. Elle conduira certainement à réduire le nombre des fabricants ; un effectif plus petit de travailleurs fera le même nombre d'engins. En résumé, l'industrie euro-

péenne des locomotives deviendra plus compétitive. Tout cela est bien pour l'Europe tout entière ; cependant, qu'arrivera-t-il si telle ou telle usine à fermer se trouve dans une zone sensible de l'Ecosse, de l'Italie du Sud, du nord de la Scandinavie, etc ? Et si ces régions connaissent déjà un taux de chômage de 15 % à 20 % ? »

A parade à la stagnation du commerce « interrégional » (région étant ici synonyme d'Amérique du Nord, d'Europe et de Japon), ce sont les grandes entreprises qui sont les premières à l'apporter en déployant leurs activités dans le monde entier. C'est ici que le contraste signalé plus haut entre les sociétés nées dans les petits pays libre-échangistes et les entreprises des pays à marché intérieur plus large s'estompe. Le président de la CGE, Pierre Suard, qui était présent à Amsterdam, a lui aussi décrit l'impressionnante internationalisation de son groupe tout en présentant, en ce qui concerne la construction européenne, un point de vue très « intégrationniste », réclamant au passage la stricte application du principe de réciprocité (le donnant-donnant auquel il a été fait allusion plus haut) dans les relations commerciales entre les grands continents.

La parade se trouve aussi entre les mains des gouvernements. Percy Barnevik les exhorte à conclure positivement les négociations commerciales de Genève (Uruguay round). L'affirmation des règles fondamentales du GATT est plus que jamais nécessaire pour faire barrage à la formidable montée du protectionnisme.

Le grand manager suédois ne croit pas que la situation actuelle dégénère en une guerre commerciale telle qu'elle existait avant la deuxième guerre mondiale. Mais la multiplication des restrictions dites volontaires aux échanges (elles sont tout sauf volontaires) laisse présager des échanges plus administrés et négociés que libres.

MBA UNIVERSITY

L'Excellence Franco-Américaine

■ Créé en 1986 par l'Institut Franco-Américain de Management et développé avec des universités américaines et canadiennes réputées.

■ Un Master in Business Administration en 11 mois : octobre à janvier (Paris), janvier à août (USA ou Canada).

■ Admission : étudiants diplômés des grandes écoles ou de l'université. Cadres affaires et organisations. Renseignements, documentation :

MBA University

19 rue de Céprie, 75015 Paris
Tél. : (1) 42 73 26 53
Enseignement supérieur privé

Jean-Marie Chauvier

URSS : Une société en mouvement

Un regard libre sur un peuple en quête de libertés
Claude JULIEN, Dir. Monde Diplomatique (in préface)
Un livre riche et un excellent radar
François SCHLOSSER, Le Nouvel Observateur
400 p., 135 F.
éditions de l'aube

INSAM



INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

- 4 ans de formation internationale au management
- Etudes à Paris, États-Unis, Europe
- Admission : 1^{re} année : bac + concours
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS)

GROUPE

ESLSCA

ESLSCA : FONDÉE EN 1949, RECONNUE PAR L'ÉTAT. DIPLOME VISE PAR L'ÉTAT
1, rue Bougainville, 75007 PARIS. Tél. (1) 45.66.59.98

Établissement privé d'enseignement supérieur

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle

Adresse

Code postal Ville

Niveau d'études actuel

Age

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Formation en Alternance |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion Financière |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel |
| <input type="checkbox"/> Préparer un MBA | <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Informatique |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion | <input type="checkbox"/> Ingénieur Aeronautique/Automobile |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'intérieur | <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Art Textile et Impression | <input type="checkbox"/> Logistique Production |
| <input type="checkbox"/> Assurance | <input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs |
| <input type="checkbox"/> Cinéma | <input type="checkbox"/> Management Hôtelier |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture | <input type="checkbox"/> Marché de l'Art |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Paramédical |
| <input type="checkbox"/> Communication Publique | <input type="checkbox"/> Prépa Ecoles de Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Communication Visuelle | <input type="checkbox"/> Prépa Saint-Cyr |
| <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle | <input type="checkbox"/> Prépa Sciences Po |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Comptabilité | <input type="checkbox"/> Relations Internationales |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po | <input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat |
| <input type="checkbox"/> Danse | <input type="checkbox"/> Sacrédu/Bureautique |
| <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel | <input type="checkbox"/> Stylisme de Mode |
| <input type="checkbox"/> Électronique | <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil |
| <input type="checkbox"/> Expertise Comptable | <input type="checkbox"/> Transports |

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

ou composez sur

minitel

3615 code ORIENTATIO

IFAM. The school of management in Paris for students ready to choose the best way to achieve an american MBA.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux États-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenaires associés, University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U., University of Wisconsin, Duke U., George Washington U., Mac Gill U. Les

employeurs attendent de pied ferme ces jeunes managers formés à l'américain : les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reviennent des États-Unis. Enfin, la success story de l'IFAM continue avec le développement du programme "MBA University" créé en 1986 en association avec Pace University à New York. Ce dernier offre aux diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA en 11 mois. Avec 300 étudiants à Paris et 200 aux États-Unis dans les meilleures universités accréditées, l'IFAM, première école française à dispenser ses cours en américain, est bien l'établissement pionnier de la formation franco-américaine au

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT - 19 rue Caprie, 75015 Paris - France - Tél. 47 34 38 23

2^{ème} CYCLE

MANAGEMENT EUROPEEN

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de GENÈVE

14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES

ADMISSION : Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme C.E.E. équivalent

IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, rue du Fg-St-Honore 75008 Paris

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde *D*es Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Directeur programmes

Promotion Immobilière

recherché pour un Groupe national, pour sa Filiale **Midi-Méditerranée**.

La création d'une nouvelle plateforme est inspirée par un important développement et une diversification de "produits". Pour répondre à la large délégation offerte par ce poste, vous devez avoir une formation Grande Ecole, Ecole de Commerce.

Qualités attendues pour la fonction proposée : meneur d'Hommes, rigoureux avec un excellent sens du relationnel et de la négociation. Vous saurez animer, contrôler une équipe pluridisciplinaire et assurer la totale responsabilité des opérations : leur commercialisation, leur réalisation, leur gestion, leur communication.

Votre rémunération, très motivante, s'organise sur des objectifs précis. Confidentialité et discrétion assurées.

Réponses sous référence LM 654/90.

Votre dossier de candidature (C.V., lettre de motivation et photo) sera traité par notre Conseil : Groupe ALT & S, 28 Cours Mirabeau, 13100 Aix en Provence.

ALTA

MANAGER EFFICACE ET HOMME DU "ZERO MEPRIS"

Rejoignez l'équipe de Direction d'une Société d'Assurances Vie leader sur son créneau et filiale d'un grand groupe du secteur tertiaire en devenant son

DIRECTEUR DES OPERATIONS CLIENTS 500 KF

Homme clé de l'entreprise, vous serez chargé d'optimiser les différents services offerts aux 300 000 clients. Vous développerez efficacement une gestion de qualité avec les moyens informatiques performants mis à votre disposition.

Pour ce faire vous prendrez en main un département de plus de 100 personnes regroupant les services Organisation, Conseils Clientèle, Gestion, Logistique et participerez activement au sein de l'équipe de Direction à l'élaboration puis à la mise en place des futurs développements ambitieux de l'entreprise dont vous serez un des éléments moteurs.

Diplômé d'Enseignement Supérieur, vous avez entre 30 et 40 ans. Votre connaissance des placements financiers sera un très bon atout mais qui s'effacera devant votre personnalité et votre potentiel d'évolution.

Ce poste de haut niveau, au sein du Comité de Direction, peut vous ouvrir à court-moyen terme de nouvelles possibilités d'évolution.

Si ce challenge dans une équipe jeune et dynamique vous intéresse, adressez votre candidature sous la référence CB/964 à notre Conseil.

UNILOG

Conseil en Recrutement
141 Avenue de Wagram
75017 PARIS

Filiale d'un groupe français, cette PME (80 pers.) dont le siège se situe en région parisienne, est spécialisée dans les biens d'équipement destinés au Bâtiment et à l'Industrie. Notre activité progresse de 20 à 30 % par an et se situe dans un environnement très porteur. Nous recherchons son

DIRECTEUR GENERAL

De formation ingénieur complétée si possible par un cycle commercial-gestion, vous êtes surtout un homme de stratégie et de décision.

Votre large expérience de Manager dans des contextes techniques ou industriels vous donne le recul nécessaire pour diriger la production, la gestion et la commercialisation.

L'autonomie du poste au sein du Groupe, la clarté des objectifs à atteindre et un salaire participatif, sont des éléments qui vous séduiront.

Nous saurons, par notre énergie et nos fortes ambitions être des vecteurs à votre réussite.

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à : EUROMAN - 11 rue Heinrich - 92100 BOULOGNE - FAX : 46 21 78 13 en indiquant la référence 5393 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

DIRECTEUR GENERAL

Notre société réalise un C.A. dépassant le milliard de francs, dans des activités industrielles et de création.

Le directeur général devra, auprès du président, définir la stratégie à moyen terme et mettre en place les moyens pour y parvenir : industriels, financiers, sociaux et commerciaux.

Vous avez une formation supérieure, une expérience de direction, vous avez vous-même mis en place avec succès un plan d'investissements industriels, vous aimez les challenges et vous avez le goût des relations humaines et le sens de la négociation.

Adressez votre C.V. avec photo et une lettre manuscrite à : L.M. ANGAUD - 36, rue Coquillière, 75001 PARIS.

FDS
FRANCE DISTRIBUTION SYSTEM

Filiale du groupe BOLLORE
Leader dans l'acheminement, le stockage et la distribution des flux physiques et administratifs, recherche son

SECRETAIRE GENERAL

Le poste : Sous l'autorité directe du Président de la filiale, vous aurez en charge, l'administration, l'informatique, les finances et la comptabilité, le contrôle de gestion, la gestion administrative du personnel et la juridique. Membre du comité de direction, vous participerez à la définition des politiques et stratégies. Large délégation et interface avec le groupe.

Le candidat : de formation supérieure (HEC - ESSEC - Sup. de Co. Paris ou équivalent), vous êtes prêt à vous investir dans une entreprise à forte croissance.

Merci de faire part de votre intérêt pour ce poste en écrivant, sous réf. 919M, à notre conseil Jean-François de BENNETOT - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS. Outre une lettre manuscrite et un CV, vous ferez mention de votre salaire actuel.



plein emploi

conseils en ressources humaines
vos projets nous intéressent



le groupe SOFRESID recherche

LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

de sa filiale Ingénierie à Cherbourg (120 personnes)

Placé sous l'autorité directe du P.D.G. basé à Paris au siège du Groupe, il sera, dans le cadre de la stratégie définie par les actionnaires, le patron de son affaire au quotidien, sous tous les aspects : commercial, technique, gestion.

Entouré de cadres de valeur, il devra s'imposer par sa compétence technique, acquise en bureau d'études, son sens du management et de l'animation, son aptitude surtout à conquérir de nouveaux marchés.

Ingénieur, de formation type A.M., il devra faire état d'une expérience professionnelle technico-commerciale d'une vingtaine d'années.

Poste de haut niveau, dans une entreprise jeune, déjà réputée, appartenant à un groupe de renommée internationale.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil : G. PONS - NORECO 5, bd St-Gaud 50400 GRANVILLE



Le Monde *J*uristes

Juriste

POUR LE MONTAGE D'OPERATIONS IMMOBILIERES COMPLEXES

La SEGECE, filiale de la Compagnie Bancaire, est une des sociétés leader de la promotion de grands centres commerciaux (70 réalisations) et de l'exploitation de centres en activité. Nous gérons actuellement 22 centres situés dans les grandes villes de France. L'ensemble représente 1 600 commerces et 600 000 m².

Au sein de l'équipe de Direction des Programmes, vous serez responsable de tous les aspects juridiques et fiscaux relatifs au montage et à la mise en œuvre des opérations.

Pour parvenir à la réalisation de montages juridiques et fiscaux astucieux, vous devrez arbitrer entre diverses solutions (acquisitions, bail à construire, concessions...), choisir le statut des sociétés ad hoc (SNC, SCI...) et rédiger les différents actes (promesses ou compromis de vente, baux, conventions diverses...).

Vous participerez à toutes les conventions signées avec les maîtres d'ouvrages, BE...

Ce poste s'adresse à un candidat possédant un DES en droit de la construction et de l'urbanisme, conforté par une expérience de 3 à 4 ans minimum dans l'immobilier, la promotion ou la construction. Il devra se distinguer par son esprit critique, son sens de la négociation, sa capacité à travailler en équipe. Son potentiel lui permettra d'évoluer au sein de la société et du groupe Compagnie Bancaire.

Merci d'adresser votre candidature à Dominique Desgranges COMPAGNIE BANCAIRE 5, avenue Kleber - 75116 PARIS, sous réf. 367.



COMPAGNIE BANCAIRE

PUBLICATION SOCIALE PARIS
recherche pour sa rubrique juridique

JOURNALISTE JURIDIQUE (H/F)

spécialisé(e) en protection sociale

Mission : synthèse et rédaction de textes juridiques et sociaux, suivi de la politique sociale.

Profil : maîtrise de droit social, expérience rédactionnelle exigée, facilité de contact.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : A.S.H./recrutement (réf. ILM.) 14, bd Montmartre - 75009 PARIS

5021 من الامم

هكذا من الامم



JURISTE

La SNECMA recherche un juriste pour sa Direction des Approvisionnements. De formation juridique supérieure (DESS, DEA), vous possédez une expérience de 3 ans minimum. Au sein de la Direction des Approvisionnements, située sur notre centre d'Evry-Corbail, vous participerez à l'élaboration et la négociation des contrats conclus avec les fournisseurs français et étrangers, vous suivrez tous les problèmes juridiques, fiscaux et douaniers liés aux approvisionnements et aux litiges. L'anglais courant est indispensable. Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. BT/IR au Groupe SNECMA Direction de l'Encadrement - 2, Bd du Général Maréchal Yelin - 75724 Paris cedex 15.

NOUS PREFERONS L'ECRIRE



La SNECMA a su mobiliser les intelligences et les énergies pour se hisser parmi les leaders mondiaux dans les domaines de la recherche, de la conception, du développement et de la production des moteurs d'avions tant civils que militaires.

GROUPE SNECMA

MUTEX - LA PREVOYANCE DE LA MUTUALITE FRANCAISE recherche pour son département Etudes un

TECHNICIEN D'ACTUARIAT

Mission : Vous assisterez les actuaires dans leur mission d'études, vous préparerez et suivrez des dossiers techniques et serez chargé de travaux statistiques. Liens avec l'informatique et la gestion. Profil : Titulaire d'un Bac C ou D complété par deux années ou moins d'enseignement supérieur mathématique ou scientifique, vous êtes diplômé IFA ou équivalent, vous avez une expérience professionnelle dans le domaine de l'assurance vie et une bonne pratique de la micro-informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo - restituée - lettre de candidature manuscrite et prétentions) à MUTUALITE FRANCAISE - Direction Administrative - 255, rue de Vaugirard - 75719 PARIS Cedex 15.

Nous sommes une BANQUE PRIVEE (15 milliards de total de bilan, filiale d'un important groupe financier). Nous recherchons, un spécialiste du droit bancaire pour intégrer notre Service Juridique en tant que

juriste

A 30 ans environ, de formation supérieure (maîtrise de droit privé), vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum au sein d'une banque. En étroite collaboration avec le Responsable du service et assisté d'une petite équipe, vous contribuerez à la gestion juridique des comptes clients, des garanties et des dossiers de recouvrement. Vous interviendrez également en tant que consultant auprès de notre Département Exploitation Bancaire.

D'intéressantes perspectives d'évolution pourront vous être offertes au sein de notre banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 6844 à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILL. CEDEX

JEUNE JURISTE, CONSEILLER JURIDIQUE INTERNE



BATEG DELTA est une filiale Bâtiment pour l'île de France du Groupe International C.B.C. Son développement rapide impose un renforcement de ses structures et la création d'une fonction juridique interne. Seul, ou assisté de spécialistes extérieurs, le Juriste interviendra sur toutes les questions d'ordre juridique concernant la Société :

- celles spécifiquement liées à l'activité (contrats de sous-traitance, droit des marchés, contentieux...)
- mais aussi celles liées à la marche générale de l'entreprise et ses divers engagements.

Par des actions concrètes et une présence efficace sur le terrain, il sensibilisera les responsables opérationnels aux aspects juridiques de leurs décisions.

Une solide formation supérieure juridique assortie de 3 à 5 ans d'expérience acquises dans le B.T.P., l'immobilier ou l'ingénierie est requise pour ce poste demandant d'excellentes capacités de communication et une grande maturité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 220 D à HB, 66 Avenue Victor Hugo 75116 PARIS.

Juriste d'entreprise

A 30/35 ans, de formation supérieure DEA/DESS, vous avez une expérience de 4 à 5 ans, dans un cabinet juridique ou au sein d'une entreprise, au cours de laquelle vous avez élaboré des contrats de droit français et anglo-saxon.

Intégré au service juridique de notre siège — nous sommes une importante société française de haute technologie — vous participerez et prendrez en charge la rédaction de tous types de contrats (sociétés et commerciaux).

Pour cette mission stratégique, basée à Paris, vous possédez de réelles qualités de rigueur et d'organisation et maîtrisez bien sûr parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 6846 à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



GRACE

Jeune Juriste d'Affaires : Un poste à créer en Alsace

Filiale française (500 personnes) du Groupe Chimique Multinational WR GRACE (46 000 personnes dans le Monde), nous concevons, produisons et commercialisons des produits industriels haute performance pour des marchés diversifiés (70 % à l'Export).

Notre développement nous amène à créer ce poste pour mettre au service de la Direction Générale et des différents secteurs opérationnels de l'entreprise les compétences et l'assistance juridiques nécessaires dans tous les domaines : Droit des Sociétés, Droit Commercial, Contentieux, Assurances, relations avec les Administrations...

A ce titre, vous êtes responsable du suivi et de la supervision de tous les engagements contractuels liant l'entreprise à des tiers et assurer la coordination avec nos Conseils juridiques extérieurs.

Vous possédez une solide formation en Droit des Affaires (Maîtrise, DESS ou DJCE) et une première expérience acquise en entreprise ou dans un Cabinet vous permettant de vous adapter à des problèmes diversifiés. L'anglais et l'ouverture internationale constituent un atout fondamental.

ALGOE nous conseille dans cette recherche et étudiera confidentiellement votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier complet en précisant rémunération actuelle sous référence 412 M, 9 bis route de Champeigne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE CONSEIL EN MANAGEMENT

MEMBRE DE SYNTCO



Filiale du Groupe SHELL, nous sommes présents dans 130 pays (800 pers., 1 Md de CA). Leader sur nos marchés (BRICOLAGE, PLEIN-AIR, RANDONNEE, DOMESTIQUE), nous recherchons pour étoffer notre DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIERE un

JURISTE DE HAUT NIVEAU

PARIS

250/300 KF

CONSEILLER

GERER

ANTICIPER

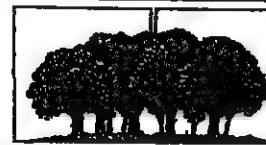
VOTRE MISSION : Professionnel du Droit des Affaires, vous êtes le Conseiller du Comité de Direction. Vous habiliterez par vos recommandations la politique de diversification du Groupe en étroite collaboration avec les hommes du Marketing et de la Production, vous assurez la protection de notre savoir-faire industriel (brevets - marques...).

VOUS AVEZ : 30-35 ans □ une spécialisation dans le Droit des Affaires complétée si possible par une formation économique et financière □ une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire □ une vocation à raisonner dans un contexte international □ une vision très opérationnelle de votre rôle de conseil.

POUR REUSSIR, NOUS VOUS OFFRONS : □ une responsabilité de conseil valorisante dans des domaines d'investigation variés (Propriété Industrielle, Assurances, Droit international, Joint Ventures...) □ une rémunération à la hauteur de vos aspirations □ l'opportunité d'évoluer au sein d'un Groupe en forte expansion.

Pour une présentation individuelle du poste avec la société le 23/07/90 Adressez vos télécopies CV, lettre et photo à EUROMAN - 96, rue Saint Charles - 75015 PARIS. Fax : 45.79.49.94 en indiquant la référence 6751 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN



Leader français des parcs d'activités technologiques et des technopoles recherche son (sa)

JURISTE

Vous avez une maîtrise en droit, au moins cinq ans d'expérience en tant que juriste d'entreprise et vous souhaitez vous impliquer au sein d'une équipe jeune et motivée où vos qualités relationnelles seront essentielles.

Votre fonction consistera à préparer les conseils d'administration et les assemblées d'actionnaires, à négocier les contrats de travail et à assurer la gestion juridique du personnel.

Enfin, vous serez le conseil juridique de nos directeurs de programme auxquels vous devrez apporter des réponses justes, concrètes et rapides.

Vous devrez vous tenir régulièrement informé(e) des modifications légales, réglementaires et de la jurisprudence, être en relation permanente avec des spécialistes du droit et, si possible, parler anglais.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à notre Conseil sous réf. 5680, ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 code CV Plus.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Gestion

The US subsidiary of a diversified, international industrial group is looking for its

Controller

USA (Ohio)

Reporting to the General Manager, you will be responsible for a team of about six people providing local and international management with financial information including profit planning, forecasting, analysis and interpretation of monthly results, inventory and cost accounting. You will also have to improve internal controls and information systems.

We are looking for a business graduate (école supérieure de commerce) aged 29/35 with a demonstrable record of

± \$ 50 000 + housing + benefits

career success in industry. The DECS will be appreciated. This is an excellent opportunity to join a dynamic group which offers international career perspectives.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. XA5854MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

La filiale d'une grande banque française recherche un

Responsable Régional Affacturage

Dans cette structure à taille humaine, vous serez rattaché à l'un des deux chefs de zone. Vous gèrerez vos prospects et vos prescripteurs (80% du CA) avec une grande autonomie et monterez les dossiers intégralement. Vous avez 28 ans environ, une formation supérieure (Maitrise, ITB ou équivalent) et vous disposez de deux ans d'expérience de l'affacturage acquise dans une banque ou un établissement financier et d'une bonne connaissance des financements aux entreprises.

Technicien tout autant que commercial, vous aurez la possibilité d'évoluer au sein d'un groupe d'importance nationale qui vous offrira de nombreuses possibilités de carrière. Ce poste basé à Paris vous amènera à passer 50% de votre temps en province.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous réf. CK5601MO.



Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Groupe Français (CA : 7 Mds F) en forte expansion cherche pour son équipe d'audit international un

Auditeur

Banlieue Ouest

Vous participerez activement aux audits et conduirez des missions dans les nombreuses filiales du groupe en France et à l'Étranger. Votre action portera sur les aspects comptables et opérationnels avec une présence particulière lors des clôtures semestrielles. La réflexion sur l'amélioration des procédures et les systèmes de contrôle interne sera également de votre ressort. Agé de 26/30 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent

230 KF +

vous avez une première expérience de 2/3 ans en cabinet d'audit. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett ou Gilles de Mentque, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC5851MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Nous sommes un groupe financier international de premier plan et recherchons pour notre Direction du contrôle de gestion un contrôleur de gestion expérimenté.

Rattaché au Directeur :
• vous participez à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des plans annuels et à moyen terme,
• vous concevez et mettez en place les tableaux de bord de suivi du groupe et de ses filiales.

Ce poste convient à un diplômé d'une grande

école de commerce, justifiant d'une expérience significative du contrôle de gestion et de la planification, acquise en entreprise ou en cabinet de conseil.

Votre force de conviction, alliée à votre sens des contacts et du management, font de vous un candidat à fort développement au sein de notre groupe. Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 1392 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris, qui transmettra.

contrôleur de gestion expérimenté

GECALSTHOM

LYON

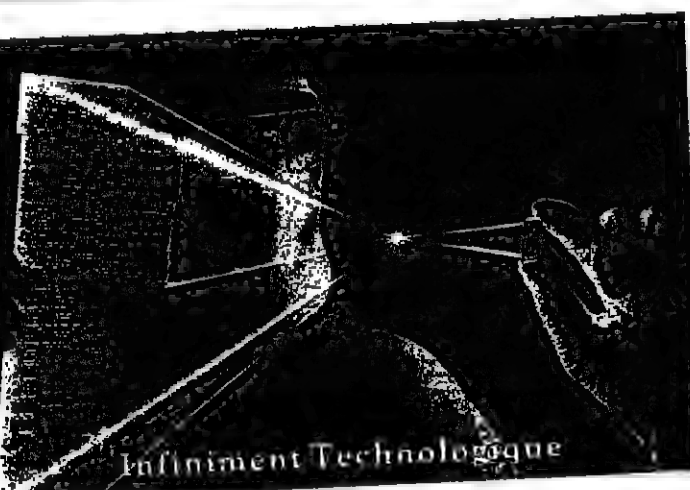
LA DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ÉNERGIE recherche

AUDIT INTERNE

Directement rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion, il analyse les procédures et les comptes des Départements et Filiales de la Division tant en France qu'à l'étranger.

Nous recherchons pour ce poste un jeune Audit de formation Ecole Supérieure de Commerce ayant de préférence une première expérience dans un établissement industriel ou en cabinet. Il parle l'Anglais (Allemand souhaité). Intéressantes possibilités d'évolution et de promotion dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5645-M à Mamrègies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



Infiniment Technologique

C'est à l'échelle de l'Europe que nous préparons l'avenir. Nos projets sont nombreux dans tous les domaines d'application de l'électronique. Si vous souhaitez vous associer à notre réussite, Texas Instruments vous offre une opportunité à la hauteur de vos ambitions.

Collection Supervisor

Rattaché au responsable Crédit Collection et Trésorerie, vous supervisez une équipe de quatre personnes, chargée du recouvrement des créances dans les secteurs de l'industrie électronique et informatique. Votre objectif est d'accroître le retour des titres de paiement, de veiller au respect des dates d'échéances et de négocier la réduction des conditions de règlement en liaison avec la Direction Commerciale. Homme de progrès, vous développez et valorisez des méthodes de collection novatrices s'appuyant sur un puissant outil informatique. Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure (grandes écoles de commerce, Dauphine...), vous avez acquis une première expérience dans une fonction Crédit-Recouvrement ou plus généralement financière au sein d'un groupe international et vous maîtrisez l'anglais.

Le poste est basé au siège social de Villeneuve-Loubet, près de Nice.

Bernard Tison vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous Réf. FIN908 à Texas Instruments France, 8/10 avenue Morane Sautier, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

TEXAS INSTRUMENTS

En marche vers le progrès



CHEF COMPTABLE

Groupe international VEV

(13 500 personnes, 75 milliards

de Francs de CA), avec ses

marques RODIER, BOUSSAC,

PINGOUIN... nous recherchons

pour BOUSSAC FILATURES

(350 personnes, 200 MF de CA,

3 sites industriels) un Chef

Comptable

Rattaché au Directeur Général et en étroite relation avec le Contrôleur de Gestion, vous serez responsable de :

- la comptabilité générale dans le respect des obligations comptables, légales et fiscales.
- la comptabilité analytique dans le respect des procédures du groupe.
- l'assistance et la formation des interlocuteurs comptables en site.

Deux techniciens comptables vous aideront dans cette mission. Vous travaillerez dans un environnement informatique (AS 400 + logiciels GESFI, micro : LOTUS - EXCEL).

De niveau DECS ou équivalent, vous avez acquis une solide expérience comptable de quelques années, qui vous a familiarisé avec l'outil informatique.

Ce poste est basé au siège social de BOUSSAC FILATURES à Saint-Quentin (Aisne).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/06 à Béatrice GAU Groupe VEV - 82, rue de Courcelles - 75008 PARIS

GROUPE VEV

MÉDIA

هكذا من الاجل

هكذا من الامم

UNE VISION LARGE DE LA FONCTION...

Chef Comptable

Rattaché à notre D.A.F. et avec une large délégation de sa part, vous superviserez l'ensemble de notre comptabilité générale et analytique, ainsi que notre trésorerie. Vous assurerez la consolidation de nos deux sociétés. Vous intervenirez dans le cadre de la mise en place d'un nouvel outil informatique performant et devrez faire face à notre développement (large croissance par diversification), source de besoins nouveaux.

Véritable animateur de votre équipe (7 personnes), vous vous appuierez sur votre professionnalisme, vos qualités relationnelles et votre dynamisme pour vous intégrer à la vie de notre entreprise, leader de la préparation du café (8.000 personnes dans le monde, 300 en France avec un CA de près de 400 MF).

Nous vous souhaitons de bon niveau (D.E.C.S.), déjà familiarisé à l'animation d'une petite équipe comptable en Entreprise, avec une bonne connaissance de l'anglais, et surtout attentif à jouer un rôle moteur.

Si ce poste, évolutif et basé à Paris (proche gare Est) vous intéresse, Michèle DUCHER, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous réf. P/CPT/LM à RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Raymond Poulain Consultants

Paris-Sèvres 92 - Nous sommes une jeune société holding contrôlant sous différentes formes un certain nombre de sociétés spécialisées dans les vêtements et articles de sports (vêtements d'enfants, maillots de bain, vêtements et articles de sports...) avec des marques connues. Nous réaliserons en 1990 un CA de 200 M et nous avons des objectifs ambitieux. Nos récents accords (capitalistique et distribution) avec une des toutes premières sociétés mondiales japonaises de ce secteur (plus de 6 milliards de CA) nous incitent à conforter notre organisation, nos structures de management et de gestion. Dans ce contexte, nous recherchons au sein de la holding un Cadre à fort potentiel pour assurer auprès de la Direction Générale la fonction de

CONTROLEUR DE GESTION

Vous avez une formation type ESC + DECS et une petite dizaine d'années d'expériences professionnelles acquises pour partie en cabinet d'audit et pour partie en entreprise comme contrôleur de gestion. Vous dialoguez sans problème en anglais et vous avez les acquis des techniques de reporting anglo-saxonnes. Sous l'autorité directe de la Direction Générale, vous aurez la mission principale de mettre en place des procédures communes de contrôle de gestion et les outils permettant la mise en place rapide d'un système performant de reporting anglo-saxon à l'usage de nos associés japonais. Vous serez donc amené à uniformiser les comptabilités des sociétés du groupe, à produire des situations mensuelles et trimestrielles, à introduire des méthodes permettant de procéder à une gestion par objectifs, à fournir les liasses comptables adéquates aux règles de consolidation. Vous assurez les liens juridiques et les coordinations informatiques entre les sociétés. Vous serez donc une plaque tournante entre nos différentes structures tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société : ceci implique d'excellentes qualités relationnelles, un fort esprit d'organisation. Notre développement doit permettre à un candidat de valeur d'évoluer à terme vers des fonctions plus opérationnelles et de direction d'unité autonome. Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf 5395 M, à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

FISCALISTE ENTREPRISES

Pour la direction des affaires fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Vous serez intégré à l'équipe fiscale au sein de laquelle vous participerez à la détermination des résultats imposables du groupe et des opérations de haut de bilan.

A 30 ans environ, vous devez justifier :

- d'un DESS de fiscalité ou du diplôme de l'Ecole Nationale des Impôts,
- d'une expérience professionnelle d'au moins 4 ans dans un cabinet de conseil ou d'audit ou dans l'Administration dans une fonction de vérificateur ou de rédacteur.

Ce poste requiert une formation et des motivations orientées vers la fiscalité des entreprises. Une bonne connaissance de l'anglais constituerait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (réf. FIS) à Anne MONFORT Société Générale - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Nous sommes filiale d'un grand groupe financier, spécialisée dans la gestion d'OPCVM. Pour assister notre équipe de gestionnaires, nous recherchons :

ECONOMISTE

L'aspect technique de votre mission vous amènera bien sûr à prendre en charge le suivi économique et conjoncturel des pays. Au sein de notre équipe vous mènerez aussi des travaux de recherche sur les activités et les fonctionnements des marchés (taux d'intérêts).

Mais nous attendons de vous que vous animiez des réunions d'information pour notre réseau et notre clientèle et des rencontres entre économistes que vous organiserez grâce à vos contacts avec des organismes de conjoncture.

A 30 ans, diplômé d'une formation économique, financière ou statistique (3e cycle), vous avez acquis une première expérience d'études financières et vous avez instauré de nombreux contacts professionnels grâce à vos publications.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf : 08 1138 à CONTESSE PUBLICITE - 37 rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.

CONTESSE

Etablissement Financier de 1er plan
recherche
pour son Département Participations et Investissements Immobiliers

CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de l'équipe de gestion des patrimoines immobiliers il devra développer le contrôle de gestion des activités touristique et immobilière.

Il élaborera et mettra en place le reporting des participations.

Il prendra en charge la gestion prévisionnelle d'un ensemble de sociétés de patrimoines immobiliers.

Pour ce poste à fort développement nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (type Ecole Supérieure de Gestion) justifiant d'une expérience du contrôle de gestion d'environ 3 ans et possédant une bonne pratique de la micro-informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 081139 à CONTESSE 38 rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS PERRET cedex, qui transmettra.

Filiale de l'un des principaux groupes financiers, la Banque Indosuez se situe parmi les plus importantes banques françaises. Aujourd'hui, nous renforçons nos équipes et recherchons un jeune

ATTACHE DE CLIENTELE INSTITUTIONNELS

FRANCAIS - ANGLAIS - JAPONAIS

Vous avez une formation commerciale ou financière complétée d'une première expérience acquise au service Back-Office "Titres".

Vous parlez couramment le japonais et l'anglais.

Nous vous proposons de participer au développement d'une clientèle d'institutionnels étrangers sur les produits de Titres.

Dans un premier temps gestionnaire, vous deviendrez rapidement responsable de clientèle.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo, sous réf. EDVLO à BANQUE INDOSUEZ Service Recrutement Mobilité 9, rue Louise-Murat - 75371 PARIS CEDEX 08.

BANQUE INDOSUEZ
Banque d'Affaires Internationale

Sorefi Picardie
Banque Régionale des Caisses d'Epargne du Réseau Ecureuil en Picardie.

Découvrez le secteur bancaire dans un poste de :

CHARGE D'ETUDES MARKETING

VOTRE MISSION :
Mesurer nos positions sur les marchés et analyser les besoins de la clientèle. Elaborer les prévisions et réaliser les études mettant en évidence les tendances essentielles des marchés et des produits. Développer les outils d'analyse, d'aide à la décision et à l'action commerciale (bases de données, segmentation comportementale).

VOTRE PROFIL :
De formation BAC + 5, économétrie, analyse de données, statistiques, ou équivalent, vous maîtrisez les techniques qualitatives et quantitatives et les outils informatiques. Vos qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse et votre intérêt pour le monde bancaire seront la clé de votre réussite et de votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à SOREFI Picardie - Direction des Ressources Humaines - 2, bd Jules Verne - B.P.727 - 80007 AMIENS cedex.

Organisme interprofessionnel nous gère un flux financier de 1 milliard de francs. Nos équipes sont au cœur de notre développement et nous recherchons un jeune

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

300 - 350 KF

Basé à Paris, vous assurerez la responsabilité complète de la comptabilité de l'entreprise. Avec une équipe de 20 personnes votre autonomie sera réelle et vous ferez progressivement évoluer les compétences, les procédures et les outils informatiques existants.

Membre à part entière de l'équipe de direction, vous serez notre interlocuteur auprès des institutions de contrôle et organismes divers. Vous prendrez en charge le service contentieux et le suivi de la trésorerie.

35 ans environ, de formation généraliste complétée par un DECS, vous disposez d'une expérience approfondie dans ce métier, vos capacités d'encadrement sont reconnues, vous savez positionner la comptabilité en tant qu'outil de management de l'entreprise.

Compétence, rigueur et présence seront les atouts de votre réussite dans ce poste. Cette réussite permettra une évolution commune.

Pour un premier contact confidentiel, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RC 1040 à notre conseil : QUEL RESSOURCES ET PERSPECTIVES - 7, rue de pressés - 75015 PARIS. Une suite sera donnée à chaque dossier de candidature complet : lettre, CV, photo et rémunération actuelle.

QUEL

HEC - ESSEC - SUP DE CO DEBUTANTS OU 1^{RE} EXPERIENCE

Grande Banque d'Affaires placée en tout premier plan de la compétition internationale, nous souhaitons intégrer pour nos implantations - et principalement pour les Grandes métropoles régionales - de jeunes Diplômés Grandes Ecoles ou Universitaires à fort potentiel.

EXPLOITANTS CLIENTELE INDUSTRIELLE

Nous vous confierons le développement et la gestion d'un portefeuille composé essentiellement de grandes et moyennes entreprises. Après analyse des besoins, en véritable conseil financier, vous proposerez à vos clients, parmi toutes nos activités, les solutions les mieux adaptées et les plus novatrices.

GESTIONNAIRES DE PATRIMOINE

Nous vous confierons une clientèle privée que vous gèrerez et développerez. Diagnostic financier et force de proposition, vous permettraient de conseiller vos clients en leur ouvrant des champs d'investissement dans tous les domaines de l'activité économique. Après d'interlocuteurs de très haut niveau, vous alliez à votre sens psychologique et relationnel une solide culture générale.

Grâce à une politique de formation très active, vous prendrez progressivement des responsabilités d'encadrement, sachant que notre Groupe privilégie une image de haute technicité et pour ses collaborateurs de nombreuses possibilités d'interconnexion entre ses multiples métiers. Vous souhaitez avoir de plus amples précisions ? Contactez ALLO-CARRIERES au (1) 49.09.09.49 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (précisez la réf. A281) ou adressez votre dossier de candidature sous réf. A281/LM, à ALLO-CARRIERES 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

(1) 49.09.09.49

ALLO CARRIERES

La Finance au GAN, une assurance de réussite.

Le développement de nos activités financières nous permet de proposer une opportunité nouvelle à un :

Jeune gestionnaire actions

France/Etranger

Au sein d'une équipe de 4 personnes et en liaison avec tous nos intermédiaires, vous assumerez une double mission :

- suivre les données boursières et financières tant en France qu'à l'étranger,
- participer à l'élaboration de la politique de placement et à la gestion de nos portefeuilles.

Diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, vous venez, après au moins 2 ans d'analyse financière, de prendre en charge une activité de gestionnaire, qui a déjà révélé vos qualités de contact et vos capacités d'autonomie et de décision. Anglais courant indispensable et seconde langue souhaitée pour ce poste basé à Paris 9^e.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée s'il y a lieu, à :
ED/50 à Emploi et Carrières,
2 rue Pille-Vill, 75448 Paris
Cedex 09.

L'énergie
de tous
les projets



Groupe industriel en expansion
Plusieurs usines, région Rhône-Alpes,
quatre filiales commerciales en Europe.

SON CONTROLEUR DE GESTION

Formation Ingénieur + complément gestion.
Trilingue : anglais, allemand, français.

Écrire : C.V., photo et prétention au N° 8967
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy 75007 Paris.



aerospatiale

Le leader Européen de la construction aéronautique et spatiale

Allier la performance économique et financière à la performance technique, telle est la vocation de la Direction du Contrôle de Gestion de la Division Avions (14.000 personnes, CA 12 milliards, produits Airbus et ATR), en forte croissance, qui vous offre un poste intéressant et évolutif au sein de son Département Planification Stratégique de

CONTROLEUR DE GESTION

SA MISSION : le titulaire du poste interviendra au niveau de la division et en particulier pour :

- analyser la cohérence des prévisions économiques et financières
- développer les approches financières dans les prévisions (bilans, plans de financement...)
- suivre l'évolution des méthodes comptables utilisées dans la société pour les intégrer dans nos méthodes prévisionnelles
- participer à l'élaboration du plan à moyen terme.

SON PROFIL : HEC - ESSEC - ESCP... ou Ingénieur + MBA, âgé de 30 ans et disposant d'une expérience de 5 ans acquise en contrôle de gestion au sein d'un grand groupe industriel.

Ses qualités d'analyse, de synthèse et de communication feront de lui un interlocuteur privilégié des contrôleurs de gestion des Directions Opérationnelles, de la Direction Financière de la Division et des Directions Centrales (Financière, Industrielle, Budgétaire).

Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.
Écrire sous réf. 27 B 1879-OM
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



CONTROLE DE GESTION

Détaché auprès du Directeur de la division COPIEURS vous êtes chargé, en relation permanente avec les responsables commerciaux et les instances internationales, de tous les aspects financiers de cet ensemble :

- Réalisation d'études en vue d'éclaircir les décisions
- Fixation des prix et conditions de ventes
- Elaboration et suivi des Plans et Budgets

Membre de l'Etat Major de la division, vous participez à la définition de sa stratégie.

Ce poste qui ouvre des perspectives de carrière intéressantes et peut déboucher vers une fonction internationale conviendrait à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, IEP ECO-FI ou équivalent.

Bon niveau d'anglais indispensable.

METHODES COMPTABLES ET FISCALES

Sous la responsabilité du Chef de Service "Méthodes comptables et fiscalité" vous êtes chargé de :

- Proposer la mise en application des lois fiscales et des normes françaises et américaines dont vous devrez suivre en permanence l'évolution.
- Réaliser des études et répondre aux problèmes posés dans ces domaines par divers services.
- Assurer la communication des règles et options retenues.

Ce poste qui permettra ultérieurement d'évoluer vers d'autres fonctions financières conviendrait à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou à un diplômé d'Etudes Supérieures Comptables.

Bon niveau d'anglais indispensable.



Ecrivez avec C.V. et photo en indiquant sur votre enveloppe la référence du poste choisi à :
KODAK-PATHE Gestion des Ressources Humaines
24, rue Villot - 75584 PARIS CEDEX 12

TRESORIER

CONFIRME

Groupe de BT, n°1 du Terrassement, C.A. : 2,5 milliards de francs, recherche pour sa Direction Financière un TRESORIER confirmé.

Responsable de la trésorerie du Groupe sur progiciel CERG, vous développerez les outils du reporting financier, vous conseillerez les filiales et menez les études ponctuelles d'analyse financière.

Vous serez secondé dans cette fonction par une assistante.

A 30 ans environ, de formation supérieure Finance-Gestion (Grande Ecole ou équivalent), vous avez déjà une expérience significative de la trésorerie d'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

Jean-François SERGENT - Direction des Ressources Humaines
Groupe RAZEL - 91408 ORSAY Cédex.

EDIFIONS ENSEMBLE UN AVENIR SOLIDE

Sud France
Prestataire de services

AUDIT INTERNATIONAL

Ce holding (300 MF de CA), spécialisé dans le négoce international de produits agro-alimentaires, connaît une forte expansion et renforce ses structures.

Adjoint de notre Directeur Administratif et Financier, votre tâche consiste à assister et contrôler techniquement, sur les plans comptable, financier et administratif, nos filiales situées au Moyen-Orient, en Afrique Noire et dans les DOM-TOM.

Vous participez au suivi de gestion de ces filiales au siège.

A 30 ans, de formation type ESC + DECS, votre expérience en cabinet ou en entreprise vous a permis de bien maîtriser les techniques comptables et de développer vos qualités d'analyse, de rigueur et une bonne aisance relationnelle. Vous êtes motivé par une carrière évolutive dans un contexte international.

Notre Conseil, Elisabeth BAILLY-SALINS vous remercie de lui écrire, à ETHIKA, 31 rue Grenette, 69002 Lyon en mentionnant la référence D/45/B.

Ethika

CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

501 من الاول

صكزا من الاجل

Le Monde de la Gestion

REPRODUCTION INTERDITE

Devenez, au sein du Département Contrôle de Gestion de notre groupe, le correspondant des centres de profit de notre Département Bancaire : Réseau (220 guichets), Direction des Affaires Immobilières, Filiales françaises et étrangères, Direction du Commerce Extérieur.

A partir des informations économiques qui pour l'essentiel vous seront fournies, mais que vous aurez aussi à vous procurer de votre propre initiative en liaison étroite avec les Contrôleurs de gestion et les Directeurs opérationnels, vous effectuerez les analyses pertinentes qui mettront en évidence l'évolution des activités, les écarts et distorsions par rapport aux prévisions, et tout indicateur que vous jugerez significatif. Votre rôle sera aussi de définir, expliquer, adapter les normes

Contrôleur de Gestion

Valorisez votre Savoir-faire...

et procédures définies par le contrôle de gestion centralisé. Vous aurez à "rendre" vos activités auprès de nombreux interlocuteurs.

De formation Bac + 4 minimum (ES, IEP, maîtrise...) vous avez une expérience d'environ 5 ans du contrôle de gestion en entreprise ou en cabinet. La connaissance des produits bancaires serait appréciée, mais avant tout, c'est une personnalité active, ouverte et créative qui est recherchée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. SA à notre Conseil

Christiane Montel
17 rue Galilée
75016 Paris.



Responsable Administratif et Financier (Vallée du Rhône)

Notre client exerce, au sein de la Vallée du Rhône, le double métier de promoteur et de prêteur dans le respect des obligations liées à sa vocation sociale.

Dans une PME de services, les bons résultats viennent d'abord de la qualité de sa petite équipe dirigeante, de son implication, de sa capacité à prendre des décisions rapides, de son potentiel permanent d'adaptation.

Pour renforcer son équipe actuelle, et fédérer le savoir-faire en Comptabilité Informatique et Gestion, la Direction Générale crée le poste de Responsable Administratif et Financier, chargé :

- d'animer les spécialistes actuellement en place, qui ont démontré leurs capacités techniques,
- d'optimiser les procédures Comptables, Informatiques et de Gestion, sur des objectifs de productivité,
- de faire évoluer l'offre-produit, en mettant en place de nouvelles formes de prêts.

Pour mener à bien cette mission polyvalente, nous cherchons un professionnel techniquement crédible (DESS Gestion, DECS, etc...) attiré par une petite structure au sein de laquelle sa progression personnelle ne sera limitée que par sa capacité d'implication.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 0807 à Groupe Equation - 19, rue du Commandant Faurax - 69006 LYON. Un dossier complet d'information sera adressé à tout candidat présélectionné.

Groupe Equation

REJOIGNEZ LES ARCHITECTES DE VOTRE INFORMATIQUE

Dans le cadre de son fort développement (+ 100 % en 89), AGENA, première société de Distribution et de Services Informatiques Française, 1,8 Mds de CA, 1400 collaborateurs, recherche pour ses filiales en France des

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS et FINANCIERS

1^{ère} EXPÉRIENCE et CONFIRMES

PARIS - PROVINCE

De formation supérieure en Finance Gestion (DECS apprécié), vous avez 27 - 30 ans et une première expérience de la gestion ou 40 - 45 ans, une expérience significative et une réussite professionnelle dans la fonction.

Nous vous proposons de prendre en charge l'ensemble de la gestion de nos unités décentralisées (comptabilité - trésorerie, paye, administratif, reporting, etc...).

En étroite collaboration avec le Directeur Général de la filiale, vous participerez aux choix stratégiques.

Vos qualités relationnelles et vos capacités d'animation d'équipe seront les atouts de votre réussite dans un poste réellement évolutif à forte implication personnelle. Rémunération motivante en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre candidature détaillée en précisant la région de votre choix à :

Gérard HOCHAPPEL - Directeur des Ressources Humaines
AGENA S.A. - 23, rue Royale - 75008 PARIS.



Filiale de LOCAFRANCE - Groupe SUEZ

Nous sommes l'un des grands opérateurs en Aménagement, Construction et Gestion Immobilière (20.000 logements - 430 personnes) basé à Saint-Maur-des-Fossés (94).

Notre Service Foncier et Aménagement recherche

L'Attaché administratif H/F

qui gèrera administrativement les opérations d'aménagement et d'acquisition, en assurant le suivi foncier, juridique, financier et administratif dans le cadre du budget des opérations. Ce rôle diversifié de soutien aux opérationnels, nécessite de nombreux échanges tant avec les services intérieurs qu'extérieurs (Préfet, DDE, collectivités locales, notaires, avocats, géomètres, ayant-droits...).

A 28/30 ans environ, de formation supérieure juridique, I.U.P., vous avez une expérience professionnelle de cinq ans dans une société immobilière, une étude notariale ou similaire. Vous y avez acquis des connaissances juridiques, de droit notarial, des sols, d'urbanisme. Vous aimez rédiger, recherchez un poste polyvalent auprès d'une petite équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 7413-0 à notre Conseil. Confidentialité assurée.



SEQUOIA CONSULTANTS 60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

La Direction des Activités Financières du CEPME recherche un(e)

Economiste - Financier

Au sein du Département Ingénierie Financière, vous serez en charge du suivi de la conjoncture des marchés de capitaux. Dans ce cadre, vous réaliserez les analyses macro-économiques que nécessitent les interventions de l'établissement sur les marchés de capitaux. Vous effectuerez également la synthèse des informations sur ces marchés nécessaires aux services de crédit pour leur démarche commerciale.

Votre compétence pour réussir dans ce poste est le fruit d'une formation supérieure économique (3ème cycle) ou financière (Sciences Po ou grande école commerciale, voire scientifique) et d'une expérience d'environ 5 ans dans les études économiques ou les activités financières.

La pratique de l'analyse technique serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser sous réf.DLC votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME. Monique Danion, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.



Crédit d'équipement des PME

Responsable des services comptables et financiers.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société, Géostock, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, partage à égalité son chiffre d'affaires entre la gestion de centres de stockage d'hydrocarbures en France et l'ingénierie de stockage à l'étranger.

Rattaché au secrétariat général et directement responsable de huit personnes, vous prendrez en charge la comptabilité du siège et d'une douzaine de sociétés - dont certaines anglo-saxonnes -, superviserez la paye et gèrerez notre trésorerie. Vous préparerez les budgets et serez le garant de la fiabilité des documents transmis aux maisons mères. Vous participerez à l'analyse des coûts et des tarifs résultant de la comptabilité analytique et serez le pivot de l'informatique de gestion.

Une formation de niveau DECS minimum, une expérience de près de 10 années : autant d'atouts qui vont vous permettre de prendre rapidement la hauteur nécessaire à la maîtrise de situations parfois complexes. Vous trouverez ainsi facilement vos marques dans un environnement intellectuel de haut niveau qui a largement privilégié un bon climat social. Claude des Reis, associé du cabinet Sirca, vous confirmera que nous apprécierons des connaissances fiscales sérieuses et un bon niveau en anglais. Adressez-lui un résumé de carrière et une lettre de motivation sous la référence 079 712 LM au 140, Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

RESPONSABLE COMPTABLE

Dans le cadre de la gestion financière de portefeuilles d'assurance, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE crée un poste de responsable comptable des placements.

Ses missions :

- Définition des procédures comptables et fiscales des opérations de placements.
- Production des états réglementaires.
- Participation à la conception et à la mise en place du système d'information financier.

A 28-35 ans, de formation supérieure (DECS, SUP DE CO...), vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans une compagnie d'assurance ou dans un cabinet d'audit, que vous souhaitez valoriser au sein d'une banque universelle. Votre goût pour l'autonomie, votre esprit imaginaire et rigoureux et votre sens des contacts humains sauront nous convaincre.

Le poste est basé à Paris et nécessite quelques déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (réf. CDP) à Pascal TAILLANDIER Société Générale - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.



Leader mondial des matériaux composites souples (activités marine-loisirs et aéronautique), nous poursuivons notre croissance rapide à l'échelle internationale (CA consolidé 2 mds de F, 24 sociétés dont 18 à l'étranger). Notre Direction Financière (Issy-les-Moulineaux) recherche son :

Responsable Consolidation et Méthodes Groupe

Rattaché au Directeur Administratif et Financier Groupe et assisté de 3 collaborateurs cadres, vous assurez une triple mission :

- responsable de la consolidation, vous en conduisez l'automatisation complète autour du logiciel Concept, vous proposez et concevez les améliorations permettant d'établir une consolidation mensuelle et par branche ;
- en charge de la formalisation et de l'optimisation des procédures de traitement et de gestion, vous entretenez une assistance et un dialogue permanents auprès des filiales et mettez en œuvre progressivement un guide complet de méthodes à l'échelle de l'ensemble du Groupe ;
- enfin, vous supervisez la comptabilité et le contrôle budgétaire holding.

A 30/35 ans, votre solide formation de gestionnaire, votre expérience de la consolidation, acquise dans un environnement dynamique (mise en place de systèmes d'information et de procédures) et votre pratique de la langue anglaise, vous permettent d'assumer les exigences techniques du poste.

Mais, seuls votre créativité, votre ouverture et votre sens du dialogue, vous garantiront une pleine réussite dans cette fonction, au carrefour d'un Groupe où valeurs humaines et implication de chacun sont les maîtres mots d'une décentralisation réussie.

Si ce contexte vous séduit, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. Y0620 à notre Conseil :



administratif

gestion au CAN, une assurance de réussite

responsable d'unité

gan

TANTS CONFIRMES

Le Monde

Gestion

RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS ET DU CONTROLE DE GESTION

Équipementier automobile - Se situant parmi les plus importants groupes industriels mondiaux (12,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour un effectif de 112.000 personnes), le groupe ROCKWELL réalise en France un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs et dispose de plusieurs implantations industrielles. L'une d'entre elles est située dans l'Est de la France et recherche son responsable des services financiers et du contrôle de gestion. Rattaché directement au directeur d'usine et ayant également autorité sur le service informatique (au total 6 personnes), sa mission sera de contribuer à la bonne gestion de l'usine en suivant et contrôlant ses coûts de production et, à partir de l'analyse des écarts, de proposer les actions correctives. Par ailleurs, il sera chargé de

l'élaboration des budgets et prévisions et de veiller au respect des procédures et à la fiabilité des informations. Il sera responsable de la bonne application des procédures comptables, de l'élaboration des comptes annuels de l'usine et de la vérification des règles de contrôle interne. Véritable animateur de son service, le collaborateur recherché dispose, outre une formation financière de haut niveau, d'une expérience réussie dans la fonction contrôle de gestion, si possible industrielle, et se sent aujourd'hui à la hauteur de la responsabilité globale d'un service. La pratique de l'anglais est indispensable. Écrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6765M - PA Consulting Group - 3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 33.22.61.54. (PA Minitel 36.15 code PA).



Rockwell
International



Creating Business Advantage

CONTROLEUR DE GESTION COMMERCIALE

Organisation et contrôle interne - Leader mondial de la diffusion d'informations économiques et financières en temps réel, l'agence REUTERS connaît en France une croissance importante depuis plusieurs années. Pour conforter sa position et développer la qualité de ses services, elle recherche un contrôleur interne. Rattaché au directeur de l'administration et de la gestion des ventes, il sera chargé de structurer, d'améliorer et de contrôler les circuits administratifs en amont et en aval de la vente dans un environnement très informatisé : contrôle des redevances boursières, mise en place de procé-

res internes et externes, élaboration et exploitation de tableaux de bord, maintenance des bases de données informatiques. Diplômé d'une école de commerce (ou équivalent) le candidat doit avoir acquis une première expérience de 3 ans en organisation soit en cabinet, soit en audit interne. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour évoluer dans ce contexte international. Écrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2155M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.54. (PA Minitel 36.15 code PA).



Creating Business Advantage

Directeur administratif et financier

Filiée d'un groupe anglo-saxon, nous fournissons des biens d'équipement à l'industrie. Notre CA (200 MF environ) doit fortement augmenter prochainement par acquisitions de filiales en France et à l'étranger. La trentaine, Sup de Co et/ou DECS, votre expérience de la fonction en milieu anglo-saxon fait de vous un professionnel du reporting. Utilisateur averti de l'informatique, vous savez faire évoluer les systèmes de gestion. Rigueur, sens de la communication, autonomie sont autant d'atouts pour réussir à ce poste situé près de Rouen. Vous parlez bien sûr anglais. Vous dirigez une dizaine de personnes et votre responsabilité est très complète : reporting, comptabilité générale et industrielle, contrôle de gestion, trésorerie, fiscalité, relations avec les banques, crédit control, informatique, ...

Veuillez adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 2064-M à l'attention de M. BUSTI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
associés

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

La gestion au GAN, une assurance de réussite

Nous recherchons pour notre direction de la gestion un

Responsable d'unité "Assurances Individuelles Vie"

Animateur d'une équipe de 30 personnes, vous encadrez l'unité en charge de l'ensemble des activités de gestion (émission, après-vente, prestations, assistance au réseau...) d'une région commerciale en assurances individuelles vie.

Issu d'une formation supérieure incluant une bonne culture financière, vous justifiez d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise de préférence dans le milieu bancaire.

Au delà de vos compétences techniques, vos qualités relationnelles et managériales sont les garants de votre réussite dans le poste basé à Paris 9^e.

Merci d'adresser lettre
manuscrite, CV, photo et
prétentions sous référence
PAM/1 à Emploi et
Carrières, 2 rue Pilet-Will,
75448 Paris Cedex 09.

L'énergie
de tous
les projets

Cabinet d'audit
et commissariat aux comptes
Membre du réseau international
RECHERCHE

ASSISTANTS CONFIRMÉS

(1 à 3 ans d'expérience en cabinet)

Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. de Roussen, 105, rue de Sévres, 92100 Boulogne.

TOSHIBA

TOSHIBA SYSTÈMES (France)

Leader sur le marché des micro-ordinateurs portables et de la bureautique (photocopieurs, fax...).

Pour contribuer à notre forte expansion (CA + 40 % en 90), nous renforçons notre Direction Financière en créant les postes de

CREDIT MANAGER

Rattaché au Directeur Financier vous êtes chargé du suivi et de la maîtrise du risque clients. Vous mettez en place les procédures de contrôle interne, assurez le reporting vis-à-vis des Directions Commerciales et de la DG et analysez avec nos distributeurs l'évolution du financement de leur croissance.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...) vous avez une 1^{re} expérience en Audit ou en Direction Financière. La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. DRH 09

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE/STOCKS

Responsable du Service Contrôle Stocks, vous participez à l'élaboration des procédures de contrôle interne en liaison avec les Services Achats, Administration des Ventes, Magasin... Vous assurez le reporting à la DG et organisez les inventaires en analysant les écarts par rapport au Budget. Vous mettez en place un système d'inventaire permanent.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...) vous avez une 1^{re} expérience en comptabilité analytique. Vous maîtrisez l'outil informatique. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Réf. DRH 10

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence), à la Direction des Ressources Humaines, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

TOSHIBA SYSTEMES (France)
7, rue Ampère, B.P. 131 - 92804 Puteaux Cedex

AD.COM

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

LE GROUPE GMF
EST UN DES TOUT
PREMIERS GROUPE
FRANÇAIS DE SERVICES.
PRÉSENT DANS DE
NOMBREUX SECTEURS
D'ACTIVITÉS
L'ASSURANCE (GMF IARD)
GMF VIE, LA SAUVÉGARDE...
LA BANQUE (GMF BANQUE...)
L'ASSISTANCE (AM),
LA DISTRIBUTION (ENAC,
MAISON DE VALÉRIE),
L'AGRO-ALIMENTAIRE,
LE TOURISME,
LA COMMUNICATION.

Organisateur
Comptable
ESC DAUPHINE DECS
Analyste
Comptable
DECS ou Équivalent
H/F

Merci d'adresser lettre manuscrite,
CV en précisant la référence choisie
à Bénédicte MALAVASI
GMF
Courcelles 2
35, rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS-PERRET



Venez rejoindre la Direction de la Comptabilité de
notre Branche Assurances IARD (CA 6,5 Milliards
de Francs).

ORGANISATEUR COMPTABLE

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans de la comptabilité
en entreprise ou en cabinet et un intérêt pour l'informatique.
Participez à la refonte de notre système d'information comptable.
Intégré à une équipe, vous prenez en charge un secteur comptable
pour lequel vous :
- réalisez un bilan des charges avec les utilisateurs,
- concevez l'organisation et le traitement des données,
- mettez en œuvre les outils informatiques.
Vous avez des capacités techniques d'analyse et de synthèse,
des qualités d'animateur.
La réussite de ce projet (2 ans environ) vous ouvrira de larges
perspectives d'évolution au sein de la Direction de la Comptabilité
ou dans le Groupe. Réf. 115 LM

ANALYSTE COMPTABLE

Vous avez la responsabilité de domaines comptables sur lesquels
vous travaillez en liaison avec les comptabilités départementales
des Directions opérationnelles (Personnel et Finances) :
- attribution des règles et des schémas de comptabilité générale
aux sociétés concernées,
- contrôle, centralisation et analyse,
- mise en œuvre de l'amélioration des procédures,
- établissement des outils de suivi et de prévision.
Vous animez une équipe et intervenez dans un contexte informatique
performant (GLM).
Vous avez acquis une expérience de 5 ans exercée dans une fonction
comptable, vous faites preuve d'un bon sens de l'organisation,
de qualités relationnelles et d'autonomie. Réf. 116 LM

LEVALLOIS - PERRET

AGENCE MILLE

5022 من الاحد

5021 من الاحول

Un contrôleur de gestion (H-F)



**LAROUSSE
NATHAN
INTERNATIONAL**

Nous créons et diffusons sur les marchés internationaux des manuels scolaires, des dictionnaires et encyclopédies, des ouvrages de jeunesse. Au sein d'une équipe légère, rattachée au Secrétaire Général, vous aurez à prendre en charge le contrôle de gestion de L.N.I. et participerez au suivi des filiales étrangères.

A ce titre, vous aurez pour missions essentielles :
• L'animation des budgets (préparation - suivi - réactualisations) en liaison avec les différents responsables de l'entreprise.
• L'établissement du reporting mensuel de la société par centre de profit.
• La prévision et le suivi de l'activité éditoriale par ouvrage (compte d'exploitation prévisionnel - rentabilité - suivi des dépenses).
• L'élaboration d'études et d'analyses ponctuelles.

Ce poste nécessite tant des qualités d'analyse et de synthèse qu'une bonne capacité de dialoguer avec l'ensemble des acteurs de l'entreprise.

De formation supérieure BAC + 4 (écoles de commerce - gestion - finance) et âgé de 28-30 ans, vous pouvez aujourd'hui vous prévaloir d'une expérience significative de 3 à 5 ans dans la fonction.

Votre capacité de réflexion alliée à votre sens du terrain feront de vous la personne compétente.

Une utilisation de la micro-informatique est nécessaire (LOTUS).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) à Christophe L'HUILIER, sous réf. CG, Direction des Relations Humaines, LIBRAIRIE LAROUSSE 17, rue du Montparnasse - 75298 PARIS Cedex 06.

GRUPE
LACITE

Renforcer notre direction financière

Au sein d'un Groupe international procédant à d'importants investissements, faire évoluer le contrôle de gestion d'une société industrielle (600 personnes, 1,4 milliard de CA).

C'est la mission que nous confions à notre :

Contrôleur de gestion

Directement rattaché au Directeur Financier, vous :
- complétez la mise en place de tableaux de bord,
- développez le contrôle de gestion commercial,
- élaborez le contrôle complet des investissements.

A 25-28 ans, de formation supérieure + DECS si possible, vous avez une première expérience réussie à un poste similaire au sein d'un groupe industriel. Vous parlez couramment l'anglais. Poste évolutif basé à Rouen.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 1033 à

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 186-07 - 75326 Paris Cedex 07.

VOS BONS COMPTES NOUS FERONT BONS AMIS...

"CONTROLLER" FINANCIER ET DE GESTION

Filiale française d'un groupe international implanté en Amérique du Nord, Asie et Europe, notre jeune Société (siège à Mulhouse) gère l'étude et la commercialisation de systèmes d'alarme spécialisés. Nous recrutons un cadre de gestion en possession d'une excellente pratique de l'anglais.

Déjà expérimenté ou débutant de formation supérieure, vous désirez évoluer avec une société "portable". Assisté d'un aide-comptable, vous prendrez en charge la comptabilité, la trésorerie et le contrôle de gestion. Vous serez responsable du reporting mensuel au groupe (Angleterre).

Adressez lettre manuscrite, C.V. (réf. 439) à notre Conseil.
(Informations Minitel 3616 : Code Managing).

MANAGING

SEFAM
43, rue de la Commerce
68400 KIEDISHEIM

PROVAC

ADX-EN-PROVENCE

N° 1 en équipement pour le Pneumatique. Fournisseur officiel des trois constructeurs automobiles français et de leur réseau.

Nous recherchons pour notre siège basé près d'Aix-en-Provence notre :

Directeur Administratif et Financier

Véritable bras droit du P.D.G., vous serez en mesure de faire accéder notre Entreprise, saine, solide et très prometteuse, à sa nouvelle dimension financière.
• Environ 40 ans, formation HEC, Sup de Co, ESSEC... vous êtes un organisateur et un financier de talent.
• Vous avez 5 à 10 ans d'expérience et maîtrisez parfaitement le risque client, les techniques de financement, la mise en place d'une organisation en centres de profits, les opérations de croissance externe.
• Vous avez l'habitude de travailler en environnement IBM AS 400.
• Vous parlez obligatoirement l'anglais et éventuellement l'italien.

Une définition de fonction détaillée sera adressée aux candidats préselectionnés qui auront envoyé lettre + CV + photo sous réf. PAD690-PV1 à notre Conseil : François DURAND, Florian Mantione Institut, «Le Marcure B», Z.I. d'Aix-en-Provence, 13768 Les Milles Cedex.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

PROXIMITÉ D'AIX-EN-PROVENCE

Société de services, premier dans son domaine d'activité (12 milliards de CA), recherche, pour sa structure régionale (220 MF de CA), son :

CONTRÔLEUR DE GESTION HF 200 KF +

MISSION :

Vous participerez :
• au contrôle des résultats analytiques,
• à la réalisation des prévisions,
• à l'établissement des prix de revient,
• au suivi des frais généraux.

De formation ESC ou DECS, vous possédez 5 ans d'expérience dans cette fonction.

Fonction évolutive vers le poste de Direction Administrative et Financière au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre + CV + photo sous réf. 93963 à MEDIA SYSTEM, 46, Bd Longchamp, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

Centre de Direction CONTROLEUR DE GESTION Marne la Vallée (77)



Leader français sur le marché de la charcuterie préemballée, HERTA regroupe, en France, 1.500 personnes, réalise un CA de +1,8 Milliard de Francs et est présente dans plus de 80 % de la distribution moderne.

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion, il assure l'établissement, le suivi du budget général et du plan à long terme, l'analyse des écarts, la mise en place d'outils de moyens et de procédures améliorant la rapidité et la pertinence des Informations.

Jeune ESC (ou équivalent) - DECS apprécié -, possédant une première expérience dans un groupe industriel et commercial, votre rigueur, votre implication sauront nous convaincre. Des connaissances en comptabilité analytique et budgétaire, en micro-informatique et une première approche du reporting anglo-saxon sont indispensables.

La variété des tâches, l'ambiance de travail, le dynamisme de la Société, les réelles perspectives d'évolution motiveront des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 24/198 D à :

EGOR GESTION ET FINANCE

8, rue de Bern - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE CANADA DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

cegos

Consultants Formateurs en COMPTABILITE-FINANCES

N° 1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs à des spécialistes en comptabilité, gestion, finances, fiscalité. Diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, ou DECS, vous avez une expérience de 5 ans en entreprise ou en cabinet et êtes motivé par les activités de consultant-formateur. Intervenant en entreprise pour des formations-actions, concevant et animant de nouveaux produits de formation inter-entreprises. Actualisant en permanence vos connaissances, vous évoluerez en fonction du développement de vos activités dans des secteurs professionnels variés et auprès de clientèles diverses.

Merci d'adresser lettre man. et CV sous réf. 23847/M à Marie-Josée FOURNIAT - CEGOS Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

L'Inspection Générale dans un groupe financier de 1er plan



Nous sommes l'un des tout premiers groupes français spécialisés dans le financement et les services aux particuliers et aux entreprises. Notre stratégie de développement est fondée sur le partenariat avec des groupes de grande notoriété et sur l'innovation. Nous sommes à l'origine de nombreux produits qui ont fait école dans la profession. Nous recherchons des jeunes diplômés

Ecoles de commerce, IEP, DESS Gestion...

Au sein d'une petite équipe, vous serez formés à l'analyse du fonctionnement de l'ensemble des unités de notre groupe. Ces missions relèvent d'une approche globale, intégrant l'ensemble des aspects techniques, financiers, d'organisation mais également humains. Au contrôle et à l'évaluation, s'ajoute une dimension fondamentale de conseil dans une perspective d'assistance.

Ce savoir-faire de généraliste acquis pendant quelques années vous donnera une excellente connaissance de l'ensemble des mécanismes de notre groupe. Il vous préparera à accéder à une grande variété de postes de responsabilité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 0072 M à notre conseil SENANGUE, 103 rue La Fayette - 75010 PARIS.

Senangue

Important organisme financier et social

recherche

CADRES

pour son secteur contrôle de gestion

Lieu de travail : région parisienne

Ces cadres seront chargés du développement des outils du contrôle de gestion et d'études sur différents aspects de la gestion de l'organisme.

Les candidats devront posséder :

- Un diplôme de l'enseignement supérieur dans ce domaine (école de commerce, maîtrise de gestion Paris Dauphine, institut d'études politiques, section Ecofil) ;
- Des qualités relationnelles et une bonne aptitude rédactionnelle ;
- Une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Rémunération annuelle brute de départ de 122 118 F (cadre niveau IB) à 135 450 F (cadre niveau 2) suivant expérience, évolution de carrière.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à :

Monsieur le directeur du personnel, URSSAF de Paris
3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex

Groupe publicitaire

leader sur son

marché, en expansion

de 30 %, filiale

du premier groupe

européen de publi-

cité, recrute pour

étayer sa structure

CONTROLEUR DE GESTION

EXPERIMENTE

Grandes écoles - HEC, ESSEC, ESCP, SUP DE CO...

Rattaché au Responsable du Département, vous connaissez la micro-informatique et pratiquez l'anglais. Nous vous confierons la mission suivante :

Avec votre PREMIERE EXPERIENCE d'environ 2 ans, vous serez chargé du reporting de la maison-mère, en liaison avec les différentes Directions des centres de profits et de frais. Vous assurerez également l'élaboration des budgets, le suivi des réalisations et des analyses budgétaires ainsi que des missions ponctuelles (rentabilité, investissements...).

Si, comme nous, vous êtes dynamique, motivé, désireux d'apporter votre enthousiasme à notre entreprise très évolutive, merci de transmettre votre candidature à Jean-Marc Attali, Média-System, 6, impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, en précisant la référence LMG.

Groupe de PME quartier Chaussée d'Antin
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE ET GESTION

- Environ 30 ans
- Niveau de Formation Bac + 5
- 2 à 3 ans d'expérience du contrôle de gestion et de la comptabilité
- Bonne connaissance de la micro-informatique (tableaux, logiciels comptables)
- Poste évolutif, autonome, dans un groupe de taille humaine (CA 30MF) au développement rapide dans le secteur informatique.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
GENESYS 60, rue de la Chaussée d'Antin
75009 PARIS

MARCHÉS FINANCIERS

L'informatisation des opérations boursières

Le système RELIT démarre dès l'automne

Les responsables de RELIT, ont présenté mardi 26 juin le programme de montée en charge progressive de ce système informatisé des opérations boursières dont le développement, amorcé voilà trois ans, est entré dans sa phase finale.

Le calendrier prévoit une période de test au début du mois de septembre d'une durée de six semaines. Ensuite débutera mi-octobre la phase d'exploitation, concernant les négociations hors-marché sous l'égide du CCF, Chevreux de Virieu, JP Morgan et Paribas.

Le lancement de la filière «Bourse» rassemblant sous cette enseigne l'ensemble des valeurs cotées, s'effectuera un mois plus tard, à la mi-novembre, de manière échelonnée. Dans un premier temps, seules passeront par ce biais une dizaine de valeurs du compartiment.

Puis, à mesure que l'ensemble des intervenants se seront connectés au réseau de transmission SIT/Bourse, le nombre de titres admis augmentera. En février 1991, une nouvelle étape consacrera l'entrée progressive dans ce système des actions négociées sur le marché à règlement mensuel. La montée en charge sera achevée selon ce calendrier dès le milieu de l'année.

Paribas et la Société générale vont entrer dans le capital de la SAE

Deux banques vont entrer dans le capital de la SAE (Société auxiliaire d'entreprises), confirme-t-on au siège de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics. Il s'agit de la Société générale et de Paribas, qui prendront chacune environ 5 % des actions, dans le cadre du nouveau tour de table recherché par M. Jean-Claude Jammes, président du groupe, pour tenter de neutraliser l'actionnaire principal, le promoteur Michel Pelé.

Les titres qui feront l'objet de ce reclassement proviendront à la fois des parts «excédentaires» détenues par M. Pelé, qui veut ramener sa participation à 20 % environ, d'actions qui vendront certains membres des familles fondatrices ainsi que d'un désengagement partiel de la Caisse des dépôts. On confirme enfin au siège du groupe que le capital de la SAE va s'ouvrir à un partenaire espagnol pour 5 % environ.

prochaine avec un retard d'environ sept mois par rapport au projet initial.

Ce système concernant quatre cents établissements de la place (banques et sociétés de Bourse) devra alors permettre de ramener la durée des transactions (achats et ventes de titres) contre paiement en espèces à cinq jours, au lieu de treize en théorie actuellement. L'objectif étant ensuite de réduire ce délai à trois jours au milieu des années 90.

«Nous ne prenons pas de valeurs du règlement mensuel tant que les établissements ne seront pas connectés au réseau SIT/Bourse», a indiqué M. Guy Suant, président du GIE RELIT avant d'ajouter : «Une montée en puissance d'un tel système sur neuf mois n'est pas déraisonnable.» Evoquant les coûts d'une telle réalisation, M. Suant l'estime à 650 millions de francs, entièrement financée par le Fonds de modernisation de la Bourse.

Ce montant est supérieur aux 450 millions retenus lors des premières études en 1987. Selon ces responsables, il reste toutefois en ligne avec l'initiative analogue d'un autre pays, la Grande-Bretagne. L'International Stock Exchange prévoit de consacrer 500 millions de francs pour le développement de son projet Taurus (Transfer and Automated Registration of Uncertificated Stock) qui sera opérationnel en 1993.

DOMINIQUE GALLOIS

Le gouvernement des Etats-Unis revend une caisse d'épargne

Le gouvernement des Etats-Unis a revendu à Great Western Financial Corp., deuxième établissement privé d'épargne et de prêt du pays, la plus grosse caisse d'épargne qu'il ait sous son contrôle, à savoir la Centrust Savings Bank de Miami, en Floride, dont le bilan dépasse 7 milliards de dollars (près de 40 milliards de francs). Great Western paiera 86 millions de dollars (500 millions de francs) pour les soixante et onze agences de Floride de Centrust. Cette vente, qui ne couvre pas toutes les activités de la caisse d'épargne, fait partie du programme de cession portant sur cent quarante caisses d'épargne en difficulté.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

LES SEMINAIRES DE COMMUNICATION DE MGTB AYER

COMMUNICATION CORPORATE. UNE ARME STRATEGIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DE VOTRE ENTREPRISE.

Ce type de communication nécessite dès le départ l'intégration d'un ensemble de données primordiales. MGTB Ayer, Agence de Publicité, dispose d'une large expérience corporate en France et à l'international (Gaz de France, Ileria, Bendix, AT&T, General Motors, Citicorp, Procter & Gamble...). Plusieurs spécialistes américains ont travaillé avec l'équipe française pour mettre au point ce séminaire particulièrement spectaculaire par les cas qui y sont présentés.

PROGRAMME

• Une communication en pleine expansion • Le corporate : un passage obligé • L'efficacité de la publicité corporate • Le processus de communication corporate • Les différentes étapes du corporate • Les critères qui prédisposent au corporate • Les erreurs à ne pas commettre • L'avenir du corporate.

DATES

17-19-25 Juillet de 9 à 12 h 00 chez MGTB Ayer
2, rue du Pont-Neuf - 75001 Paris.

Séminaire exclusivement réservé aux annonceurs dirigeants, responsables marketing et communication - Nombre de places limité - Merci de nous renvoyer votre carte de visite avec la date choisie à l'adresse indiquée au téléphone à Pascal SGAZDI ou 42 36 90 36.

MGTB Ayer

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

21 juin 1990

Total actif	700 571
dont	
Or	196 806
Disponibilités à vue à l'étranger	96 487
Ecos	50 877
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 684
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 684
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	27 661
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	549
Effets privés	139 828
Effets en cours de recouvrement	55 511
Total passif	700 571
dont	
Billets en circulation	246 101
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	87 818
Compte courant du Trésor public	25 633
Reprises de liquidités	1 554
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
Ecos à l'usage du Fonds européen de coopération monétaire	51 223
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
Taux des pensions de 8 à 10 jours	10,25 %
Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

Des économies avec TAURUS

L'entrée en vigueur progressive à la Bourse de Londres, à partir de l'automne 1991, du nouveau système informatisé de règlement des transactions boursières Taurus (Transfer and Automated Registration of Uncertificated Stock) permettra des économies substantielles. Selon une étude publiée par les autorités boursières londoniennes, dans ce rapport, la firme d'experts-comptables Coopers and Lybrand chiffre à environ 54 millions de livres (830 millions de francs) par an au départ les économies sur les salaires qui pourront être effectuées par les institutions concernées. L'investissement dans des services de courtage, investisseurs institutionnels, Bourse et services d'investissement, à la suite de l'information du règlement des transactions, compte tenu d'un délai de trois ans pour la mise en œuvre de Taurus et des frais d'amortissement, le rapport chiffre à 230 millions de livres (valeur actuelle) le montant cumulé des économies sur une période de dix ans. L'introduction de Taurus pourait entraîner de 2 000 à 3 000 suppressions d'emplois en deux ou trois ans dans l'ensemble de ces secteurs, a estimé pour sa part le directeur général de l'International Stock Exchange, M. Peter Pavlides.

FAITS ET RESULTATS

□ Changement à la tête de la société de Bourse Goy-Hauvette. La Brod, banque régionale d'escompte et de dépôts, qui avait pris le contrôle de la société de Bourse Goy-Hauvette en 1988, vient d'acquiescer les 30 % restant du capital et a procédé à un rattachement de la direction. MM. François Gov. cinquante-six ans, président du directoire, et Laurent Hauvette, directeur général, ont démissionné et sont remplacés respectivement dans leurs fonctions par M. Maurice Leruth, directeur général de la BREO, et M. Michel Bloch. La banque a dans le même temps procédé à une augmentation de 18,3 millions de francs destinée à combler les pertes que cette ex-charge d'agent de change a enregistrées l'an dernier (13 millions de francs) en raison de provisions constituées pour les suspens, ces transactions non dénotées.

□ Une coopérative est-allemande rachète 120 magasins Co-op. Une coopérative est-allemande de grands magasins, V&K, va reprendre une chaîne de 120 magasins berlinois sous l'enseigne Bolle, dont les ventes représentent 700 millions de deutschemarks, appartenant au groupe de distribution ouest-allemand Co-op, qui a frôlé la faillite fin 1988. Co-op gère 1 800 magasins au total, employant 46 000 personnes et dont les ventes s'élèvent à 11 milliards de deutschemarks (environ 36,3 milliards de francs). A été repris par deux banques, la DG Bank (pour 68 %) et la BRG (pour 32 %), qui ne veulent conserver que les magasins situés dans l'ouest de la RFA, ce qui ramènerait le volume des ventes à 4 milliards de deutschemarks. Parmi les candidats à la reprise d'une

PARIS, 2 juillet

Légère baisse

La première séance du juillet a démarré sous le signe de la baisse confirmant la défiance observée sur le marché depuis plus d'une semaine. L'indice CAC 40 s'établissait à -0,47 % à l'ouverture des transactions et se maintenait à -0,29 % en clôture d'après-midi. A la désaffection traditionnelle en cette période estivale se sont ajoutées les incertitudes liées à l'évolution des taux d'intérêt après l'unification monétaire allemande, et les inquiétudes des nombreux intervenants sur l'évolution des résultats des sociétés cette année.

Alors qu'en début d'année les analystes estimaient positive, pour les entreprises françaises l'ouverture en Europe de l'Est, les revirements progressivement leurs avis, étalent les effets bénéfiques dans le temps. Et même si les prévisions des conjoncturistes sur l'économie française sont encore très favorables, certains gestionnaires redoutent un tassement des résultats des firmes en 1990.

En ce début du mois de juillet, les investisseurs touchent les dividendes de leurs titres, mais le détachement de ces coupons entraîne une baisse momentanée de l'action pour le même montant. Le phénomène passager a aussi pesé lundi sur le déroulement de la séance, la plupart des grandes valeurs françaises rémunérant leurs actionnaires.

Les intervenants attendaient également l'ouverture de Wall Street espérant trouver un facteur de soutien voire un stimulus. Ils attendaient de connaître la réaction de la place new yorkaise à la confirmation par le président M. Georges Bush d'une augmentation des recettes de l'Etat lors de sa première conférence publique depuis son annonce du 25 juin.

Preuve de cette morosité ambiante la baisse du niveau des transactions. Ainsi ont été les plus faibles progressions figurant Damart avec dix titres négociés ou encore le SAT avec 250 échanges, du côté des baisses en notation Radiotechnique avec également 250 titres ou Mérieux (40 actions).

Sur le marché de l'or le lingot s'échangeait à 63 950 francs contre 64 000 francs lundi.

TOKYO, 2 juillet

Hausse

L'indice Nikkei a clos lundi en hausse de 219,59 yens (+0,7 %) à 32 180,23 yens, après avoir essuyé la baisse, dans des échanges étroits et en raison de l'inquiétude régnant à propos des taux d'intérêt et de l'unification monétaire allemande. Le Nikkei avait perdu 165,95 yens vendredi.

Le Topix a de son côté cédé 7,34 points à 2 338,02 points après une baisse de 7,04 points vendredi. Les échanges se sont élevés à quelque 180 millions de titres contre 280 millions d'actions vendredi matin. La fermeté du yen face au dollar n'a rien fait pour calmer les inquiétudes des investisseurs à propos des taux d'intérêt et de l'unification allemande.

VALEURS	Cours du 29 juin	Cours du 2 juillet
Alcatel	1 020	1 020
Banque Paribas	1 330	1 330
Banque de France	880	880
BNP	2 800	2 800
BNP Paribas	1 780	1 780
BNP Paribas	1 400	1 400
BNP Paribas	1 000	999
BNP Paribas	9 080	8 980
BNP Paribas	2 350	2 310

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Assoc.	440	431	NG	303	300
Amalco	105	105	LP&M	130	130
B.A.C.	231	230	Loca Invest	313	315
B. Demarqy Ass.	582	582	Locat	140	140
Bouygue	181	181	Mara Comm.	189	187 70
B.T.C.M.	840	860	Mécat. Minier	225	225 20
Buron (J.)	376	371	Molten	238	237
Boussat (Lyon)	282	282	Novate-Dumas	1235	1235
Cables de Lyon	3500	3500	Oliver Logez	590	589
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1089	1048	Om. Gest. Fin.	582	572
Cabson	530	521	Presbourg	97 80	97 80
Caiff	688	676	Prévision Assur	583	581
C.E.E.	361	355	Publ. Filippachi	721	720
C.E.G.E.P.	278 50	288	Roz	688	680
C.F.P.I.	268	265	Thone-Alp. Est. (L.)	321	320
Cremas d'Origny	750	728	St-V. Maigron	261	260
C.N.I.M.	1380	1328	S.C.G.P.M.	635	635
Codexor	304	304	Sagin (L.)	346	338
Comarq	353 10	357	Select Invest (L.)	103 80	104
Confort	1182	1150	Servis	530	515
Crestel	380	388	S.M.T. Group	230	218
Dela	210 90	210	Sopra	218	218
Daphin	712	712	Sopra	187	200
Desquenes et Gral.	273	270	TFI	313 50	307
Devant	1340	1340	Thomson H. (L.)	290	292
Devil	485	485	Unilog	198	198
Dolco	184 90	177 80	Unon Fin. de Fr.	470	468
Edison Bell	270	270	Viel et Co.	194 50	194
Elysee Invest.	15 05	15 55	Y. St-Laurent Groupe	1122	1115
Europ. Propulsion	395	380			
Finacor	189 90	188			
Genov	855	855			
GFF (Group. J.)	472	469			
Grand Livr	480	480			
Grovograph	257	254			
Guroni	1144	1140			
I.C.A.	285	285			
I.K.A.	366	370			
Ikanova	183	183			
I.M.S.	1305	1241			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPAZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 29 juin 1990

Nombre de contrats : 8 234

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	680	-	34	26	-
CEG	640	23	-	24	-
Elf-Aquitaine	720	11,15	-	57	-
Eurometall SA-PLC	50	3,40	5,20	5	6,20
Evros Disneyland SC	110	5	9,30	-	-
Harris	675	18	-	38	-
Lafarge-Coppée	480	20	-	34	-
Michellia	100	10	13	5,05	6,90
Midi	1 300	64	-	35	-
Paribas	600	58	-	6	9,50
Perreux-Ricard	1 333	23	-	-	-
Pengopt SA	840	34	-	42	48
Rhône-Poulenc CI	440	36	-	13	-
Saint-Gobain	600	19	-	-	-
Socotex	1 680	64	-	-	-
Société générale	560	30	-	20	-
Suez Financière	440	19,70	30	18	-
Thomson-CSF	120	6	-	7,50	10

MATIF

Notation 10 % - Cotation en pourcentage du 29 juin 1990

Nombre de contrats : 48 518

COURS	ÉCHÉANCES			
	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91	
	Dernier	102,38	102,46	101,43
Précédent	102,16	102,18	101,50	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
	102	1.08	1.61	0.72

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,557 ↓

Le dollar s'inscrit en forte baisse le mardi 2 juillet à Paris, cédant à 5,557 F contre 5,61 F vendredi à la cotation officielle. Ce reflux du billet vert s'explique toujours par l'annonce du président Bush, la semaine dernière, de hausses d'impôts prochaines aux Etats-Unis. Au lendemain de l'unification monétaire allemande, le mark résistait face aux principales devises.

FRANCFORT 29 juin 2 juillet
Dollar (en DM) 1,675 1,658
TOKYO 29 juin 2 juillet
Dollar (en yens) 152,85 151,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (2 juillet) : 9 1916-916 %
New-York (29 juin) : 8 288-8 716 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)

28 juin 29 juin
Valeurs françaises : 98,78 98,58
Valeurs étrangères : 94,70 94,40

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 543,06 545

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 2 638,41 2 635,03

NEW-YORK (Index Dow Jones)

28 juin 29 juin

Industrielles : 2 878,71 2 886,69

LONDRES (Index « Financial Times »)

28 juin 29 juin

Industrielles : 1 887,80 1 899,90

Mines d'or : 176,10 176,80

Fonds d'Etat : 79,89 79,97

TOKYO 29 juin 2 juillet

Nikkei Dow Jones : 31 400,23 32 180,23

Indice général : 2 343,36 2 348,78

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,5600	5,5620	+ 75	+ 85	+ 156	+ 490
S. can.	4,7725	4,7784	- 172	- 132	- 294	- 768
Yen (100)	3,6821	3,6859	+ 69	+ 88	+ 145	+ 473
DM	3,3605	3,3628	+ 45	+ 62	+ 94	+ 117
Fl. (100)	2,9852	2,9871	+ 40	+ 54	+ 81	+ 101
FB (100)	16,3433	16,3588	- 163	- 154	- 46	- 277
FS	3,9587	3,9615	+ 17	+ 32	+ 43	+ 66
L (1 000)	4,5724	4,5778	- 72	- 38	- 116	- 292
S. can.	9,7495	9,7537	- 442	- 386	- 883	- 2164

TAUX DES EUROMONNAIES

E.-U.	8 1/8	8 3/8	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8
Yen	7 1/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/16	7 9/16	7 5/8	7 3/4
DM	7 15/16	8 3/16	8 1/8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 7/16	8 9/16
Fl. (100)	7 11/16	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16	8 7/16	8 9/16
F.S. (100)	9 1/2	9 1/2	9 5/16	9 5/16	9 5/16	9 5/16	9 5/16	9 5/16
F.S.	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 1/8	9 1/16	9 1/16	9 3/4	9 1/2
10 1/2	11 1/2	11 1/2	10 5/8	11 1/8	10 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/2
14 7/8	15 1/8	15 1/8	14 7/8	15 1/8	14 7/8	15 1/8	14 7/8	15 1/8
£	9 13/16	10 1/16	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 1/4

L'ouverture du congrès du PC soviétique

La société soviétique a besoin du « maximum de concorde »

déclare M. Gorbatchev

Le XXVIII^e congrès du PC soviétique s'est ouvert, lundi matin 2 juillet au Kremlin, par quelques incidents. Tandis que les délégués des deux factions du PC estonien (indépendantiste et prosoviétique) se disputaient pour savoir lesquels d'entre eux devaient siéger au présidium du congrès, un délégué de Sibérie s'empara d'un micro pour réclamer la démission en bloc du comité central et du bureau politique. Les congressistes ont décidé, par 2 881 voix contre 1 572, que chacun des membres du bureau politique devra rendre compte individuellement de son activité.

M. Gorbatchev, qui était entouré par MM. Rykov, premier ministre, Loukianov, président du Soviet suprême, et Polozkov, chef du nouveau PC de Russie, a critiqué dans son rapport ceux qui défendent « des positions conservatrices » au nom de la préservation de l'idéologie marxiste-léniniste.

« Il y a maintenant des voix, plus que cela une opposition s'est constituée », dit-il. « La perestroïka est responsable de tous nos échecs. Excusez l'expression, mais c'est tout simplement de la folie », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Ou bien la société poursuit dans la voie des profondes transformations amorcées (...), ou les forces hostiles à la perestroïka vont l'emporter, et une sombre époque se prépare pour le pays et la population ».

Le président soviétique, qui n'a toutefois pas évoqué la question de la réunification allemande, s'est également insurgé contre l'interprétation selon laquelle l'URSS « se retire sans combattre » des pays d'Europe de l'Est.

Critiquant ensuite les « radicaux », M. Gorbatchev a affirmé : « Il ne faut pas fermer les yeux sur le fait que dans la société sont apparues des

forces qui nous poussent vers un régime bourgeois, liant la sortie de la situation complexe actuelle à la mise du pays sur les rails du capitalisme ». Il s'est prononcé notamment contre « une totale décollectivisation des terres ».

Affirmant que la société soviétique a besoin du « maximum de concorde », le rapporteur a affirmé : « Aujourd'hui, nous ne vivons pas à une époque d'ultimatums, de conflits et d'actions irréfléchies qui désunissent les gens et compliquent davantage la situation. On voit s'affirmer la volonté de joindre nos efforts ».

Après avoir défendu le marché, qui « a fonctionné pendant mille ans jusqu'à la révolution » et représente « une possibilité réelle » pour sortir de la crise actuelle, le président soviétique a déploré que le programme de passage à « l'économie de marché régulée », proposé le mois dernier par le premier ministre, ait été mal compris par la population.

Reprochant au gouvernement de n'avoir « proposé concrètement qu'une hausse des prix », M. Gorbatchev s'est exclamé : « Bien sûr, il ne faut pas entamer un processus de transition à l'économie de marché par une hausse des prix, c'est absurde ! ». La critique, dans la société, nous a prouvé que nous n'avions pas développé la logique, la tactique, les priorités du passage à l'économie de marché », a-t-il ajouté, avant d'affirmer que la convertibilité du rouble était « indispensable » et ne devait pas être « reportée à plus tard ».

Le rapporteur a encore affirmé que le parti « n'a pas vu à temps les dangers des rapports entre nationalités » et traité ces problèmes, notamment à son congrès de 1986, « comme s'ils étaient résolus », ce qui a été « utilisé par les forces destructrices et séparatistes ». « Aujourd'hui, nous comprenons que la réforme de l'Union ne peut pas être limitée à l'élargissement des droits des républiques. Il faut une Union de républiques souveraines, ce qui augmentera la puissance du pays et sa sécurité », a-t-il conclu. (AFP, Reuters, Tass.)

POLOGNE : les divisions de Solidarité

M. Mazowiecki propose une rencontre à M. Walesa

Les comités civiques, émanation électorale de Solidarité, ont donné dimanche 1^{er} juillet trois semaines à Lech Walesa, au premier ministre Tadeusz Mazowiecki et à leurs partisans respectifs, pour surmonter leurs divergences et « se mettre d'accord sur des objectifs communs ». Convoqués par les deux fractions rivales de Solidarité — samedi par Lech Walesa et dimanche par M. Mazowiecki — les délégués des comités civiques de toute la Pologne ont reporté au 21 juillet la décision sur une institutionnalisation du fonctionnement de leur organisation.

Les réunions du week-end n'ont donc pas apporté de solution immédiate au conflit entre les deux tendances au sommet, mais les délégués ont surtout refusé l'affrontement entre les dirigeants historiques de Solidarité. Dans une résolution adoptée dimanche, ils déclarent soutenir « la philosophie de l'action du premier ministre, marquée par la démocratie, la légalité et l'économie de marché », mais demandant « une accélération dans la liquidation des vestiges du communisme en Pologne ». Bref, un coup de pouce à M. Mazowiecki et un autre à M. Walesa, dont le maître mot ces derniers temps est « l'accélération ».

Il est cependant assez clair que le gros des troupes de Solidarité ne partage pas les acrimonies des intellectuels du mouvement contre M. Walesa : celui-ci n'a eu aucun mal, samedi, à convaincre les délégués de repousser la proposition de M. Mazowiecki de transformer les comités civiques en une fédération nationale, sorte de parti politique progouvernemental. Seuls dix des cent soixante délégués présents ont voté en faveur de la proposition.

Parallèlement, des sondages ont fait état de la baisse de popularité de l'ensemble des leaders de Solidarité après ces semaines de querelles internes, au moment où étaient introduites, le 1^{er} juillet, de fortes hausses des prix du gaz, du charbon et des tarifs postaux. Prenant conscience de cet état d'esprit, M. Mazowiecki a proposé dimanche, devant les délégués, une rencontre avec Lech Walesa : « Je propose à Lech Walesa de discuter la semaine prochaine, a-t-il dit, pour voir ce qu'il est possible de faire pour que les querelles ne détruisent ni la Pologne, ni les acquis de Solidarité qui sont notre bien commun ».

Une possibilité de compromis semble donc se dessiner. M. Walesa ayant fait savoir dans la soirée « qu'il fallait se mettre d'accord sur une date ». D'une part, les 4 et 5 juillet, M. Mazowiecki et son ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, doivent rencontrer le groupe parlementaire de Solidarité, ce qui pourrait leur fournir l'occasion d'annoncer quelques mesures d'« accélération », susceptibles de calmer les partisans de M. Walesa. Les chantiers navals de Gdansk ont d'autre part invité le 8 juillet les députés de Solidarité et leurs dirigeants, y compris M. Mazowiecki, à rendre visite au berceau du syndicat libre.

Sans doute les adversaires de M. Walesa ont-ils sous-estimé le soutien dont jouit le président de Solidarité dans l'opinion publique ; il reste que pour M. Mazowiecki, « les différends portent sur des problèmes essentiels et non de personnes ; il faut en être conscients, afin que les défenseurs de la démocratie ne se réveillent pas au moment où ils auront perdu ».

S. K.

CANADA

Elizabeth II chahutée par des indépendantistes

MONTREAL

de notre correspondante

Quelques centaines d'indépendantistes ont chahuté la reine Elizabeth II d'Angleterre — et du Canada — lorsqu'elle s'est aventurée, dimanche 1^{er} juillet, sur la rive québécoise de la rivière des Outaouais, juste en face de la capitale fédérale, Ottawa. « On est chez nous », ont crié les séparatistes, habillés aux couleurs du Québec. « Canada, Canada », ont répondu en écho leurs adversaires, venus eux aussi nombreux à Hull. Les édiles de cette ville « frontalière » de soixante-cinq mille habitants avaient boycotté les cérémonies organisées en l'honneur de la souveraineté dans le parc (fédéral) Jacques-Cartier, en signe de protestation contre le récent refus d'une partie du Canada anglais de reconnaître au Québec le statut de « société distincte » qui lui aurait permis d'adhérer à la Constitution du Canada.

Les policiers n'ont pas eu à intervenir au cours de cette incursion particulièrement courte (moins d'une heure) dans la province francophone, où la reine s'était déjà rendue sans encombre en 1987, vingt-trois ans

après que son précédent passage eût donné lieu à de sérieux affrontements entre séparatistes et forces de l'ordre.

Invitée à Ottawa pour y célébrer la fête nationale du Canada à l'issue d'une visite de cinq jours dans ce pays, la souveraine avait, plus tôt dans la journée, appelé les Canadiens à surmonter les « difficultés actuelles » pour rester unis. Son discours, prononcé en partie en français, a été diffusé en direct au Québec, dont le premier ministre, M. Robert Bourassa, et le chef de l'opposition, M. Jacques Parizeau (Parti québécois), sont convenus vendredi d'organiser, l'automne prochain, une « commission parlementaire élargie et non partisane » sur l'avenir constitutionnel de la province. Cette démarche unitaire, sans précédent dans l'histoire du Québec, a été accueillie avec sérénité par le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, qui s'est déclaré soucieux de travailler à « redéfinir » la fédération, « même si le Canada doit en émerger sous une forme différente ».

MARTINE JACOT

EN BREF

■ **BIRMANIE** : résultats officiels des élections. — La junte militaire au pouvoir à Rangoun a publié, dimanche 1^{er} juillet, les résultats définitifs des élections législatives du 27 mai. La Ligue nationale pour la démocratie, principale formation de l'opposition, emporte 396 sièges sur 485. Le taux de participation a été de plus de 70 % pour un total de vingt millions d'électeurs.

■ **PHILIPPINES** : un Américain du Peace Corps enlevé. L'ambassade américaine à Manille a annoncé, dimanche 1^{er} juillet, qu'un membre du Peace Corps avait été enlevé le 13 juin, sur l'île de Negros par la guérilla communiste.

■ Un ancien « rénovateur » communiste adhère à France unie. — M. Alain Arvin-Bérod, conseiller général d'Echirolles-Est, près de Grenoble (Isère), exclu du Parti communiste en 1987, a rallié France unie, le mouvement fondé par M. Jean-Pierre Soisson. En 1987, M. Arvin-Bérod avait créé, dans l'Isère, le mouvement des rénovateurs, avec quelques militants communistes.

■ **M. Fujimori en visite à Tokyo**. — Cherchant à obtenir du Japon un soutien substantiel dans ses efforts de reconstruction de l'économie péruvienne, M. Alberto Fujimori est arrivé, dimanche 1^{er} juillet, à Tokyo, pour une visite de cinq jours. Fils d'une famille d'immigrés japonais au Pérou, M. Fujimori, élu le mois dernier à la tête d'un pays ruiné, a choisi de se rendre en priorité au Japon, après un bref séjour à New-York où il a pris contact avec les grandes organisations financières internationales afin de tenter de renégocier la dette extérieure du Pérou (18 milliards de dollars).

■ **ENA** : limite d'âge à vingt-huit ans pour l'entrée. — La direction de l'Ecole nationale d'administration vient de fixer à vingt-huit ans, au lieu de vingt-cinq, la limite d'âge des candidats qui passeront les concours d'entrée « externe ». Cette mesure doit permettre de réduire l'écart d'âge existant, au sein d'une même promotion, entre les élèves du concours externe et ceux du concours interne, réservé aux fonctionnaires déjà en poste, qui peuvent concourir jusqu'à trente-cinq ans.

Les difficultés financières du club de football de M. Claude Bez

La ville de Bordeaux cautionne un emprunt des Girondins

BORDEAUX

de notre correspondante

Le conseil municipal de Bordeaux a accordé, vendredi 29 juin, sa caution à un emprunt de 120 millions de francs souscrit par les Girondins de Bordeaux FC, auprès de la société suisse IDIS Finance. Dans l'opposition, le PC et le FN se sont abstenus. Le Parti socialiste et une conseillère du groupe Vert ont voté contre. Dans un premier temps, la ville de Bordeaux avait garanti 75 millions de francs, et le club avait demandé

au conseil général de la Gironde de cautionner 45 millions de francs, ce que l'assemblée départementale avait refusé.

Une fois de plus, ce dossier a alimenté la polémique entre le maire de Bordeaux et l'opposition socialiste. « Le club perd 50 millions de francs par semaine, le trou dépasse actuellement 200 millions de francs », a affirmé M. François-Xavier Bordeaux, chef de file de l'opposition socialiste. « Vous vous lancez dans des acrobaties de plus en plus périlleuses », a-t-il déclaré à M. Jacques Chaban-Delmas.

Selon le PS, la délibération serait, de surcroît, « illégale », en vertu de la loi du 5 janvier 1988, selon laquelle la garantie des collectivités locales à des personnes de droit privé ne peut excéder 50 % du montant de l'emprunt. Le PS menace de porter l'affaire devant le tribunal administratif.

M. Chaban-Delmas a réitéré son soutien sans faille aux Girondins de Bordeaux, présidés par M. Claude Bez : « Dans le monde où nous vivons, une grande équipe de football professionnelle est un atout pour une ville. Si nous ne garantissons pas les 120 millions de francs, la situation deviendrait inextricable. Soit le club abandonnerait la division nationale, soit on aurait une équipe qui ne pourrait être européenne ».

GINETTE DE MATHA

Philips va supprimer 10 000 emplois

EINDHOVEN

de notre envoyé spécial

Prenant la parole devant l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Philips, le nouveau président, M. Jan Timmer, a indiqué, lundi 2 juillet, que la multinationale envisageait la suppression de quelque « dix mille emplois », essentiellement en Europe. Philips compte, au total, un peu plus de 300 000 salariés.

Deux domaines d'activité sont dans le collimateur de la nouvelle direction : les systèmes informatiques et les circuits intégrés. « Philips ne va pas s'en désengager », a précisé M. Timmer, mais va restructurer ses activités ».

En matière de systèmes informatiques, Philips se concentrera sur le logiciel. La recherche et la fabrication de hardware seront « réduites », de même que « la taille de la structure de vente adaptée à la nouvelle situation de l'entreprise ». Dans le domaine des composants, Philips ambitionne d'« adapter ses moyens à ses possibilités » et va rechercher des partenaires « pour partager les coûts de la recherche et du développement ».

M. Timmer a indiqué que ces différentes mesures de restructuration « coûteraient 2,7 milliards de florins » (8,1 milliards de francs) d'ici à la fin de l'année.

CHRISTIAN CHARTIER

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
Immigration : « La mythologie des clandestins », par André Lagouty ; Economie : « Une droite protectionniste », par Jean Bérard ; Consommation : « Gabegie informatique », par Bernard Vaudour-Faguet 2
- Après le coup d'Etat en Zambie**
Le président Kaunda révoque le chef de l'armée 6
- L'islam au Soudan**
La junte ne cache plus ses options intégristes 6
- Chine-Indonésie**
Les deux pays renouent leurs relations diplomatiques 6
- Bilan de la session parlementaire**
Les députés en proie au doute existentiel 7
- La « fête des tricolores » du FN**
M. Le Pen se moque de l'opposition et de son « Union pour la frime » 10

SECTION B

- Madonna à Bercy**
Un régal de trois jours 11
- Education**
La physique et la chimie disparaîtront des programmes de 6^e et de 5^e à la rentrée de 1991 12
- Justice**
Des travailleurs sociaux condamnés pour non-dénunciation de crime 12
- Mondiale**
La Cameroun a fait le spectacle et quitte la compétition la tête haute après une courte défaite contre l'Angleterre. Salvatore Schillaci, enfant de Palerme et fable du Calcio 14

SECTION C

- Comptes de la nation**
Davantage d'emplois stables en 1989 19
- Coopération Nord-Sud**
Les villes du Nord aident celles du Sud 19
- Relations commerciales nippo-américaines**
Les Américains restent sceptiques sur la fin des différends 19
- Réduction du temps de travail**
Une idée qui redevient à la mode 21
- Courtaulds quitte Calais**
Le groupe britannique va fermer son usine : 500 emplois supprimés 21

CHAMPS ÉCONOMIQUES

- La Nouvelle-Calédonie et le marché unique de 1993 ● Sur la contribution sociale de solidarité, par Jean-Jacques Dupeyrou ● La croissance face à un risque de saturation ● La chronique de Paul Fabra pages 23 à 26

Services

- Abonnements 2
Annonces classées 27 à 35
Carnet 18
Loto 18
Marchés financiers 35-37
Météorologie 17
Mots croisés 18
Radio-Télévision 17
Spectacles 16
- La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1^{er}-2 juillet 1990 a été tiré à 521 307 exemplaires.

SCIENCES-PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
Admission sur dossier
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

SVM SCIENCE & VIE MICRO

EXCLUSIF : IBM RELANCE L'ORDINATEUR FAMILIAL

Le N° 1 mondial de l'informatique lance une offensive planétaire avec sa nouvelle gamme de micro-ordinateurs baptisée PS/1. Signes particuliers : bon marché et d'une grande simplicité d'emploi. En avant-première, SVM vous dit tout sur cette nouvelle machine.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Écran plat : enfin la couleur !
- La véritable histoire de Bull, géant français de l'informatique
- HUGO PLUS : le premier correcteur orthographique et grammatical

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE